

COMPTES PUBLICS 2022-2023

VOLUME 2

Renseignements financiers
sur le Fonds consolidé du
revenu : Fonds général
et fonds spéciaux



COMPTES PUBLICS 2022-2023

VOLUME 2

Renseignements financiers
sur le Fonds consolidé du
revenu : Fonds général
et fonds spéciaux

Année financière terminée le 31 mars 2023

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001)

Comptes publics 2022-2023 – Volume 2

**Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Février 2024 (2^e édition)
Décembre 2023 (1^{re} édition)**

ISSN 1925-1815 (PDF)

© Gouvernement du Québec, 2024

Table des matières

Avant-propos	i
Structure des portefeuilles	v
Section A : Fonds général	
1. Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits	
Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits.....	5
État de l'emploi des crédits	7
2. Informations sommaires sur les revenus et dépenses	
Revenus et dépenses des portefeuilles	15
Revenus des portefeuilles par catégories	16
Dépenses des portefeuilles par supercatégories.....	18
Dépenses de transfert des portefeuilles par bénéficiaires et par catégories.....	20
Dépenses d'affectation à un fonds spécial des portefeuilles par catégories.....	22
Dépenses et investissements des portefeuilles relatifs à la rémunération.....	23
3. Revenus, crédits, dépenses et autres coûts par portefeuilles	
Assemblée nationale	27
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	39
Affaires municipales et Habitation.....	53
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	69
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	81
Conseil exécutif	97
Culture et Communications	115
Cybersécurité et Numérique	127
Économie et Innovation.....	139
Éducation.....	153
Énergie et Ressources naturelles	173
Enseignement supérieur	185
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	199

Famille	211
Finances	225
Forêts, Faune et Parcs	241
Immigration, Francisation et Intégration	253
Justice	265
Relations internationales et Francophonie	283
Santé et Services sociaux	295
Sécurité publique	315
Tourisme	331
Transports	343
Travail, Emploi et Solidarité sociale	355

4. Comptes à fin déterminée

Revenus des comptes à fin déterminée	370
Dépenses par supercatégories pour les comptes à fin déterminée	376

Section B : Fonds spéciaux

1. Rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées

Rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées	387
---	-----

2. Sommaire de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées

Sommaire de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées	390
--	-----

3. Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements de chacun des fonds spéciaux

Affaires municipales et Habitation	
Fonds régions et ruralité	397
Culture et communications	
Fonds Avenir Mécénat Culture	398
Fonds du patrimoine culturel québécois	399
Cybersécurité et Numérique	
Fonds de la cybersécurité et du numérique	400

Économie et Innovation	
Capital ressources naturelles et énergie	401
Fonds du développement économique	402
Fonds pour la croissance des entreprises québécoises	403
Éducation	
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	404
Énergie et Ressources naturelles	
Fonds des ressources naturelles	405
Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	406
Fonds d'information sur le territoire	407
Enseignement supérieur	
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	408
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	
Fonds d'électrification et de changements climatiques	409
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	411
Famille	
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	413
Finances	
Fonds de financement	414
Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux	415
Fonds de lutte contre les dépendances	416
Fonds des générations	417
Fonds du centre financier de Montréal	418
Fonds du Plan Nord	419
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	420
Fonds relatif à l'administration fiscale	421
Forêts, Faune et Parcs	
Fonds des ressources naturelles	422
Justice	
Fonds Accès Justice	424
Fonds affecté à l'aide des personnes victimes d'infractions criminelles	425
Fonds des registres du ministère de la Justice	426
Fonds du Tribunal administratif du Québec	427
Fonds relatif aux contrats publics	428

Santé et Services sociaux	
Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis.....	429
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	430
Sécurité publique	
Fonds de la région de la Capitale-Nationale	431
Fonds des services de police	432
Tourisme	
Fonds de partenariat touristique.....	433
Transports	
Fonds aérien.....	434
Fonds de gestion de l'équipement roulant	435
Fonds de la sécurité routière	436
Fonds des réseaux de transport terrestre	437
Travail, Emploi et Solidarité sociale	
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	439
Fonds de développement du marché du travail	440
Fonds des biens et des services	441
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	442
Fonds du Tribunal administratif du travail	443
Fonds québécois d'initiatives sociales	444
 4. Sommaire des états financiers des fonds spéciaux	
Sommaire des états financiers des fonds spéciaux.....	446
 Glossaire.....	453

Avant-propos

Le volume 2 des comptes publics est préparé par le Contrôleur des finances pour le ministre des Finances selon les dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Il présente des renseignements financiers portant sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Il a pour objectif principal de faire état de l'emploi des crédits des ministères et organismes budgétaires et des autorisations de dépenser des fonds spéciaux conformément aux sommes autorisées par le Parlement qui sont consignées dans le budget de dépenses.

Ce volume se divise en deux sections.

- La section A présente les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts imputés à ces crédits ainsi que les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent.
- La section B présente les revenus des fonds spéciaux ainsi que leurs dépenses et leurs investissements approuvés et réalisés.

Le fonds général et les fonds spéciaux rendent compte de leurs opérations financières selon les méthodes comptables (aussi appelées conventions comptables) adoptées par le Conseil du trésor. Celles-ci sont décrites dans les notes complémentaires des états financiers consolidés du gouvernement présentées dans le volume 1 et dans la Directive sur les conventions comptables du gouvernement adoptée par le Conseil du trésor.

Section A : Fonds général

Cette section rend compte des opérations des entités dont les revenus sont versés au fonds général ou au Fonds des services de santé, et de celles dont le fonctionnement est tributaire d'allocations du Parlement du Québec, soit :

- l'Assemblée nationale;
- les personnes désignées par l'Assemblée nationale;
- les ministères et les organismes budgétaires.

La section A rend également compte des revenus du fonds général liés à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre du Revenu. Ces revenus sont administrés par l'Agence du revenu du Québec et présentés dans le portefeuille Finances, puisque le ministre des Finances exerce les fonctions de ministre du Revenu.

Pour les besoins de la présente section :

- les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec sont réduits des créances douteuses afférentes, conformément à l'article 69 de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (RLRQ, chapitre A-7.003);
- les revenus de l'impôt sur le revenu et les biens sont réduits des crédits d'impôt remboursables prévus dans la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3), ces crédits étant des transferts financés par le régime fiscal, soit des avantages financiers autres que la réduction de l'impôt ou des taxes qu'un contribuable aurait dû autrement verser au gouvernement;

Avant-propos (suite)

- les gains ou les pertes pouvant résulter d'opérations de restructuration entre deux entités du fonds général sont comptabilisés au solde d'ouverture des déficits cumulés, l'année suivant celle où l'opération a eu lieu. En effet, lorsque de telles restructurations ont lieu en cours d'année financière, elles ne sont pas reflétées immédiatement dans le volume 2, car la reddition de comptes s'effectue selon la structure budgétaire en vigueur au moment de l'approbation parlementaire des crédits.

La section A se divise en quatre parties.

- La première partie présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts des ministères et des organismes budgétaires sur les crédits autorisés par le Parlement.
- La deuxième partie présente des informations sommaires sur les revenus et les dépenses des portefeuilles¹.
- La troisième partie présente le détail des revenus, des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par portefeuilles¹.

On y trouve plus particulièrement :

- les revenus, présentés par catégories;
 - les crédits, les dépenses et les investissements, présentés par programmes;
 - les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts, présentés par programmes, éléments et supercatégories;
 - l'évolution des crédits initiaux, présentés par programmes;
 - les dépenses de transfert, présentées par objets d'aide et par bénéficiaires;
 - les dépenses de transfert et les dépenses d'affectation à un fonds spécial, ventilées par catégories de dépenses.
- La quatrième partie présente un sommaire des opérations effectuées dans les comptes à fin déterminée administrés par l'Assemblée nationale, les ministères et les organismes budgétaires.

Certaines données de 2021-2022 ont été reclassées afin qu'elles soient conformes à la structure des portefeuilles et des programmes du Budget de dépenses 2022-2023.

¹ Les revenus et les dépenses excluent les opérations liées aux comptes à fin déterminée, ces derniers étant présentés dans la quatrième partie.

Section B : Fonds spéciaux

Cette section rend compte des opérations des fonds spéciaux par portefeuilles.

La section B se divise en quatre parties.

- La première partie présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées par le Parlement.
- La deuxième partie présente le sommaire de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées par le Parlement.
- La troisième partie présente les revenus, les dépenses et les investissements ainsi que leurs prévisions par fonds spéciaux. Elle inclut également un suivi de l'évolution du surplus ou du déficit cumulé liés aux activités du fonds.
- La quatrième partie présente un sommaire des états financiers des fonds spéciaux.

Approbations

Les dépenses et les investissements effectués par le fonds général et les fonds spéciaux doivent être comparés aux sommes approuvées par le Parlement pour déterminer s'il y a un excédent qui doit faire l'objet d'une autorisation. Toutefois, certaines dépenses et certains investissements effectués par le fonds général et les fonds spéciaux n'ont pas à être comparés aux sommes approuvées par le Parlement, soit parce qu'ils n'ont pas à être soumis à son approbation, soit parce qu'ils ont déjà été approuvés par des lois particulières autres que celles sur les crédits.

Modification comptable – Paiements de transfert

Le gouvernement a modifié l'application de la norme comptable sur les paiements de transfert dans ses comptes publics de l'année financière terminée le 31 mars 2021. Cette modification comptable a consisté à comptabiliser les dépenses de transfert pour des infrastructures publiques selon la période de réalisation des travaux admissibles des bénéficiaires de ces transferts plutôt qu'au rythme des versements autorisés par le Parlement.

L'intégration de cette modification comptable au processus d'autorisation parlementaire habituel a débuté en 2022-2023 et se poursuivra jusqu'en 2025-2026. D'ici la fin du processus de migration, pour les ministères qui n'auront pas migré, des crédits sont prévus au fonds de suppléance et les dépenses en lien avec cette modification comptable sont présentées dans leur programme de gestion administrative plutôt que dans le programme à partir duquel les dépenses de transfert sont accordées.

Par ailleurs, dans le cadre de la modification d'application de cette norme, les révisions de dépenses et d'investissements pour les projets réalisés en tout ou en partie au 31 mars 2022 sont déjà approuvées en vertu des articles 141 et 142 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

Avant-propos (suite)

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Le 1^{er} avril 2022, le gouvernement a appliqué la norme comptable SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

Conformément à cette norme, un passif doit désormais être comptabilisé dès que le gouvernement acquiert ou construit une immobilisation pour laquelle il a une obligation juridique d'engager des coûts afin de la mettre hors service de façon permanente. Au moment de la comptabilisation initiale du passif, un actif équivalent est comptabilisé. Cet actif est ensuite amorti sur la durée de vie utile de l'immobilisation concernée par l'obligation de mise hors service. Auparavant, ces coûts étaient constatés dans l'exercice au cours duquel ces immobilisations étaient mises hors service.

Pour 2022-2023, les crédits nécessaires aux ministères et organismes budgétaires pour financer les dépenses et les autres coûts découlant de la mise en œuvre de cette nouvelle norme ont été octroyés à l'aide de crédits annuels par l'entremise des dispositions de la Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 22 mars 2022 et à certaines autres mesures (L.Q. 2023, c. 2).

Toujours pour 2022-2023, les approbations nécessaires pour financer les excédents des dépenses et des investissements des fonds spéciaux découlant de la mise en œuvre de cette nouvelle norme ont été octroyées par l'entremise des dispositions de cette même loi.

Les incidences de l'entrée en vigueur de cette nouvelle norme sont présentées dans la note 3, « Modifications comptables et reclassements », du volume 1 des Comptes publics 2022-2023.

Autres éléments

Pour les fonds spéciaux, d'autres dépenses et investissements ne nécessitent pas d'approbation annuelle :

- les dépenses liées aux quotes-parts des participations dans des partenariats du fonds Capital ressources naturelles et énergie et du Fonds du développement économique;
- les investissements du Fonds des générations (article 8 de la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations [RLRQ, chapitre R-2.2.0.1] et ceux réalisés conformément à l'article 15 de la Loi sur l'administration financière [RLRQ, chapitre A-6.001]);
- le service de la dette et les investissements sous forme de prêts, placements, avances et autres coûts du Fonds de financement (article 34 de la Loi sur le ministère des Finances [RLRQ, chapitre M-24.01]);
- les dépenses financées par la contribution des automobilistes au transport en commun du Fonds des réseaux de transport terrestre (article 88.5 de la Loi sur les transports [RLRQ, chapitre T-12]).

Arrondissement

Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars près. En raison de cet arrondissement, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

Structure des portefeuilles

L'information présentée dans le volume 2 correspond aux portefeuilles et aux responsabilités établis dans le Budget de dépenses 2022-2023, soit avant le remaniement ministériel d'octobre 2022 et ce, dans le respect des lois sur les crédits. Ainsi, les transferts de responsabilités à l'intérieur du fonds général et des fonds spéciaux ainsi que les modifications de noms de portefeuilles effectués au cours de l'année ne sont pas reflétés dans chacun des portefeuilles¹.

Fonds général

Portefeuilles selon le Budget de dépenses 2022-2023	Transferts de responsabilités non reflétés dans le présent volume
Affaires municipales et Habitation	Transfert de la Régie du bâtiment au nouveau portefeuille Travail
Conseil exécutif	Transfert de la responsabilité relative à la jeunesse au portefeuille Culture et Communications Transfert de la responsabilité relative aux relations avec les Québécois d'expression anglaise au portefeuille Finances
Éducation	Transfert de la responsabilité relative à la condition féminine au portefeuille Relations internationales et Francophonie
Énergie et Ressources naturelles	Transfert d'une partie de la responsabilité relative à l'énergie au portefeuille Économie, Innovation et Énergie, et de l'autre partie au portefeuille Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs
Forêts, Faune et Parcs	Transfert de la Société des établissements de plein air du Québec au portefeuille Éducation Transfert de la responsabilité relative à la faune et aux parcs au portefeuille Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs Transfert de la responsabilité relative aux forêts au portefeuille Ressources naturelles et Forêts
Justice	Transfert de la responsabilité relative à la langue française au nouveau portefeuille Langue française Transfert de la responsabilité relative à la lutte contre l'homophobie et la transphobie au portefeuille Relations internationales et Francophonie
Sécurité publique	Transfert de la responsabilité relative à la région de la Capitale-Nationale et de la Commission de la capitale nationale du Québec au portefeuille Conseil du trésor et Administration gouvernementale
Travail, Emploi et Solidarité sociale	Transfert de la responsabilité relative au travail au nouveau portefeuille Travail

¹ L'information présentée dans le volume 1 des comptes publics comprend ces transferts, conformément aux normes comptables pour le secteur public.

Structure des portefeuilles (suite)

RAPPROCHEMENT DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES DU FONDS GÉNÉRAL

Année financière terminée le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	Dépenses avant transferts de responsabilités (volume 2)	Incidences des transferts de responsabilités	Dépenses après transferts de responsabilités
Assemblée nationale	167 398	—	167 398
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	230 040	—	230 040
Affaires municipales et Habitation	4 137 833	(2 800)	4 135 033
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 171 427	—	1 171 427
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2 695 536	93 164	2 788 700
Conseil exécutif	856 752	(71 597)	785 155
Culture et Communications	1 012 313	59 610	1 071 923
Cybersécurité et Numérique	118 308	—	118 308
Économie et Innovation ⁽¹⁾	1 612 003	90 171	1 702 174
Éducation	23 042 897	66 742	23 109 639
Énergie et Ressources naturelles ⁽²⁾	228 415	297 139	525 554
Enseignement supérieur	8 987 648	—	8 987 648
Environnement et Lutte contre les changements climatiques ⁽³⁾	336 706	197 141	533 847
Famille	3 505 976	—	3 505 976
Finances	7 406 182	11 987	7 418 169
Forêts, Faune et Parcs ⁽⁴⁾	687 969	(687 969)	—
Immigration, Francisation et Intégration	492 282	—	492 282
Justice	1 420 082	(55 917)	1 364 165
Langue française ⁽⁵⁾	—	53 925	53 925
Relations internationales et Francophonie	139 560	28 071	167 631
Santé et Services sociaux	56 728 231	—	56 728 231
Sécurité publique	2 127 721	(93 164)	2 034 557
Tourisme	363 574	—	363 574
Transports ⁽⁶⁾	3 084 561	—	3 084 561
Travail ⁽⁷⁾	—	43 593	43 593
Travail, Emploi et Solidarité sociale ⁽⁸⁾	5 018 989	(30 096)	4 988 893
	125 572 402	—	125 572 402

(1) Ce portefeuille est devenu Économie, Innovation et Énergie.

(2) Ce portefeuille est devenu Ressources naturelles et Forêts.

(3) Ce portefeuille est devenu Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs.

(4) Ce portefeuille a été aboli le 20 octobre 2022, au moment de la composition du Conseil des ministres.

(5) Ce portefeuille a été créé à la suite de la sanction, le 1^{er} juin 2022, du projet de loi n^o 96, Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français (L.Q. 2022, c.14).

(6) Ce portefeuille est devenu Transports et Mobilité durable.

(7) Ce portefeuille a été créé le 20 octobre 2022, au moment de la composition du Conseil des ministres.

(8) Ce portefeuille est devenu Emploi et Solidarité sociale.

Structure des portefeuilles (suite)

Fonds spéciaux

Portefeuilles selon le Budget de dépenses 2022-2023	Transferts de responsabilités non reflétés dans le présent volume
Énergie et Ressources naturelles	Transfert du Fonds des ressources naturelles – volet gestion des énergies fossiles au portefeuille Économie, Innovation et Énergie Transfert du Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques au portefeuille Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs
Forêts, Faune et Parcs	Transfert du Fonds des ressources naturelles – volet conservation et mise en valeur de la faune au portefeuille Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs Transfert au Fonds des ressources naturelles – volet aménagement durable du territoire forestier au portefeuille Ressources naturelles et Forêts
Sécurité publique	Transfert du Fonds de la région de la Capitale-Nationale au portefeuille Conseil du trésor et Administration gouvernementale
Travail, Emploi et Solidarité sociale	Transfert du Fonds du Tribunal administratif du travail au nouveau portefeuille Travail

Structure des portefeuilles (suite)

RAPPROCHEMENT DES DÉPENSES DES FONDS SPÉCIAUX PAR PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	Dépenses des fonds spéciaux avant transferts de responsabilités (volume 2)	Incidences des transferts de responsabilités	Dépenses des fonds spéciaux après transferts de responsabilités
Affaires municipales et Habitation	369 884	—	369 884
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	—	25 000	25 000
Culture et Communications	25 567	—	25 567
Cybersécurité et Numérique	540 914	—	540 914
Économie et Innovation	783 217	78 202	861 419
Éducation	98 071	—	98 071
Énergie et Ressources naturelles	400 602	401 465	802 067
Enseignement supérieur	25 000	—	25 000
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	1 450 267	137 003	1 587 270
Famille	3 194 696	—	3 194 696
Finances	1 622 831	—	1 622 831
Forêts, Faune et Parcs	616 670	(616 670)	—
Justice	156 675	—	156 675
Santé et Services sociaux	586 594	—	586 594
Sécurité publique	753 174	(25 000)	728 174
Tourisme	357 137	—	357 137
Transports	5 928 924	—	5 928 924
Travail	—	83 461	83 461
Travail, Emploi et Solidarité sociale	1 939 148	(83 461)	1 855 687
	18 849 371	—	18 849 371

FONDS GÉNÉRAL

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits

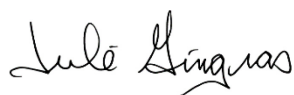
Année financière terminée le 31 mars 2023

Le Parlement autorise le gouvernement, par l'adoption de crédits annuels et de crédits permanents, à effectuer, à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements ainsi que des avances et à assumer d'autres coûts. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, des crédits peuvent être constitués par l'autorisation de mandats spéciaux en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits annuels, de crédits permanents ou des deux. L'autorisation d'effectuer des dépenses et d'assumer d'autres coûts sur des crédits permanents n'est pas limitée à la somme prévue dans le budget de dépenses. Les soldes inutilisés des crédits annuels à la fin de l'année financière deviennent périmés, sauf si leur report est autorisé par le gouvernement en vertu de l'article 45 de la Loi sur l'administration publique. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits annuels doit être porté aux comptes de l'année et assumé à même les crédits de l'année financière suivante conformément à l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière.

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2023 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits de cette année financière n'a été constaté. Les crédits étaient suffisants pour l'inscription des dépenses et des autres coûts réalisés.

La sous-ministre des Finances,



Julie Gingras

La contrôlease des finances,



Lucie Pageau, CPA

Québec, le 11 décembre 2023

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS (tableau 1)	CRÉDITS UTILISÉS (tableau 2)	AUTRES DÉCISIONS LIÉES À L'ENGAGEMENT DES CRÉDITS			=	EXCÉDENTS
			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés		
Assemblée nationale	176 803	174 819			1 984		
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	242 874	229 234			13 640		
Affaires municipales et Habitation	4 135 397	4 135 230			167		
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 200 085	1 200 085					
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	3 743 960	2 758 512			985 449		
Conseil exécutif	911 424	858 960	22 891		29 573		
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	1 014 333	1 013 504			829		
Cybersécurité et Numérique	117 893	117 893					
Économie et Innovation	1 630 203	1 625 825			4 378		
Éducation	23 053 361	23 048 973			4 388		
Énergie et Ressources naturelles	230 768	230 768					
Enseignement supérieur	9 257 172	9 119 307	30		137 834		
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	430 089	349 925	58 604		21 560		
Famille	3 635 225	3 506 203			129 022		
Finances (excluant le service de la dette)	145 705	140 959			4 746		
Forêts, Faune et Parcs	693 886	693 811			75		
Immigration, Francisation et Intégration	502 781	493 579	9 010		193		
Justice	1 437 660	1 437 039			621		
Relations internationales et Francophonie	148 309	148 307			1		
Santé et Services sociaux (excluant le service de la dette)	58 041 360	56 193 599	624		1 847 137		
Sécurité publique	2 136 172	2 135 753			419		
Tourisme	363 885	363 574	311				
Transports	3 133 539	3 133 008			530		
Travail, Emploi et Solidarité sociale	5 018 784	5 018 784					
	121 401 667	118 127 652	91 469	-	3 182 546		-
Culture et Communications (service de la dette)	2 921	2 921					
Finances (service de la dette)	7 326 047	7 326 047					
Santé et Services sociaux (service de la dette)	2 032	2 032					
Total	128 732 667	125 458 651	91 469	-	3 182 546		-
Annuels	99 314 681	96 704 768	91 469		2 518 444		
Permanents	29 417 985	28 753 883			664 102		
Total	128 732 667	125 458 651	91 469	-	3 182 546		-
Dépenses	125 972 616	124 475 787	91 469		1 405 359		
Investissements :							
Prêts, placements, avances et autres coûts	2 235 650	486 970			1 748 680		
Immobilisations tangibles	393 498	369 823			23 674		
Immobilisations en ressources informationnelles	130 904	126 070			4 834		
Total	128 732 667	125 458 651	91 469	-	3 182 546		-

TABLEAU 1 : CRÉDITS AUTORISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS INITIAUX (tableau 1.1)	+	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES (tableau 1.2)	+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	TOTAL
Assemblée nationale	176 803								176 803
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	240 170		14		2 689				242 874
Affaires municipales et Habitation	2 747 080		88 436		878 877		421 004		4 135 397
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 112 774		11 870		75 406		34		1 200 085
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	12 326 478		21 770		(8 664 954)		60 667		3 743 960
Conseil exécutif	893 825				17 054		545		911 424
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	975 343				36 390		2 600		1 014 333
Cybersécurité et Numérique	84 321				33 572				117 893
Économie et Innovation	1 410 277				219 926				1 630 203
Éducation	16 713 938		2 951 828		3 273 433		114 163		23 053 361
Énergie et Ressources naturelles	108 329				111 946		10 493		230 768
Enseignement supérieur	8 764 759		130 329		354 730		7 354		9 257 172
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	429 653				436				430 089
Famille	3 497 135		22 375		115 715				3 635 225
Finances (excluant le service de la dette)	161 165				(19 027)		3 568		145 705
Forêts, Faune et Parcs	592 906		13 195		86 239		1 546		693 886
Immigration, Francisation et Intégration	648 023		23 508		(168 750)				502 781
Justice	1 320 728		5 002		37 131		74 799		1 437 660
Relations internationales et Francophonie	141 730				6 326		253		148 309
Santé et Services sociaux (excluant le service de la dette)	52 635 513		2 044 962		1 942 593		1 418 292		58 041 360
Sécurité publique	1 872 198		2 965		260 946		63		2 136 172
Tourisme	222 945				140 940				363 885
Transports	2 082 315		189 294		831 930		30 000		3 133 539
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 570 623		7 250		424 421		16 490		5 018 784
	113 729 029		5 512 798		(2 032)		2 161 872		121 401 667
Culture et Communications (service de la dette)	2 921								2 921
Finances (service de la dette)	6 496 000						830 047		7 326 047
Santé et Services sociaux (service de la dette)					2 032				2 032
Total	120 227 950		5 512 798		-		2 991 919		128 732 667
Annuels	93 825 242		5 489 440						99 314 681
Permanents	26 402 708		23 358				2 991 919		29 417 985
Total	120 227 950		5 512 798		-		2 991 919		128 732 667
Dépenses	115 042 451		5 512 798		2 585 565		2 831 801		125 972 616
Investissements :									
Prêts, placements, avances et autres coûts	4 726 562				(2 651 029)		160 117		2 235 650
Immobilisations tangibles	306 942		(50)		86 605				393 498
Immobilisations en ressources informationnelles	151 995		50		(21 141)				130 904
Total	120 227 950		5 512 798		-		2 991 919		128 732 667

TABLEAU 1.1 : CRÉDITS INITIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	VOTÉS AU COURS D'ANNÉES				=	TOTAL
	ANNUELS	+ PERMANENTS	ANTÉRIEURES			
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an		
Assemblée nationale		176 803				176 803
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	70 149	170 021				240 170
Affaires municipales et Habitation	2 747 070	10				2 747 080
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 112 764	10				1 112 774
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	11 861 414	465 064				12 326 478
Conseil exécutif	891 920	1 904				893 825
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	975 334	10				975 343
Cybersécurité et Numérique	84 311	10				84 321
Économie et Innovation	1 406 958	3 319				1 410 277
Éducation	15 486 441	1 227 497				16 713 938
Énergie et Ressources naturelles	108 319	10				108 329
Enseignement supérieur	8 548 020	216 739				8 764 759
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	429 619	35				429 653
Famille	3 269 325	210		227 600		3 497 135
Finances (excluant le service de la dette)	151 663	9 502				161 165
Forêts, Faune et Parcs	567 801	25 105				592 906
Immigration, Francisation et Intégration	648 014	10				648 023
Justice	963 072	357 655				1 320 728
Relations internationales et Francophonie	141 620	110				141 730
Santé et Services sociaux (excluant le service de la dette)	35 416 454	17 219 059 ⁽¹⁾				52 635 513
Sécurité publique	1 844 134	28 064				1 872 198
Tourisme	222 935	10				222 945
Transports	2 082 271	44				2 082 315
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 565 113	5 510				4 570 623
	93 594 721	19 906 708	-	227 600		113 729 029
Culture et Communications (service de la dette)	2 921					2 921
Finances (service de la dette)		6 496 000				6 496 000
Santé et Services sociaux (service de la dette)						
Total	93 597 642 ⁽²⁾	26 402 708	-	227 600		120 227 950
Dépenses	88 432 364	26 382 487		227 600		115 042 451
Investissements :						
Prêts, placements, avances et autres coûts	4 726 452	110				4 726 562
Immobilisations tangibles	295 985	10 958				306 942
Immobilisations en ressources informationnelles	142 841	9 154				151 995
Total	93 597 642	26 402 708	-	227 600		120 227 950

(1) Cette somme inclut des crédits évalués à 9 170 000 milliers de dollars sur la base des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé.

(2) Les crédits annuels ont été autorisés en vertu des lois suivantes :

En milliers de dollars

Loi n° 1 sur les crédits, 2022-2023 (L.Q. 2022, c. 5)25 619 558

Loi n° 2 sur les crédits, 2022-2023 (L.Q. 2022, c. 12)67 978 084

93 597 642

TABLEAU 1.2 : CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	ASSOCIÉS À DES CRÉDITS AU NET	+	ASSOCIÉS À DES PRODUITS D'ALIÉNATION	+	ALLOUÉS PAR DÉCISIONS	=	TOTAL
Assemblée nationale							
Personnes désignées par l'Assemblée nationale					14		14
Affaires municipales et Habitation	3 448				84 987		88 436
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	11 870						11 870
Conseil du trésor et Administration gouvernementale					21 770		21 770
Conseil exécutif							
Culture et Communications							
Cybersécurité et Numérique							
Économie et Innovation							
Éducation					2 951 828		2 951 828
Énergie et Ressources naturelles							
Enseignement supérieur					130 329		130 329
Environnement et Lutte contre les changements climatiques							
Famille					22 375		22 375
Finances							
Forêts, Faune et Parcs	13 195						13 195
Immigration, Francisation et Intégration	23 508						23 508
Justice	5 002						5 002
Relations internationales et Francophonie							
Santé et Services sociaux					2 044 962		2 044 962
Sécurité publique	1 997				969		2 965
Tourisme							
Transports	1 923				187 371		189 294
Travail, Emploi et Solidarité sociale	7 250						7 250
Total	68 193		-		5 444 605		5 512 798
Annuels	68 193				5 421 247		5 489 440
Permanents					23 358		23 358
Total	68 193		-		5 444 605		5 512 798
Dépenses	68 193				5 444 605		5 512 798
Investissements :							
Prêts, placements, avances et autres coûts							
Immobilisations tangibles					(50)		(50)
Immobilisations en ressources informationnelles					50		50
Total	68 193		-		5 444 605		5 512 798

TABLEAU 2 : CRÉDITS UTILISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	INVESTISSEMENTS			+	DÉPENSES NÉCESSITANT DES CRÉDITS	=	TOTAL
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles				
Assemblée nationale	227	10 036	5 253		159 303		174 819
Personnes désignées par l'Assemblée nationale		1 035	2 546		225 653		229 234
Affaires municipales et Habitation		144	1 816		4 133 269		4 135 230
Agriculture, Pêcheries et Alimentation		32 464	4 011		1 163 609		1 200 085
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		1 254	1 825		2 755 432		2 758 512
Conseil exécutif	56	47	739		858 119		858 960
Culture et Communications (excluant le service de la dette)		29	2 658		1 010 817		1 013 504
Cybersécurité et Numérique		19			117 874		117 893
Économie et Innovation	2 790	654	1 021		1 621 360		1 625 825
Éducation		8	9 530		23 039 434		23 048 973
Énergie et Ressources naturelles		437	3 792		226 539		230 768
Enseignement supérieur	91 283		2 272		9 025 753		9 119 307
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	4	18 534	10 346		321 041		349 925
Famille		959	9 733		3 495 511		3 506 203
Finances (excluant le service de la dette)		19	1 132		139 808		140 959
Forêts, Faune et Parcs	4	21 928	2 607		669 273		693 811
Immigration, Francisation et Intégration			7 875		485 704		493 579
Justice	15	688	36 117		1 400 219		1 437 039
Relations internationales et Francophonie	1 133	10 192	485		136 497		148 307
Santé et Services sociaux (excluant le service de la dette)	384 446	193 200	1 144		55 614 810		56 193 599
Sécurité publique		11 638	16 100		2 108 015		2 135 753
Tourisme					363 574		363 574
Transports	7 009	66 477	5 063		3 054 459		3 133 008
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4	61	3		5 018 715		5 018 784
	486 970	369 823	126 070		117 144 788		118 127 652
Culture et Communications (service de la dette)					2 921		2 921
Finances (service de la dette)					7 326 047		7 326 047
Santé et Services sociaux (service de la dette)					2 032		2 032
Total	486 970	369 823	126 070		124 475 787		125 458 651
Annuels	326 626	359 481	119 883		95 898 777		96 704 768
Permanents	160 344	10 342	6 187		28 577 010		28 753 883
Total	486 970	369 823	126 070		124 475 787		125 458 651

2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET DÉPENSES

REVENUS ET DÉPENSES DES PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	REVENUS	DÉPENSES
Assemblée nationale	242	167 398
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	2 262	230 040
Affaires municipales et Habitation	22 232	4 137 833
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	23 216	1 171 427
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	948	2 695 536
Conseil exécutif	43 705	856 752
Culture et Communications	4 155	1 012 313
Cybersécurité et Numérique	27	118 308
Économie et Innovation	19 885	1 612 003
Éducation	221 119	23 042 897
Énergie et Ressources naturelles	12 259	228 415
Enseignement supérieur	26 123	8 987 648
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	49 768	336 706
Famille	26 207	3 505 976
Finances	39 177 955	7 406 182
<i>Revenus confiés au ministre du Revenu ⁽¹⁾</i>	<i>66 057 172</i>	
Forêts, Faune et Parcs	276 788	687 969
Immigration, Francisation et Intégration	867 205	492 282
Justice	240 714	1 420 082
Relations internationales et Francophonie	522	139 560
Santé et Services sociaux	1 082 808	56 728 231
Sécurité publique	47 758	2 127 721
Tourisme	1 794	363 574
Transports	71 811	3 084 561
Travail, Emploi et Solidarité sociale	937 637	5 018 989
Total	109 214 309	125 572 402
Crédits annuels		95 898 777
Crédits permanents		28 577 010
Total des dépenses nécessitant des crédits		124 475 787
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		1 096 615
Total		125 572 402

(1) Le ministre des Finances exerce également les fonctions du ministre du Revenu.

REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	IMPÔT SUR LE REVENU ET LES BIENS	TAXES À LA CONSOMMATION	DROITS ET PERMIS
	+	+	+
1 Assemblée nationale			
2 Personnes désignées par l'Assemblée nationale			
3 Affaires municipales et Habitation			6 068
4 Agriculture, Pêcheries et Alimentation			18 231
5 Conseil du trésor et Administration gouvernementale			
6 Conseil exécutif			
7 Culture et Communications			933
8 Cybersécurité et Numérique			
9 Économie et Innovation			141
10 Éducation			1
11 Énergie et Ressources naturelles			1 347
12 Enseignement supérieur			
13 Environnement et Lutte contre les changements climatiques			
14 Famille			23 348
15 Finances	9 713 226		
Revenus confiés au ministre du Revenu ⁽¹⁾	39 279 753	25 822 427	55 476
16 Forêts, Faune et Parcs			263 036
17 Immigration, Francisation et Intégration			62 515
18 Justice			3 904
19 Relations internationales et Francophonie			
20 Santé et Services sociaux			2 007
21 Sécurité publique			28 140
22 Tourisme			1 794
23 Transports			51 960
24 Travail, Emploi et Solidarité sociale			35 498
Total	48 992 979	25 822 427	554 401

(1) Le ministre des Finances exerce également les fonctions du ministre du Revenu.

REVENUS DIVERS	+	REVENUS PROVENANT DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT	=	TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	+	TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL DES REVENUS 2023	TOTAL DES REVENUS 2022	
242				242				242	(26)	1
2 262				2 262				2 262	358	2
16 164				22 232				22 232	11 834	3
4 985				23 216				23 216	19 724	4
948				948				948	304	5
4 539				4 539		39 165		43 705	45 190	6
3 221				4 155				4 155	4 750	7
27				27				27		8
19 744				19 885				19 885	12 032	9
5 913				5 914		215 205		221 119	194 595	10
10 912				12 259				12 259	5 723	11
26 122				26 123				26 123	31 993	12
49 768				49 768				49 768	4 547	13
2 859				26 207				26 207	23 960	14
733 446		5 482 954		15 929 626		23 248 329		39 177 955	38 081 534	15
899 516				66 057 172				66 057 172	64 130 480	
13 752				276 788				276 788	164 608	16
11 061				73 576		793 629		867 205	747 659	17
196 528				200 432		40 282		240 714	232 982	18
522				522				522	292	19
360 029				362 036		720 772		1 082 808	1 290 618	20
19 618				47 758				47 758	38 487	21
				1 794				1 794		22
19 681				71 641		170		71 811	74 541	23
136 107				171 605		766 032		937 637	914 197	24
2 537 964		5 482 954		83 390 725		25 823 583		109 214 309	106 030 381	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	RÉMUNÉRATION +	FONCTIONNEMENT +	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS +
1 Assemblée nationale	123 042	44 323	
2 Personnes désignées par l'Assemblée nationale	142 039	57 322	
3 Affaires municipales et Habitation	84 338	30 836	
4 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	131 819	68 313	821
5 Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2 192 713	354 144	
6 Conseil exécutif	134 029	49 323	47
7 Culture et Communications	36 858	31 313	
8 Cybersécurité et Numérique	38 563	16 081	
9 Économie et Innovation	51 425	1 905	161 623
10 Éducation	101 746	200 377	
11 Énergie et Ressources naturelles	35 835	16 817	77
12 Enseignement supérieur	55 267	33 944	(25 993)
13 Environnement et Lutte contre les changements climatiques	139 633	95 819	1
14 Famille	119 957	98 595	10
15 Finances	57 401	40 628	(1 100)
16 Forêts, Faune et Parcs	146 774	129 842	(179)
17 Immigration, Francisation et Intégration	148 698	108 624	
18 Justice	587 135	297 183	10 859
19 Relations internationales et Francophonie	73 914	29 701	
20 Santé et Services sociaux	112 067	1 604 921	
21 Sécurité publique	938 058	526 040	94
22 Tourisme			
23 Transports	131 249	567 221	8
24 Travail, Emploi et Solidarité sociale	170 616	66 162	21 935
Total	5 753 175	4 469 433	168 201
Crédits annuels	4 898 573	2 750 274	175 447
Crédits permanents	854 603	168 670	46 346
Total des dépenses nécessitant des crédits	5 753 175	2 918 943	221 793
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		1 550 490	(53 592)
Total	5 753 175	4 469 433	168 201

TRANSFERT	+	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2023	TOTAL 2022	
32						167 398	143 104	1
30 679						230 040	120 979	2
3 755 160		267 500				4 137 833	3 196 041	3
970 474						1 171 427	1 142 493	4
130 873		17 806				2 695 536	1 081 582	5
673 353						856 752	677 152	6
938 622		2 600		2 921		1 012 313	1 056 074	7
120		63 543				118 308	51 418	8
1 050 052		346 998				1 612 003	1 572 082	9
22 667 912		72 862				23 042 897	18 481 759	10
36 984		138 702				228 415	150 524	11
8 899 431		25 000				8 987 648	8 009 414	12
88 153		13 100				336 706	511 481	13
93 231		3 194 182				3 505 976	3 567 789	14
42 117		600		7 266 537		7 406 182	6 606 374	15
106 295		305 238				687 969	728 031	16
234 960						492 282	365 459	17
485 065		39 841				1 420 082	1 296 462	18
32 696		3 248				139 560	153 790	19
54 591 550		417 661		2 032		56 728 231	55 781 600	20
295 755		367 775				2 127 721	1 859 841	21
121 908		241 666				363 574	366 511	22
497 370		1 888 712				3 084 561	8 682 580	23
3 335 358		1 424 918				5 018 989	4 375 266	24
99 078 149		8 831 955		7 271 489		125 572 402	119 977 808	
79 247 410		8 822 120		4 953		95 898 777	78 517 801	
20 171 511		9 834		7 326 047		28 577 010	41 673 808	
99 418 922		8 831 955		7 330 999		124 475 787	120 191 609	
(340 773)				(59 510)		1 096 615	(213 801)	
99 078 149		8 831 955		7 271 489		125 572 402	119 977 808	

DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES	RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	+
Entreprises du secteur privé				
Établissements de santé et de services sociaux	23 405 673		12 514 502	
Institutions d'enseignement	16 378 803		5 384 248	
Municipalités				
Organismes à but non lucratif				
Personnes				
Organismes et entreprises du gouvernement	9 247 620		823 526	
Bénéficiaires non ventilés ⁽¹⁾				
Total	49 032 096		18 722 276	

RÉPARTITION :

1	Assemblée nationale		
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3	Affaires municipales et Habitation	33 938	94 729
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	77 602	25 072
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	22 941	55 286
6	Conseil exécutif		2 616
7	Culture et Communications	92 254	128 120
8	Cybersécurité et Numérique		
9	Économie et Innovation	7 754	2 917
10	Éducation	12 991 959	4 734 154
11	Énergie et Ressources naturelles		
12	Enseignement supérieur	3 386 438	613 692
13	Environnement et Lutte contre les changements climatiques		
14	Famille		
15	Finances	17 235	5 500
16	Forêts, Faune et Parcs		
17	Immigration, Francisation et Intégration		
18	Justice	88 728	19 474
19	Relations internationales et Francophonie		
20	Santé et Services sociaux	32 232 677	12 907 310
21	Sécurité publique	5 244	14 357
22	Tourisme	17 451	18 702
23	Transports	55 670	100 346
24	Travail, Emploi et Solidarité sociale	2 207	
Total	49 032 096		18 722 276

(1) Les bénéficiaires non ventilés se rapportent à l'ajustement des dépenses découlant de la modification de l'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

CAPITAL	+	INTÉRÊT	+	SUPPORT	=	TOTAL 2023	TOTAL 2022
319 406		602		2 100 367		2 420 375	1 912 015
3 284 915		498 400		1 549 613		41 253 104	40 657 399
1 846 979		681 095		3 669 966		27 961 092	22 940 622
720 974		109 445		1 986 538		2 816 958	2 844 376
174 694		25 717		2 993 539		3 193 951	2 859 289
12 650		876		7 089 435		7 102 961	6 606 827
211 029		53 846		331 810		10 667 831	10 894 140
3 674 480				(12 603)		3 661 877	2 566 454
10 245 128		1 369 982		19 708 667		99 078 149	91 281 123

		32	32	20	1
		30 679	30 679	12 779	2
1 858 950	109 939	1 657 603	3 755 160	2 819 115	3
100 692	24	767 084	970 474	956 816	4
		52 647	130 873	82 175	5
2 538	1 103	667 097	673 353	522 349	6
145 860	37 420	534 967	938 622	982 728	7
		120	120	70	8
107 496	1 986	929 899	1 050 052	1 270 332	9
3 479 171	477 804	984 824	22 667 912	18 005 070	10
23 707	294	12 983	36 984	55 403	11
913 238	202 202	3 783 859	8 899 431	7 911 178	12
466	607	87 080	88 153	161 729	13
		93 231	93 231	72 461	14
		19 382	42 117	112 237	15
52 143	13 896	40 255	106 295	122 503	16
		234 960	234 960	146 886	17
2 010		374 853	485 065	410 563	18
		32 696	32 696	59 651	19
3 300 195	498 400	5 652 969	54 591 550	53 949 080	20
61 222	1 852	213 080	295 755	209 303	21
73 624	12 131		121 908	115 286	22
123 729	12 323	205 302	497 370	448 969	23
88		3 333 063	3 335 358	2 854 419	24
10 245 128	1 369 982	19 708 667	99 078 149	91 281 123	

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	RÉMUNÉ- RATION +	FONCTION- NEMENT +	CAPITAL +	INTÉRÊT +	SUPPORT =	TOTAL 2023	TOTAL 2022
Affaires municipales et Habitation					267 500	267 500	267 500
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		17 806				17 806	11 027
Culture et Communications			2 600			2 600	6 592
Cybersécurité et Numérique		63 543				63 543	
Économie et Innovation			130		346 869	346 998	215 540
Éducation			72 862			72 862	166 174
Énergie et Ressources naturelles	10 833	1 799			126 071	138 702	45 056
Enseignement supérieur					25 000	25 000	25 000
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	264	39			12 797	13 100	
Famille			159 365	13 184	3 021 633	3 194 182	3 297 269
Finances					600	600	600
Forêts, Faune et Parcs	58 322	114 681	473	22	131 741	305 238	317 329
Justice	13 846	8 197	176		17 623	39 841	34 555
Relations internationales et Francophonie	111	7			3 130	3 248	3 248
Santé et Services sociaux	39 660	190 867	1 209	209	185 717	417 661	422 630
Sécurité publique	270 599	64 800	7 284	93	25 000	367 775	370 509
Tourisme	10 070	7 874	22 346	1 834	199 543	241 666	251 226
Transports		187 371	164 969		1 536 373	1 888 712	7 660 493
Travail, Emploi et Solidarité sociale	203 543	117 170	5 081	309	1 098 816	1 424 918	1 269 597
Total	607 246	774 152	436 494	15 650	6 998 411	8 831 955	14 364 344

DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS DES PORTEFEUILLES RELATIFS À LA RÉMUNÉRATION

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	DÉPENSES			+	CAPITALISÉE AUX IMMOBILISATIONS		=	TOTAL
	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial		Tangibles	Ressources informationnelles		
Assemblée nationale	123 042					1 000		124 042
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	142 039				66	419		142 524
Affaires municipales et Habitation	84 338	33 938				1 007		119 282
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	131 819	77 602				173		209 594
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2 192 713	22 941				637		2 216 290
Conseil exécutif	134 029					46		134 075
Culture et Communications	36 858	92 254				350		129 461
Cybersécurité et Numérique	38 563							38 563
Économie et Innovation	51 425	7 754				76		59 255
Éducation	101 746	12 991 959				1 077		13 094 781
Énergie et Ressources naturelles	35 835		10 833			128		46 795
Enseignement supérieur	55 267	3 386 438				1 029		3 442 734
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	139 633		264		1 942	1 094		142 933
Famille	119 957					2 624		122 582
Finances	57 401	17 235				82		74 718
Forêts, Faune et Parcs	146 774		58 322			660		205 755
Immigration, Francisation et Intégration	148 698					338		149 037
Justice	587 135	88 728	13 846			4 029		693 737
Relations internationales et Francophonie	73 914		111		66			74 091
Santé et Services sociaux	112 067	32 232 677	39 660					32 384 403
Sécurité publique	938 058	5 244	270 599			6 045		1 219 946
Tourisme		17 451	10 070					27 521
Transports	131 249	55 670				894		187 814
Travail, Emploi et Solidarité sociale	170 616	2 207	203 543					376 367
Total	5 753 175	49 032 096	607 246		2 075	21 708		55 416 301

3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

ASSEMBLÉE NATIONALE**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis		
Revenus divers	242	(26)
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	<u>242</u>	<u>(26)</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Total	<u>242</u>	<u>(26)</u>

ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires					
Annuels					
Permanents	13 417	13 387	1	29	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>13 417</u>	<u>13 387</u>	<u>1</u>	<u>29</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale					
Annuels					
Permanents	82 984	65 743	15 290	1 951	
Ne nécessitant pas de crédits		8 094			
	<u>82 984</u>	<u>73 837</u>	<u>15 290</u>	<u>1 951</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Services statutaires aux parlementaires					
Annuels					
Permanents	80 402	80 174	225	3	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>80 402</u>	<u>80 174</u>	<u>225</u>	<u>3</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>176 803</u>	<u>167 398</u>	<u>15 516</u>	<u>1 984</u>	<u>-</u>
 Annuels					
Permanents	176 803	159 303	15 516	1 984	
Ne nécessitant pas de crédits		8 094			
Total	<u>176 803</u>	<u>167 398</u>	<u>15 516</u>	<u>1 984</u>	<u>-</u>
 Dépenses	159 447	167 398		143	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	239		227	13	
Immobilisations tangibles	10 313		10 036	277	
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>6 804</u>		<u>5 253</u>	<u>1 551</u>	
Total	<u>176 803</u>	<u>167 398</u>	<u>15 516</u>	<u>1 984</u>	<u>-</u>

ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires				
1. Secrétariat général et affaires juridiques						
Permanents (1)	3 489				2 820	659
2. Affaires parlementaires						
Permanents (1)	9 928	1			7 689	2 219
Total	13 417	1	-	-	10 509	2 878

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

PROGRAMME 2						
Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale						
1. Affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale						
Permanents (1)	19 431	1	238		16 336	2 837
2. Affaires administratives et sécurité						
Permanents (1)	63 553		9 798	5 253	30 616	15 954
Amortissement des immobilisations						
Total	82 984	1	10 036	5 253	46 952	18 791

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leurs rôles de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale. Il vise également les services reliés aux activités protocolaires et interparlementaires.

							10	
							19	
-	-	-	-	-	-		29	-

Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines, matérielles, informationnelles et de la sécurité des personnes et des biens. Il vise également les services reliés à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, aux communications ainsi qu'aux activités pédagogiques.

							20	
							1 931	8 094
-	-	-	-	-	-		1 951	8 094

ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3						
Services statutaires aux parlementaires						
1. Indemnités et allocations aux parlementaires						
Permanents (1)	13 912	225		1 485	12 199	
Permanents (2)	22 830			22 830		
2. Dépenses du personnel des cabinets et des députés						
Permanents (1)	34 648			32 486	2 130	
3. Services de recherche des partis politiques						
Permanents (1)	2 275			2 045	230	
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale						
Permanents (2)	6 736			6 736		
Total	80 402	225	-	-	65 582	14 560

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

(2) Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Annuels						
Permanents	176 803	227	10 036	5 253	123 042	36 229
Amortissement des immobilisations						
Total	176 803	227	10 036	5 253	123 042	36 229

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	123 042		123 042
Fonctionnement	36 229	8 094	44 323
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	32		32
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	159 303	8 094	167 398

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leurs fonctions, tant à l'hôtel du Parlement à Québec que dans leur bureau de circonscription électorale.

3

32

-	32	-	-	-	-	3	-
---	----	---	---	---	---	---	---

	32					1 984	8 094
-	32	-	-	-	-	1 984	8 094

ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires				
Annuels				
Permanents	13 417			
	13 417	-	-	
Programme 2 – Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale				
Annuels				
Permanents	86 427			
	86 427	-	-	
Programme 3 – Services statutaires aux parlementaires				
Annuels				
Permanents	76 959			
	76 959	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Annuels				
Permanents	176 803			
Total	176 803	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(–)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
								13 417
-	-	-		-		-		13 417
				(3 443)				82 984
-	-	-		(3 443)		-		82 984
				3 443				80 402
-	-	-		3 443		-		80 402
								176 803
-	-	-		-		-		176 803

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 3 – Services statutaires aux parlementaires			
Autres			
	32	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	32	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u>	<u>Municipalités</u>	<u>Organismes à but non lucratif</u>	<u>Personnes</u>	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u>	<u>Bénéficiaires non ventilés</u>	<u>Total 2023</u>	<u>Total 2022</u>
		32				32	20
-	-	32	-	-	-	32	20
-	-	32	-	-	-	32	20

ASSEMBLÉE NATIONALE**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Support		<u>32</u>	<u>20</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>32</u>	<u>32</u>	<u>20</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis		
Revenus divers	2 262	358
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	<u>2 262</u>	<u>358</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Total	<u>2 262</u>	<u>358</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Le Protecteur du citoyen					
Annuels	21 826	21 458	86	283	
Permanents	446	436		10	
Ne nécessitant pas de crédits		673			
	<u>22 272</u>	<u>22 566</u>	<u>86</u>	<u>293</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Le Vérificateur général					
Annuels	44 409	38 807	1 426	4 176	
Permanents		417			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>44 409</u>	<u>39 224</u>	<u>1 426</u>	<u>4 176</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Administration du système électoral					
Annuels					
Permanents	167 526	157 994	1 226	8 306	
Ne nécessitant pas de crédits		3 026			
	<u>167 526</u>	<u>161 020</u>	<u>1 226</u>	<u>8 306</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Le Commissaire au lobbyisme					
Annuels	6 568	5 323	829	416	
Permanents		200			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>6 568</u>	<u>5 523</u>	<u>829</u>	<u>416</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Annuels					
Permanents	2 063	1 619	13	431	
Ne nécessitant pas de crédits		71			
	<u>2 063</u>	<u>1 690</u>	<u>13</u>	<u>431</u>	<u>-</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 6					
Le Commissaire à la langue française					
Annuels	35	17		18	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>35</u>	<u>17</u>	<u>-</u>	<u>18</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>242 874</u>	<u>230 040</u>	<u>3 581</u>	<u>13 640</u>	<u>-</u>
Annuels	72 839	65 605	2 341	4 893	
Permanents	170 035	160 048	1 239	8 747	
Ne nécessitant pas de crédits		<u>4 387</u>			
Total	<u>242 874</u>	<u>230 040</u>	<u>3 581</u>	<u>13 640</u>	<u>-</u>
Dépenses	234 625	230 040		8 972	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	3 510		1 035	2 475	
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>4 738</u>		<u>2 546</u>	<u>2 193</u>	
Total	<u>242 874</u>	<u>230 040</u>	<u>3 581</u>	<u>13 640</u>	<u>-</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Le Protecteur du citoyen						
1. Le Protecteur du citoyen	21 826			16	69	18 883 2 575
Permanents (1)	446					436
Amortissement des immobilisations						
Total	22 272	-	16	69	19 318	2 575
(1) Loi sur le Protecteur du citoyen (RLRQ, chapitre P-32).						
PROGRAMME 2						
Le Vérificateur général						
1. Le Vérificateur général	44 409			706	720	32 999 5 808
Amortissement des immobilisations						
Amortissement d'un avantage incitatif						
Total	44 409	-	706	720	32 999	5 808

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyennes et citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen recommande les correctifs aux situations préjudiciables qu'il constate.

							283	
							10	
								673
-	-	-	-	-	-	293		673

L'objectif de ce programme est de permettre au Vérificateur général d'effectuer l'audit d'états financiers, l'audit de conformité des opérations avec les lois, règlements, politiques et directives et l'audit de performance, notamment celui se rapportant à l'application de la Loi sur le développement durable (RLRQ, chapitre D-8.1.1). Le champ de compétence du Vérificateur général s'étend aux organismes publics, aux organismes du gouvernement, au réseau de la santé et des services sociaux et au réseau de l'éducation, ainsi qu'aux bénéficiaires de subventions. Ce programme vise également à lui donner les moyens de communiquer le résultat de ses travaux à l'Assemblée nationale.

							4 176	
								486
								(69)
-	-	-	-	-	-	4 176		417

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Administration du système électoral						
1. Gestion interne et soutien						
Permanents (1)	43 937		306	59	28 760	10 945
Amortissement des immobilisations						
2. Commission de la représentation électorale						
Permanents (1)	60				39	18
3. Activités électorales						
Permanents (1)	123 529			862	55 472	32 081
Amortissement des immobilisations						
Total	167 526	-	306	920	84 272	43 043
(1) Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3).						
PROGRAMME 4 Le Commissaire au lobbyisme						
1. Le Commissaire au lobbyisme	6 568		7	822	4 073	1 250
Amortissement des immobilisations						
Total	6 568	-	7	822	4 073	1 250

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
							3 867	1 408
							3	
	30 679						4 436	1 618
-	30 679	-	-	-	-	-	8 306	3 026

Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbying de contribuer à l'amélioration de la qualité de la vie démocratique et au renforcement du lien de confiance des citoyens dans leurs institutions parlementaires, gouvernementales et municipales, ainsi qu'envers les personnes qui les dirigent. Par son action, le Commissaire au lobbying du Québec met en œuvre la transparence et le sain exercice des activités de lobbying ainsi que le droit du public d'être informé des communications d'influence faites auprès des institutions publiques québécoises.

						416	200
-	-	-	-	-	-	416	200

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –			CRÉDITS UTILISÉS		
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 5 Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie						
1. Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie						
Permanents (1)	2 063		13	1 361		258
Amortissement des immobilisations						
Total	2 063	-	13	1 361		258

(1) Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-23.1).

PROGRAMME 6 Le Commissaire à la langue française						
1. Le Commissaire à la langue française	35			16		1
Total	35	-	-	16		1

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Annuels	72 839		729	1 612	55 970	9 634
Permanents	170 035		306	934	86 068	43 301
Amortissement des immobilisations						
Amortissement d'un avantage incitatif						
Total	242 874	-	1 035	2 546	142 039	52 935

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	142 039		142 039
Fonctionnement	52 935	4 387	57 322
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	30 679		30 679
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	225 653	4 387	230 040

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet au Commissaire à l'éthique et à la déontologie de mettre en œuvre le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale, les Règles déontologiques applicables aux membres du personnel des députés et des cabinets de l'Assemblée nationale et le Règlement concernant les règles déontologiques applicables aux membres du personnel d'un cabinet ministériel.

						431	
							71
-	-	-	-	-	-	431	71

Ce programme permet au Commissaire à la langue française d'exercer les fonctions qui lui sont conférées par la Charte de la langue française (RLRQ, chapitre C-11).

						18	
-	-	-	-	-	-	18	-

	30 679					4 893 8 747	4 455 (69)
-	30 679	-	-	-	-	13 640	4 387

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX			+
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures			
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an		
Programme 1 – Le Protecteur du citoyen					
Annuels	21 237				
Permanents	446				
	21 683	-		-	
Programme 2 – Le Vérificateur général					
Annuels	43 415				
Permanents					
	43 415	-		-	
Programme 3 – Administration du système électoral					
Annuels					
Permanents	167 526				
	167 526	-		-	
Programme 4 – Le Commissaire au lobbying					
Annuels	5 497				
Permanents					
	5 497	-		-	
Programme 5 – Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Annuels					
Permanents	2 049				
	2 049	-		-	
Programme 6 – Le Commissaire à la langue française					
Annuels					
Permanents					
	-	-		-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Annuels	70 149				
Permanents	170 021				
Total	240 170	-		-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				589				21 826
								446
-	-	-		589		-		22 272
				994				44 409
-	-	-		994		-		44 409
								167 526
-	-	-		-		-		167 526
				1 071				6 568
-	-	-		1 071		-		6 568
		14						2 063
-	-	14		-		-		2 063
				35				35
-	-	-		35		-		35
				2 689				72 839
		14						170 035
-	-	14		2 689		-		242 874

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 3 – Administration du système électoral			
Financement des partis politiques			
Remboursement des dépenses électorales			
	31 383	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	31 383	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u>	<u>Municipalités</u>	<u>Organismes à but non lucratif</u>	<u>Personnes</u>	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u>	<u>Bénéficiaires non ventilés</u>	<u>Total 2023</u>	<u>Total 2022</u>
		19 031				19 031	12 779
		11 648				11 648	
-	-	30 679	-	-	-	30 679	12 779
-	-	30 679	-	-	-	30 679	12 779

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Support		30 679	12 779
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>31 383</u>	<u>30 679</u>	<u>12 779</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	6 068	4 931
Revenus divers	16 164	6 904
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	<u>22 232</u>	<u>11 834</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Total	<u>22 232</u>	<u>11 834</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Soutien aux activités ministérielles					
Annuels	510 171	508 545	1 626		
Permanents	421 014	421 014			
Ne nécessitant pas de crédits		4 069			
	<u>931 185</u>	<u>933 628</u>	<u>1 626</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Modernisation des infrastructures municipales					
Annuels	532 426	532 426			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>532 426</u>	<u>532 426</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités					
Annuels	917 450	917 450			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>917 450</u>	<u>917 450</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Développement des régions et des territoires					
Annuels	268 019	268 019			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>268 019</u>	<u>268 019</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Promotion et développement de la région métropolitaine					
Annuels	153 447	153 447			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>153 447</u>	<u>153 447</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Commission municipale du Québec					
Annuels	11 149	10 975	7	167	
Permanents		56			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>11 149</u>	<u>11 031</u>	<u>7</u>	<u>167</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Habitation					
Annuels	1 321 721	1 321 393	328		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		439			
	<u>1 321 721</u>	<u>1 321 832</u>	<u>328</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>4 135 397</u>	<u>4 137 833</u>	<u>1 960</u>	<u>167</u>	<u>-</u>
Annuels	3 714 383	3 712 255	1 960	167	
Permanents	421 014	421 014			
Ne nécessitant pas de crédits		4 564			
Total	<u>4 135 397</u>	<u>4 137 833</u>	<u>1 960</u>	<u>167</u>	<u>-</u>
Dépenses	4 133 427	4 137 833		158	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	154		144	9	
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>1 816</u>		<u>1 816</u>		
Total	<u>4 135 397</u>	<u>4 137 833</u>	<u>1 960</u>	<u>167</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMMES Éléments						
PROGRAMME 1		Soutien aux activités ministérielles				
1.	Direction et administration	33 489	112	1 514	15 717	15 650
	Permanents (1)	14				14
	Amortissement des immobilisations					
2.	Politiques et programmes	37 497			35 647	1 850
3.	Modification comptable – Paiements de transfert	439 185				
	Permanents (2)	421 000				
Total		931 185	-	112	51 364	17 513
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
(2) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).						
PROGRAMME 2		Modernisation des infrastructures municipales				
1.	Programmes en lien avec le Plan québécois des infrastructures	489 834			112	50
2.	Autres programmes d'infrastructures municipales	42 592				
Total		532 426	-	-	112	50
PROGRAMME 3		Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités				
1.	Compensations tenant lieu de taxes	574 474				
2.	Aide financière aux municipalités	77 359				
3.	Mesures financières du partenariat fiscal	265 618				
Total		917 450	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes, l'élaboration et la mise en œuvre des orientations et politiques gouvernementales touchant le milieu municipal, l'habitation ainsi que l'aménagement, le développement et l'occupation durables du territoire. En outre, il comprend les sommes investies en technologies de l'information et l'amortissement des systèmes informatiques.

497								4 069
439 185								
421 000								
-	860 682	-	-	-	-	-	-	4 069

Ce programme permet de soutenir financièrement les municipalités pour maintenir, remplacer, améliorer ou construire des infrastructures de traitement d'eau potable et d'assainissement des eaux usées, des infrastructures collectives ou des infrastructures pour mitiger ou atténuer les impacts des changements climatiques, dont les inondations.

489 671								
42 592								
-	532 263	-	-	-	-	-	-	-

Ce programme englobe des mesures du Partenariat 2020-2024 : Pour des municipalités et des régions encore plus fortes. En outre, il vise à allouer aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux de même que sur ceux des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

574 474								
77 359								
265 618								
-	917 450	-	-	-	-	-	-	-

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 Développement des régions et des territoires						
1. Soutien au développement des régions et à la ruralité	267 500					
2. Autres programmes d'aide financière aux territoires	519					
Total	268 019	-	-	-	-	-
PROGRAMME 5 Promotion et développement de la région métropolitaine						
1. Soutien à la région métropolitaine	153 447					
Total	153 447	-	-	-	-	-
PROGRAMME 6 Commission municipale du Québec						
1. Commission municipale du Québec	11 149			7	9 194	1 782
Amortissement des immobilisations						
Total	11 149	-	-	7	9 194	1 782

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet de soutenir les organismes dans la réalisation de projets de développement alignés sur les priorités régionales ou qui contribuent à l'occupation et à la vitalité des territoires. Il offre également un soutien financier aux municipalités régionales de comté (MRC) dans l'exercice de leur compétence pour favoriser le développement local et régional, incluant les efforts de vitalisation et de coopération intermunicipale. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement des régions et des territoires.

		267 500						
	519							
-	519	267 500	-	-	-	-	-	-

Ce programme vise à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la région métropolitaine de Montréal en assurant la cohérence des politiques et la coordination des actions gouvernementales sur ce territoire, en appuyant des initiatives et des projets structurants et en poursuivant des activités de concertation avec les principaux partenaires qui interviennent sur ce territoire.

	153 447							
-	153 447	-	-	-	-	-	-	-

En vertu de ce programme, la Commission municipale du Québec exerce des compétences de nature juridictionnelle ou administrative. Dans le cadre de ses fonctions juridictionnelles, elle rend des décisions exécutoires, dont des décisions concernant des demandes d'exemption de taxes municipales, des manquements en éthique et en déontologie municipales ou encore en arbitrages municipaux. En matière de compétences administratives, la Commission exerce des fonctions exécutives de contrôle, de surveillance, d'administration ou de conseil, dont des audits dans des municipalités et organismes municipaux, des enquêtes administratives sur les divulgations visant des élus municipaux ainsi que les actes répréhensibles qui concernent les organismes municipaux, des administrations provisoires, des tutelles ou de l'accompagnement d'une municipalité.

						167		56
-	-	-	-	-	-	167		56

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 7	Habitation					
1. Société d'habitation du Québec	719 711					
2. Tribunal administratif du logement	30 923		32	296	23 667	6 927
Amortissement des immobilisations						
3. Soutien à l'habitation	483 300					
4. Régie du bâtiment du Québec	2 800					
5. Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	84 987					
Total	1 321 721	-	32	296	23 667	6 927
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Annuels	3 714 383		144	1 816	84 338	26 258
Permanents	421 014					14
Amortissement des immobilisations						
Total	4 135 397	-	144	1 816	84 338	26 272
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES				DÉPENSES		
				Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération				84 338		84 338
Fonctionnement				26 272	4 564	30 836
Créances douteuses et autres provisions						
Transfert				3 755 160		3 755 160
Affectation à un fonds spécial				267 500		267 500
Service de la dette						
Total				4 133 269	4 564	4 137 833

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à répondre aux besoins en habitation des citoyens du Québec par une approche intégrée et durable. Il appuie financièrement le développement d'une offre de logements à loyer modique et abordables, la rénovation et la qualité du parc résidentiel québécois ainsi que les initiatives publiques et privées favorisant l'instauration et la consolidation de milieux de vie de qualité sur l'ensemble du territoire québécois. Ce programme vise également à soutenir les activités du Tribunal administratif du logement. En tant que tribunal spécialisé exerçant sa compétence en matière de louage résidentiel, celui-ci a principalement pour mission de décider des demandes dont il est saisi, de favoriser la conciliation entre les locateurs et les locataires et de renseigner les citoyens quant aux droits et obligations découlant d'un bail de logement. Le Tribunal veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements.

719 711								
								439
483 300								
2 800								
84 987								
-	1 290 798	-	-	-	-	-	-	439
3 334 160		267 500					167	
421 000								4 564
-	3 755 160	267 500	-	-	-	167		4 564

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX			+
		Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Soutien aux activités ministérielles					
Annuels		74 255			
Permanents		10			
		74 264	-	-	
Programme 2 – Modernisation des infrastructures municipales					
Annuels		485 140			
Permanents					
		485 140	-	-	
Programme 3 – Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités					
Annuels		913 248			
Permanents					
		913 248	-	-	
Programme 4 – Développement des régions et des territoires					
Annuels		270 358			
Permanents					
		270 358	-	-	
Programme 5 – Promotion et développement de la région métropolitaine					
Annuels		151 078			
Permanents					
		151 078	-	-	
Programme 6 – Commission municipale du Québec					
Annuels		12 388			
Permanents					
		12 388	-	-	
Programme 7 – Habitation					
Annuels		840 604			
Permanents					
		840 604	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Annuels		2 747 070			
Permanents		10			
Total		2 747 080	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				435 916				510 171
						421 004		421 014
-	-	-		435 916		421 004		931 185
				47 286				532 426
-	-	-		47 286		-		532 426
				4 202				917 450
-	-	-		4 202		-		917 450
				(2 339)				268 019
-	-	-		(2 339)		-		268 019
				2 370				153 447
-	-	-		2 370		-		153 447
				(1 239)				11 149
-	-	-		(1 239)		-		11 149
3 448		84 987		392 681				1 321 721
3 448	-	84 987		392 681		-		1 321 721
3 448		84 987		878 877				3 714 383
						421 004		421 014
3 448	-	84 987		878 877		421 004		4 135 397

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Soutien aux activités ministérielles			
Autres			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	860 682	-	-
Programme 2 – Modernisation des infrastructures municipales			
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées			
Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau			
Infrastructures municipales en milieu nordique			
Parachèvement des programmes en infrastructures municipales			
Programme d'aide financière pour les bâtiments municipaux			
Programmes de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec			
Programmes des Fonds Chantiers Canada-Québec			
Programmes d'infrastructures Québec-Municipalités			
Programmes issus du Plan d'action économique du Canada		1	
Programmes visant à atténuer l'impact des changements climatiques et des inondations			
Autres			
	532 263	1	-
Programme 3 – Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités			
Aide aux municipalités reconstituées			
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation			
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux et des organisations internationales			
Mesures financières du partenariat fiscal			
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Québec			
Autres			
	917 450	-	-
Programme 4 – Développement des régions et des territoires			
Communautés rurales branchées			
Villages branchés du Québec			
	519	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Institutions d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	+	Bénéficiaires non ventilés	=	Total 2023	Total 2022
3		41		454								497	271
										860 185		860 185	223 577
3		41		454		-		-		860 185		860 682	223 848
		12 584		38								12 622	12 577
		1 537										1 537	2
		13 429										13 429	14 726
		42 592										42 592	47 225
		44 584										44 584	11 211
		100 866										100 866	87 753
2 988		50 441		3 189								56 619	69 599
2 948		147 976		6 671								157 595	131 042
170		1 731		41								1 943	25 550
		54 437		165								54 602	51 649
		45 772		103								45 875	3 052
6 106		515 949		10 207		-		-		-		532 263	454 388
		194										194	280
		541 071										541 071	540 489
58		33 344										33 402	36 820
		265 618										265 618	239 617
		1 778										1 778	1 740
315		2 292		72 746		34						75 387	25 469
373		844 297		72 746		34		-		-		917 450	844 415
		519										519	416
													1 369
-		519		-		-		-		-		519	1 785

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 5 – Promotion et développement de la région métropolitaine			
Entente-cadre pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole			
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole		350	
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal			
Autres			
	<u>153 447</u>	<u>350</u>	<u>-</u>
Programme 7 – Habitation			
Aide à l'amélioration de l'habitat			
Aide au logement social, communautaire et abordable		356	
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation		472	
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec			
Lutte contre l'évasion fiscale dans le secteur de la construction			
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations			
Soutien à l'habitation		225 000	
	<u>1 290 798</u>	<u>225 828</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>3 755 160</u>	<u>226 179</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Institutions d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	+	Bénéficiaires non ventilés	=	Total 2023	Total 2022
		102 608										102 608	102 608
		1 201		15 414								16 965	17 000
		25 939										25 939	24 759
400		7 500		35								7 935	700
400		137 248		15 449		-		-		-		153 447	145 067
		11 694		276		94 202						106 172	116 561
		197 952		122 007		251 683						571 999	627 974
				189								661	726
								40 880				40 880	44 880
								2 800				2 800	1 850
								84 987				84 987	
		249 330		8 970								483 300	357 621
-		458 976		131 442		345 886		128 667		-		1 290 798	1 149 613
6 882		1 957 030		230 297		345 920		128 667		860 185		3 755 160	2 819 115

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Rémunération		33 938	36 670
Fonctionnement		94 729	10 061
Capital		1 858 950	1 042 876
Intérêt		109 939	112 364
Support		1 657 603	1 617 145
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>3 755 160</u>	<u>3 755 160</u>	<u>2 819 115</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Support		267 500	267 500
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>267 500</u>	<u>267 500</u>	<u>267 500</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	18 231	15 996
Revenus divers	4 985	3 729
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	<u>23 216</u>	<u>19 724</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Total	<u>23 216</u>	<u>19 724</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES
Année financière terminée le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement des entreprises bioalimentaires et qualité des aliments					
Annuels	774 635	738 565	36 071		
Permanents	43	43			
Ne nécessitant pas de crédits		7 616			
	<u>774 679</u>	<u>746 224</u>	<u>36 071</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Organismes d'État					
Annuels	425 405	425 001	404		
Permanents		202			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>425 406</u>	<u>425 204</u>	<u>404</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 200 085</u>	<u>1 171 427</u>	<u>36 475</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Annuels	1 200 041	1 163 565	36 475		
Permanents	44	44			
Ne nécessitant pas de crédits		7 818			
Total	<u>1 200 085</u>	<u>1 171 427</u>	<u>36 475</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 163 609	1 171 427			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	32 464		32 464		
Immobilisations en ressources informationnelles	4 011		4 011		
Total	<u>1 200 085</u>	<u>1 171 427</u>	<u>36 475</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1	Développement des entreprises bioalimentaires et qualité des aliments					
1. Direction et administration	73 906		2 573	3 607	32 680	35 047
Permanents (1)	19					19
Permanents (2)	24					
Amortissement des immobilisations						
2. Développement régional et développement durable	256 954		28 914		34 872	2 550
3. Transformation et politiques bioalimentaires, main-d'œuvre, recherche et innovation	116 952				10 718	1 089
4. Pêches et aquaculture commerciales	21 769		15		4 287	429
5. Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	230 272				1 788	407
6. Santé animale et inspection des aliments	74 781		962		33 915	17 905
7. Modification comptable – Paiements de transfert						
Variation à la baisse de la dépense						
Total	774 679	-	32 464	3 607	118 260	57 446

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour objet le développement d'un secteur bioalimentaire prospère, durable et dynamique à l'écoute des consommateurs par le soutien aux entreprises de la production agricole, des pêches, de l'aquaculture, de la transformation et de la commercialisation des produits bioalimentaires. Il vise également à exercer une surveillance de toute la chaîne alimentaire aux fins de la protection de la santé publique de même que de l'amélioration de la santé et du bien-être des animaux.

24								7 834
	190 619							
	105 145							
797	16 241							
	228 078							
	21 999							
							(218)	
821	562 081	-	-	-	-	-	-	7 616

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 2						
	Organismes d'État					
1. La Financière agricole du Québec	372 229					
2. Commission de protection du territoire agricole du Québec	11 686			404	9 288	1 994
Amortissement des immobilisations						
3. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	5 108				4 271	838
Amortissement des immobilisations						
4. Institut de technologie agroalimentaire du Québec	36 381					
Total	425 406	-	-	404	13 558	2 832

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Annuels	1 200 041		32 464	4 011	131 819	60 258
Permanents	44					19
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de la dépense						
Total	1 200 085	-	32 464	4 011	131 819	60 277

(1) Cette somme correspond à la variation à la baisse de la dépense relative à la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	131 819		131 819
Fonctionnement	60 277	8 036	68 313
Créances douteuses et autres provisions	821		821
Transfert	970 692	(218)	970 474
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	1 163 609	7 818	1 171 427

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à favoriser une gestion responsable des risques agricoles en offrant notamment une gamme d'outils financiers pour assurer la stabilité économique et financière des entreprises agricoles québécoises et faciliter l'établissement d'une relève en agriculture. Il a aussi pour objet d'appuyer la mise en marché efficace des produits agricoles, de la pêche et alimentaires, de former des personnes compétentes en agroalimentaire et de préserver la vocation agricole des sols arables. Le budget de dépenses de ce programme regroupe La Financière agricole du Québec, la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, l'Institut de technologie agroalimentaire du Québec et la Commission de protection du territoire agricole du Québec.

								372 229
								173
								30
								36 381
-	408 611	-	-	-	-	-	-	202
797 25	970 692							8 036 (218) ⁽¹⁾
821	970 692	-	-	-	-	-	-	7 818

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Développement des entreprises bioalimentaires et qualité des aliments				
Annuels	682 625			
Permanents	10			
	682 634	-	-	
Programme 2 – Organismes d'État				
Annuels	430 139			
Permanents				
	430 139	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Annuels	1 112 764			
Permanents	10			
Total	1 112 774	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
10 707				81 303				774 635
						34		43
<u>10 707</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>81 303</u>		<u>34</u>		<u>774 679</u>
1 163				(5 897)				425 405
<u>1 163</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>(5 897)</u>		<u>-</u>		<u>425 406</u>
11 870				75 406				1 200 041
						34		44
<u>11 870</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>75 406</u>		<u>34</u>		<u>1 200 085</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Développement des entreprises bioalimentaires et qualité des aliments			
Aide à la recherche et au transfert technologique		4 086	
Amélioration de la santé animale		15 059	732
Appui à la formation		547	
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles		8 202	
Appui au développement en région		106 629	
Appui au secteur de la transformation		52 358	16
Prime-Vert		18 664	
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles		228 073	
Autres		880	
Modification comptable – Paiements de transfert			
	<u>562 081</u>	<u>434 496</u>	<u>748</u>
Programme 2 – Organismes d'État			
Institut de technologie agroalimentaire du Québec			
La Financière agricole du Québec		302 893	
	<u>408 611</u>	<u>302 893</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>970 692</u>	<u>737 389</u>	<u>748</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 218 milliers de dollars en 2022-2023 (206 milliers de dollars en 2021-2022) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2023</u>	<u>Total 2022</u>
2 258		21 074		68		27 486	30 374
429	10	600				16 829	15 212
5 633		343				6 522	6 259
189	2 834	4 815		201		16 241	11 766
1 774	4 519	42 711		6 007		161 641	149 812
523		18 336		1 160		72 392	71 483
1 295		11 482				31 441	22 463
		5				228 078	199 377
126	15	430				1 451	1 469
					(218)	(218)	(206)
<u>12 226</u>	<u>7 378</u>	<u>99 797</u>	<u>-</u>	<u>7 435</u>	<u>(218)</u>	<u>561 863</u> ⁽¹⁾	<u>508 009</u>
				36 381		36 381	76 688
				69 337		372 229	372 119
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>105 718</u>	<u>-</u>	<u>408 611</u>	<u>448 807</u>
<u>12 226</u>	<u>7 378</u>	<u>99 797</u>	<u>-</u>	<u>113 153</u>	<u>(218)</u>	<u>970 474</u> ⁽¹⁾	<u>956 816</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Rémunération		77 602	67 701
Fonctionnement		25 072	58 415
Capital		100 692	104 466
Intérêt		24	238
Support		<u>767 084</u>	<u>725 995</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>970 692</u>	<u>970 474</u> ⁽¹⁾	<u>956 816</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 218 milliers de dollars en 2022-2023 (206 milliers de dollars en 2021-2022) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis		
Revenus divers	948	304
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	<u>948</u>	<u>304</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Total	<u>948</u>	<u>304</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Soutien au Conseil du trésor					
Annuels	108 864	105 771	2 926	167	
Permanents	14	14			
Ne nécessitant pas de crédits		2 267			
	<u>108 877</u>	<u>108 051</u>	<u>2 926</u>	<u>167</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien aux fonctions gouvernementales					
Annuels	2 120 770	2 120 670		100	
Permanents	3	3			
Ne nécessitant pas de crédits		(62 235)			
	<u>2 120 773</u>	<u>2 058 438</u>	<u>-</u>	<u>100</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Commission de la fonction publique					
Annuels	5 050	4 207	153	690	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		70			
	<u>5 050</u>	<u>4 277</u>	<u>153</u>	<u>690</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Régimes de retraite et d'assurances					
Annuels	2 923	2 199		724	
Permanents	525 713	522 570		3 144	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>528 636</u>	<u>524 769</u>	<u>-</u>	<u>3 868</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Fonds de suppléance					
Annuels	980 624			980 624	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>980 624</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>980 624</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>3 743 960</u>	<u>2 695 536</u>	<u>3 079</u>	<u>985 449</u>	<u>-</u>
Annuels	3 218 230	2 232 846	3 079	982 305	
Permanents	525 730	522 587		3 144	
Ne nécessitant pas de crédits		(59 897)			
Total	<u>3 743 960</u>	<u>2 695 536</u>	<u>3 079</u>	<u>985 449</u>	<u>-</u>
Dépenses	2 759 597	2 695 536		4 164	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	980 749			980 748	
Immobilisations tangibles	1 654		1 254	400	
Immobilisations en ressources informationnelles	1 962		1 825	136	
Total	<u>3 743 960</u>	<u>2 695 536</u>	<u>3 079</u>	<u>985 449</u>	<u>-</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1	Soutien au Conseil du trésor					
1. Direction et administration	36 676		1 254	1 672	21 417	11 981
Permanents (1)	14					14
Amortissement des immobilisations						
2. Gouvernance en gestion des ressources humaines	28 340				25 841	2 500
3. Gouvernance en gestion des ressources budgétaires et d'infrastructures	16 668				15 977	492
4. Gouvernance en gestion des marchés publics	5 410				5 290	120
5. Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	21 770					
Total	108 877	-	1 254	1 672	68 524	15 106

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme assure le financement de la prestation de services du personnel du Secrétariat du Conseil du trésor, laquelle a pour objet le soutien au Conseil du trésor, l'élaboration d'avis à l'intention du gouvernement et l'appui à la direction de l'administration gouvernementale en matière de gestion et d'utilisation des ressources financières, humaines, matérielles et informationnelles.								
185					167			
200								2 267
21 770								
-	22 155	-	-		-	-	167	2 267

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 2						
Soutien aux fonctions gouvernementales						
1. Financement des services gouvernementaux	142 584				2 758	106 328
Variation à la baisse de provisions						
2. Financement de l'Autorité des marchés publics	18 764					
3. Financement des activités gouvernementales de recherche, d'examen ou d'enquête	727					727
Permanents (1)	3				3	
4. Financement des conditions de travail	1 616 327				1 616 327	
5. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	100					
6. Passif au titre des sites contaminés	342 268					290 946
Total	2 120 773	-	-	-	1 619 088	398 001

(1) Loi sur les employés publics (RLRQ, chapitre E-6).

PROGRAMME 3 Commission de la fonction publique

1. Commission de la fonction publique	5 050			153	3 273	934
Amortissement des immobilisations						
Total	5 050	-	-	153	3 273	934

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme contribue au financement des obligations et des services nécessaires au fonctionnement de l'appareil gouvernemental.

	33 498							(62 235)
	18 764							
							100	
	33 516	17 806						
-	85 778	17 806	-	-	-	100		(62 235)

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission de la fonction publique afin de lui permettre de vérifier et d'enquêter en matière de gestion des ressources humaines, d'entendre les recours prévus par la Loi sur la fonction publique (RLRQ, chapitre F-3.1.1), de certifier les moyens d'évaluation, de donner des avis, d'émettre des recommandations aux autorités compétentes et, si elle le juge utile, de faire rapport directement à l'Assemblée nationale.

						690	
							70
-	-	-	-	-	-	690	70

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 4 Régimes de retraite et d'assurances						
1. Régime de retraite des fonctionnaires						
Permanents (1)	28 267				28 267	
2. Régime de retraite de certains enseignants						
Permanents (2)	21 257					
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics						
Permanents (3)	219 011				215 868 ⁽⁸⁾	
4. Assurance collective sur la vie des employés publics	2 923				516	
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels						
Permanents (4)	25 641				25 641	
6. Régime de retraite des juges						
Permanents (5)	31 722				31 722	
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec						
Permanents (6)	79 524				79 524	
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement						
Permanents (7)	120 290				120 290	
Total	528 636	-	-	-	501 828	-

(1) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12).

(2) Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1).

(3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(4) Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2).

(5) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(6) Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).

(7) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(8) Cette somme inclut des dépenses de 8 807 milliers de dollars relatives au Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ).

Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances.

89

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 5		Fonds de suppléance				
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes						
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit en application de la norme sur les paiements de transfert	980 624					
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier						
4. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement des besoins en investissements						
Total	980 624	-	-	-	-	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Annuels	3 218 230		1 254	1 825	1 691 397	414 027
Permanents	525 730				501 316	14
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	3 743 960	-	1 254	1 825	2 192 713	414 040

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	2 192 713		2 192 713
Fonctionnement	414 040	(59 897)	354 144
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	130 873		130 873
Affectation à un fonds spécial	17 806		17 806
Service de la dette			
Total	2 755 432	(59 897)	2 695 536

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise notamment à couvrir les dépenses imprévues pouvant survenir dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux au cours de l'exercice financier ainsi qu'à certaines mesures qui sont annoncées au Budget.

980 624

-	-	-	-	-	-	980 624	-
	109 616	17 806				982 305	
	21 257					3 144	
							2 338
							(62 235)
-	130 873	17 806	-	-	-	985 449	(59 897)

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Soutien au Conseil du trésor				
Annuels	93 543			
Permanents	10			
	93 552	-	-	
Programme 2 – Soutien aux fonctions gouvernementales				
Annuels	283 512			
Permanents				
	283 512	-	-	
Programme 3 – Commission de la fonction publique				
Annuels	5 611			
Permanents				
	5 611	-	-	
Programme 4 – Régimes de retraite et d'assurances				
Annuels	3 248			
Permanents	465 054			
	468 302	-	-	
Programme 5 – Fonds de suppléance				
Annuels	11 475 500			
Permanents				
	11 475 500	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Annuels	11 861 414			
Permanents	465 064			
Total	12 326 478	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
		21 770		(6 449)		4		108 864
								14
-	-	21 770		(6 449)		4		108 877
				1 837 257				2 120 770
						3		3
-	-	-		1 837 257		3		2 120 773
				(561)				5 050
-	-	-		(561)		-		5 050
				(325)		60 659		2 923
-	-	-		(325)		60 659		525 713
				(10 494 876)				980 624
-	-	-		(10 494 876)		-		980 624
		21 770		(8 664 954)		60 667		3 218 230
-	-	21 770		(8 664 954)		60 667		525 730
								3 743 960

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Soutien au Conseil du trésor			
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations			
Autres			
	22 155	-	-
Programme 2 – Soutien aux fonctions gouvernementales			
Autorité des marchés publics			
Centre d'acquisitions gouvernementales			
Financement du passif au titre des sites contaminés			(13 318)
Autres		1 200	
	85 778	1 200	(13 318)
Programme 4 – Régimes de retraite et d'assurances			
Assurance collective sur la vie des employés publics			1 315
Régime de retraite de certains enseignants			
	23 399	-	1 315
TOTAL DU PORTEFEUILLE	131 331	1 200	(12 003)

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2023</u>	<u>Total 2022</u>
				21 770		21 770	
6	88	91		200		385	333
6	88	91	-	21 970	-	22 155	333
				18 764		18 764	17 020
				29 948		29 948	
46 879				(45)		33 516	40 635
				2 350		3 550	3 200
46 879	-	-	-	51 017	-	85 778	60 855
368						1 683	1 760
21 257						21 257	19 227
21 625	-	-	-	-	-	22 941	20 987
68 510	88	91	-	72 987	-	130 873	82 175

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Rémunération		22 941	19 227
Fonctionnement		55 286	40 635
Support		52 647	22 313
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>131 331</u>	<u>130 873</u>	<u>82 175</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Fonctionnement		17 806	11 027
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>17 806</u>	<u>17 806</u>	<u>11 027</u>

CONSEIL EXÉCUTIF**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis		
Revenus divers	4 539	1 489
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	<u>4 539</u>	<u>1 489</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>39 165</u>	<u>43 700</u>
Total	<u>43 705</u>	<u>45 190</u>

CONSEIL EXÉCUTIF
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Cabinet du lieutenant-gouverneur					
Annuels	733	733			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>733</u>	<u>733</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif					
Annuels	134 226	121 389	762	12 076	
Permanents	2 340	2 340			
Ne nécessitant pas de crédits		(1 441)			
	<u>136 566</u>	<u>122 288</u>	<u>762</u>	<u>12 076</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Relations canadiennes					
Annuels	14 936	14 936			
Permanents	8	8			
Ne nécessitant pas de crédits		1			
	<u>14 944</u>	<u>14 944</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Affaires autochtones					
Annuels	379 437	379 381	56		
Permanents	102	102			
Ne nécessitant pas de crédits		(9)			
	<u>379 539</u>	<u>379 473</u>	<u>56</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Jeunesse					
Annuels	59 610	59 610			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>59 610</u>	<u>59 610</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Réforme des institutions démocratiques, accès à l'information et laïcité					
Annuels	11 863	11 839	24		
Permanents		82			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>11 863</u>	<u>11 922</u>	<u>24</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CONSEIL EXÉCUTIF
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Relations avec les Québécois d'expression anglaise					
Annuels	11 987	11 987			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>11 987</u>	<u>11 987</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 8					
Internet haute vitesse et projets spéciaux de connectivité					
Annuels	296 182	255 794		40 388	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>296 182</u>	<u>255 794</u>	<u>-</u>	<u>40 388</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>911 424</u>	<u>856 752</u>	<u>842</u>	<u>52 463</u>	<u>-</u>
Annuels	908 974	855 669	842	52 463	
Permanents	2 449	2 449			
Ne nécessitant pas de crédits		(1 367)			
Total	<u>911 424</u>	<u>856 752</u>	<u>842</u>	<u>52 463</u>	<u>-</u>
Dépenses	910 582	856 752		52 463	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	56		56		
Immobilisations tangibles	47		47		
Immobilisations en ressources informationnelles	739		739		
Total	<u>911 424</u>	<u>856 752</u>	<u>842</u>	<u>52 463</u>	<u>-</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1						
Cabinet du lieutenant-gouverneur						
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	733				706	27
Total	733	-	-	-	706	27
PROGRAMME 2						
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif						
1. Cabinet du premier ministre	5 608				4 379	742
Permanents (1)	30					30
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	14 782				13 942	719
3. Direction générale de la gouvernance et de l'administration	34 170		37	725	22 478	10 930
Amortissement des immobilisations						
4. Indemnités de l'exécutif						
Permanents (1)	2 310				2 310	
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	67 590				62 045	5 546
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	12 076					
7. Modification comptable – Paiements de transfert						
Variation à la baisse de la dépense						
Total	136 566	-	37	725	105 153	17 967

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet au lieutenant-gouverneur du Québec d'assumer les fonctions constitutionnelles (exécutive et législative), protocolaires et communautaires qui lui sont dévolues par la loi.

-	-	-	-	-	-	-	-
---	---	---	---	---	---	---	---

Ce programme assure le financement des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles requises pour assister le premier ministre, le Conseil exécutif et ses comités dans l'exercice de leurs fonctions.

487

122

604

12 076

-	609	-	-	-	-	12 076	(2 045)
-	609	-	-	-	-	12 076	(1 441)

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMMES Éléments						
PROGRAMME 3		Relations canadiennes				
1.	Cabinet de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne	509			342	112
	Permanents (1)	8				8
2.	Secrétariat du Québec aux relations canadiennes	12 364			4 829	744
	Amortissement des immobilisations					
3.	Représentation du Québec au Canada	2 063			1 537	526
Total		14 944	-	-	6 708	1 389
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 4		Affaires autochtones				
1.	Cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones	1 273			818	401
	Permanents (1)	46				46
2.	Secrétariat aux affaires autochtones	378 164	56		5 063	2 993
	Permanents (2)	56				
	Variation à la baisse de provisions					
Total		379 539	56	-	5 881	3 439
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).						
PROGRAMME 5		Jeunesse				
1.	Secrétariat à la jeunesse	59 610			2 055	278
Total		59 610	-	-	2 055	278

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre la défense et la promotion des compétences et des intérêts du Québec dans ses relations avec les autres gouvernements au Canada.

55								
6 792								1
-	6 846	-	-	-	-	-	-	1

Ce programme vise à assurer la coordination et le développement politique des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.

54								
370 053								
56								(9)
56	370 107	-	-	-	-	-	-	(9)

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et des initiatives en matière de jeunesse, à coordonner des dossiers jeunesse à portée interministérielle et à administrer le plan d'action jeunesse.

57 277								
-	57 277	-	-	-	-	-	-	-

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 6						
Réforme des institutions démocratiques, accès à l'information et laïcité						
1. Cabinet de la ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Réforme électorale, cabinet du ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels et cabinet du ministre responsable de la Laïcité et de la Réforme parlementaire	55					
2. Commission d'accès à l'information Amortissement des immobilisations	9 662		10	14	8 073	1 566
3. Réforme des institutions démocratiques	1 028				968	60
4. Accès à l'information et protection des renseignements personnels	723				688	35
5. Laïcité de l'État	396				287	56
Total	11 863	-	10	14	10 016	1 717
PROGRAMME 7						
Relations avec les Québécois d'expression anglaise						
1. Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise	11 987				999	113
Total	11 987	-	-	-	999	113

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre l'élaboration et la mise en œuvre des orientations gouvernementales en matière d'institutions démocratiques, d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels, de transparence des institutions, et de laïcité de l'État. Il vise également à assurer la surveillance et le contrôle de l'application de la législation en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels.

55

82

	53						
-	107	-	-	-	-	-	82

Ce programme vise à offrir une structure administrative formelle pour assurer le lien entre les organismes gouvernementaux et les communautés d'expression anglaise du Québec pour s'assurer de la prise en compte de leurs préoccupations dans les orientations et les décisions gouvernementales, ainsi qu'en matière d'accès aux programmes gouvernementaux. Il assure un rôle-conseil auprès du gouvernement, des ministères et organismes en matière de relations avec les Québécois d'expression anglaise. Finalement, il assure l'interaction avec le gouvernement fédéral sur les enjeux, les ententes, les programmes ou les politiques qui peuvent avoir une incidence sur les Québécois d'expression anglaise.

	10 875						
-	10 875	-	-	-	-	-	-

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 8	Internet haute vitesse et projets spéciaux de connectivité					
1. Secrétariat à l'Internet haute vitesse et aux projets spéciaux de connectivité	296 182			2 511	23 706	
Total	296 182	-	-	2 511	23 706	

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Annuels	908 974	56	47	739	131 718	48 552
Permanents	2 449				2 310	83
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de la dépense						
Variation à la baisse de provisions						
Total	911 424	56	47	739	134 029	48 635

(1) Cette somme correspond à la variation à la baisse de la dépense relative à la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	134 029		134 029
Fonctionnement	48 635	687	49 323
Créances douteuses et autres provisions	56	(9)	47
Transfert	675 398	(2 045)	673 353
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	858 119	(1 367)	856 752

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Le programme a pour but de soutenir les projets visant à offrir aux citoyens, aux organismes et aux entreprises situés en milieu rural, un service Internet haut débit (IHD) là où il n'est pas offert, de qualité et à coût comparables au service offert en milieu urbain.

	229 577			22 891		17 497	
-	229 577	-	-	22 891	-	17 497	-
56	675 398			22 891		29 573	
							687 (2 045) ⁽¹⁾ (9)
56	675 398	-	-	22 891	-	29 573	(1 367)

CONSEIL EXÉCUTIF

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Cabinet du lieutenant-gouverneur				
Annuels	758			
Permanents				
	758	-	-	
Programme 2 – Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif				
Annuels	119 327			
Permanents	1 895			
	121 222	-	-	
Programme 3 – Relations canadiennes				
Annuels	14 086			
Permanents				
	14 086	-	-	
Programme 4 – Affaires autochtones				
Annuels	350 935			
Permanents	10			
	350 945	-	-	
Programme 5 – Jeunesse				
Annuels	57 188			
Permanents				
	57 188	-	-	
Programme 6 – Réforme des institutions démocratiques, accès à l'information et laïcité				
Annuels	10 367			
Permanents				
	10 367	-	-	
Programme 7 – Relations avec les Québécois d'expression anglaise				
Annuels	10 168			
Permanents				
	10 168	-	-	
Programme 8 – Internet haute vitesse et projets spéciaux de connectivité				
Annuels	329 091			
Permanents				
	329 091	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Annuels	891 920			
Permanents	1 904			
Total	893 825	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(26)				733
-	-	-		(26)		-		733
				14 899		445		134 226
-	-	-		14 899		445		2 340
				850		8		14 936
-	-	-		850		8		8
				28 502		92		14 944
-	-	-		28 502		92		379 437
				2 422				102
-	-	-		2 422		-		379 539
				1 496				59 610
-	-	-		1 496		-		59 610
				1 820				11 863
-	-	-		1 820		-		11 863
				(32 909)				11 987
-	-	-		(32 909)		-		11 987
				17 054		545		296 182
-	-	-		17 054		545		2 449
								908 974
-	-	-						2 449
								911 424

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 2 – Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Autres		5	1
Modification comptable – Paiements de transfert			
	609	5	1
Programme 3 – Relations canadiennes			
Appui à la francophonie canadienne		108	
Appui aux relations canadiennes			
Centre de la francophonie des Amériques			
Soutien à la recherche			
Autres			
	6 846	108	-
Programme 4 – Affaires autochtones			
Appuis au développement socioéconomique des Premières Nations			
Entente avec la nation naskapie			
Entente avec les Algonquins de Lac-Barrière			
Entente avec les Inuits (Sanarrutik)			
Entente sur la gouvernance crie (Eeyou Istchee)			
Ententes avec la nation crie		98	
Financement du coût de la vie au Nunavik			
Financement global de l'Administration régionale Kativik			
Financement global des villages nordiques			
Fonds de développement pour les autochtones			
Fonds d'initiatives autochtones		5 409	
Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits			202
Projets ponctuels autochtones		43	
Autres			
	370 107	5 550	202
Programme 5 – Jeunesse			
Stratégie d'action jeunesse		259	
	57 277	259	-
Programme 6 – Réforme des institutions démocratiques, accès à l'information et laïcité			
Laïcité de l'État			
Autres			
	107	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Institutions d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	+	Bénéficiaires non ventilés	=	Total 2023	Total 2022
112		5		485								609	558
										(2 045)		(2 045)	(7 394)
112		5		485		-		-		(2 045)		(1 436) ⁽¹⁾	(6 836)
330				3 198				11				3 646	2 946
78				195								273	333
								2 605				2 605	2 362
268												268	463
3				52								55	55
679		-		3 444		-		2 616		-		6 846	6 159
				1 500								1 500	
		2 743										2 743	2 517
		2 800		1 500								4 300	500
		9 250		18 603								27 854	25 743
		5 000										5 000	5 000
		127 184										127 282	129 571
		20 100										20 100	18 700
		121 108										121 108	97 154
		28 834										28 834	23 293
		335										335	504
		10 754		9 266		130						25 559	37 927
		4 601										4 803	742
95		184		311		3						635	2 064
6		4		45								54	54
100		332 896		31 225		133		-		-		370 107	343 769
574		1 335		50 386				4 723				57 277	55 872
574		1 335		50 386		-		4 723		-		57 277	55 872
24				29								53	
2				53								55	129
25		-		82		-		-		-		107	129

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 7 – Relations avec les Québécois d'expression anglaise			
Maintien et création de Wellness Centres			
Mise en place d'une stratégie d'employabilité			
Programme d'appui aux organismes et institutions desservant les communautés d'expression anglaise		110	275
	<u>10 875</u>	<u>110</u>	<u>275</u>
Programme 8 – Internet haute vitesse et projets spéciaux de connectivité			
Programme Éclair		27 054	
Programme Québec haut débit		138 554	
	<u>269 398</u>	<u>165 608</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>715 219</u>	<u>171 640</u>	<u>478</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 2 045 milliers de dollars en 2022-2023 (7 394 milliers de dollars en 2021-2022) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2023</u>	<u>Total 2022</u>
		1 000				1 000	900
300		1 100				1 400	1 645
806		7 284				8 475	8 721
<u>1 106</u>	<u>-</u>	<u>9 384</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>10 875</u>	<u>11 266</u>
	12 271	8 706				48 031	61 437
	30 639	12 354				181 547	50 552
<u>-</u>	<u>42 910</u>	<u>21 060</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>229 577</u>	<u>111 989</u>
<u>2 596</u>	<u>377 146</u>	<u>116 066</u>	<u>133</u>	<u>7 339</u>	<u>(2 045)</u>	<u>673 353</u> ⁽¹⁾	<u>522 349</u>

CONSEIL EXÉCUTIF**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Fonctionnement		2 616	2 362
Capital		2 538	2 399
Intérêt		1 103	829
Support		<u>667 097</u>	<u>516 759</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>715 219</u>	<u>673 353</u> ⁽¹⁾	<u>522 349</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 2 045 milliers de dollars en 2022-2023 (7 394 milliers de dollars en 2021-2022) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

CULTURE ET COMMUNICATIONS**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	933	977
Revenus divers	3 221	3 773
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	<u>4 155</u>	<u>4 750</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Total	<u>4 155</u>	<u>4 750</u>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction, administration et soutien à la mission					
Annuels	69 296	65 953	2 687	655	
Permanents	2 610	2 610			
Ne nécessitant pas de crédits		(1 425)			
	<u>71 906</u>	<u>67 138</u>	<u>2 687</u>	<u>655</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine					
Annuels	945 349	945 175		174	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>945 349</u>	<u>945 175</u>	<u>-</u>	<u>174</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 017 254</u>	<u>1 012 313</u>	<u>2 687</u>	<u>829</u>	<u>-</u>
Annuels	1 014 645	1 011 128	2 687	829	
Permanents	2 610	2 610			
Ne nécessitant pas de crédits		(1 425)			
Total	<u>1 017 254</u>	<u>1 012 313</u>	<u>2 687</u>	<u>829</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 013 938	1 012 313		200	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	537		29	508	
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>2 780</u>		<u>2 658</u>	<u>121</u>	
Total	<u>1 017 254</u>	<u>1 012 313</u>	<u>2 687</u>	<u>829</u>	<u>-</u>

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Direction, administration et soutien à la mission				
1. Direction et administration	36 962			2 652	11 708	19 033
Permanents (1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
Consommation de frais payés d'avance						
2. Soutien à la mission	31 749	29	6	24 675		7 032
Amortissement des immobilisations						
3. Conseil du patrimoine culturel du Québec	585				475	110
4. Modification comptable – Paiements de transfert						
Permanents (2)	2 600					
Variation à la baisse de la dépense						
Total	71 906	-	29	2 658	36 858	26 185

(2) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine

1.	Actions en matière de développement culturel, de communications et de patrimoine	269 552
2.	Musées nationaux	78 888
3.	Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	27 041
4.	Société de développement des entreprises culturelles	183 119

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
				2 921			648	
								5 052
								25
							7	
								51
		2 600						
								(6 553)
-	-	2 600	2 921	-	-	655	(1 425)	

Les objectifs et les priorités de ce programme sont : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants, partenaires, organismes, institutions municipales ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la formation artistique et la sensibilisation des jeunes aux arts et à la culture.

269 552

78 888

27 041

182 945

174

CULTURE ET COMMUNICATIONS
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 (suite)		Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine				
5. Société de télédiffusion du Québec	73 016					
6. Conseil des arts et des lettres du Québec	199 715					
7. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	83 405					
8. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	30 615					
Total	945 349	-	-	-	-	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Annuels	1 014 645		29	2 658	36 858	26 175
Permanents	2 610					10
Amortissement des immobilisations						
Consommation de frais payés d'avance						
Variation à la baisse de la dépense						
Total	1 017 254	-	29	2 658	36 858	26 185

(1) Cette somme correspond à la variation à la baisse de la dépense relative à la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	36 858		36 858
Fonctionnement	26 185	5 128	31 313
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	945 175	(6 553)	938 622
Affectation à un fonds spécial	2 600		2 600
Service de la dette	2 921		2 921
Total	1 013 738	(1 425)	1 012 313

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Les objectifs et les priorités de ce programme sont : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants, partenaires, organismes, institutions municipales ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la formation artistique et la sensibilisation des jeunes aux arts et à la culture.

	73 016						
	199 715						
	83 405						
	30 615						
-	945 175	-	-	-	-	174	-
	945 175		2 921			829	
		2 600					5 103
							25
							(6 553) ⁽¹⁾
-	945 175	2 600	2 921	-	-	829	(1 425)

CULTURE ET COMMUNICATIONS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction, administration et soutien à la mission				
Annuels	70 723			
Permanents	10			
	70 733	-	-	
Programme 2 – Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine				
Annuels	907 532			
Permanents				
	907 532	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Annuels	978 255			
Permanents	10			
Total	978 264	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(1 427)				69 296
						2 600		2 610
-	-	-		(1 427)		2 600		71 906
				37 817				945 349
-	-	-		37 817		-		945 349
				36 390				1 014 645
						2 600		2 610
-	-	-		36 390		2 600		1 017 254

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Direction, administration et soutien à la mission			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	-	-	-
Programme 2 – Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine			
Aide au fonctionnement			
Aide aux immobilisations		23	
Aide aux initiatives de partenariat			
Aide aux projets		4 289	
Autres interventions particulières en culture et en communications		3 997	
Bibliothèque et Archives nationales du Québec – fonctionnement			
Bibliothèque et Archives nationales du Québec – programmes d'aide			
Conseil des arts et des lettres du Québec – fonctionnement			
Conseil des arts et des lettres du Québec – programmes d'aide			
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec			
Musée d'Art contemporain de Montréal			
Musée de la Civilisation			
Musée des beaux-arts de Montréal			
Musée national des beaux-arts du Québec			
Société de développement des entreprises culturelles – fonctionnement			
Société de développement des entreprises culturelles – programmes d'aide		150 600	
Société de la Place des Arts de Montréal			
Société de télédiffusion du Québec			
Société du Grand Théâtre de Québec			
	945 175	158 909	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	945 175	158 909	-

(1) Ces dépenses incluent une somme de 6 553 milliers de dollars en 2022-2023 (9 329 milliers de dollars en 2021-2022) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Institutions d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	+	Bénéficiaires non ventilés	=	Total 2023	Total 2022
										(6 553)		(6 553)	(9 329)
-		-		-		-		-		(6 553)		(6 553) ⁽¹⁾	(9 329)
1 467		180		53 237								54 884	43 610
1 807		50 127		59 917				3 523				115 397	120 352
		11 108		473								11 581	17 765
202		1 024		16 992		665						23 172	24 801
2 035		3 448		51 660		497		2 880				64 517	48 969
								81 030				81 030	80 309
				2 374								2 374	2 374
								9 254				9 254	8 340
				162 948		27 513						190 461	180 101
								30 615				30 615	29 745
								10 173				10 173	9 801
								31 405				31 405	30 300
				14 431								14 431	15 492
								22 879				22 879	23 749
								9 482				9 482	10 401
				19 312		1 696		1 855				173 463	225 626
								18 392				18 392	29 610
								73 016				73 016	78 559
								8 649				8 649	12 152
5 511		65 887		381 344		30 372		303 152		-		945 175	992 056
5 511		65 887		381 344		30 372		303 152		(6 553)		938 622 ⁽¹⁾	982 728

CULTURE ET COMMUNICATIONS**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Rémunération		92 254	91 896
Fonctionnement		128 120	145 869
Capital		145 860	148 517
Intérêt		37 420	36 636
Support		534 967	559 810
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>945 175</u>	<u>938 622</u> ⁽¹⁾	<u>982 728</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 6 553 milliers de dollars en 2022-2023 (9 329 milliers de dollars en 2021-2022) liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Capital		2 600	6 592
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 600</u>	<u>2 600</u>	<u>6 592</u>

CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis		
Revenus divers	27	
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	<u>27</u>	<u>-</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Total	<u><u>27</u></u>	<u><u>-</u></u>

CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Annuels	74 641	74 622	19		
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		433			
	<u>74 650</u>	<u>75 065</u>	<u>19</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Gestion des ressources informationnelles spécifiques					
Annuels	43 243	43 243			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>43 243</u>	<u>43 243</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>117 893</u>	<u>118 308</u>	<u>19</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Annuels	117 884	117 865	19		
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		433			
Total	<u>117 893</u>	<u>118 308</u>	<u>19</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	117 874	118 308			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	19		19		
Immobilisations en ressources informationnelles					
Total	<u>117 893</u>	<u>118 308</u>	<u>19</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1	Direction et administration				
1. Direction et administration	34 780	11		22 671	11 978
Permanents (1)	10				10
Amortissement des immobilisations					
2. Cybersécurité	12 704			6 108	2 118
3. Transformation numérique	8 395	7		7 063	1 324
Amortissement des immobilisations					
4. Services à la clientèle des solutions communes	18 761			2 721	218
Amortissement des immobilisations					
Total	74 650	-	19	-	38 563
					15 648

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2 Gestion des ressources informationnelles spécifiques

1. Projets majeurs visant l'accélération de la transformation numérique de l'État	43 243				
Total	43 243	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à allouer les ressources administratives à l'exercice de la mission du Ministère et celles permettant d'assumer les différentes responsabilités prévues par la Loi. En outre, il pourvoit au financement des fonctions de gouvernance du Ministère, il permet la conception et la mise en œuvre des politiques, stratégies et cadres de gestion relatifs à la transformation numérique et à la cybersécurité, dont la Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023 et la Politique gouvernementale de cybersécurité.

								120
								427
								4 478
								6
								15 822
-	120	20 300	-	-	-	-	-	433

Ce programme vise à favoriser l'accélération de la transformation numérique et le rehaussement de la cybersécurité au sein de l'administration publique. Ainsi, il contribue au financement des services en infrastructures technologiques lors de la conception et de la réalisation des projets majeurs, de la conception et de la réalisation des solutions communes et des projets appuyant l'accélération de la transformation numérique de l'État, notamment le Service québécois d'identité numérique.

								43 243
-	-	43 243	-	-	-	-	-	-

CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Annuels	117 884			19		38 563 15 639
Permanents	10					10
Amortissement des immobilisations						
Total	117 893	-	19	-	38 563	15 648
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES						
	DÉPENSES					
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total			
Rémunération	38 563		38 563			
Fonctionnement	15 648	433	16 081			
Créances douteuses et autres provisions						
Transfert	120		120			
Affectation à un fonds spécial	63 543		63 543			
Service de la dette						
Total	117 874	433	118 308			

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	120	63 543						433
-	120	63 543	-		-	-	-	433

CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX			+
		Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et administration					
Annuels	66 068				
Permanents	10				
	<u>66 078</u>		-	-	
Programme 2 – Gestion des ressources informationnelles spécifiques					
Annuels	18 243				
Permanents					
	<u>18 243</u>		-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Annuels	84 311				
Permanents	10				
Total	<u>84 321</u>		-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				8 572				74 641
								10
-	-	-		8 572		-		74 650
				25 000				43 243
-	-	-		25 000		-		43 243
				33 572				117 884
								10
-	-	-		33 572		-		117 893

CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Direction et administration			
Autres			
	120	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	120	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u>	<u>+</u>	<u>Municipalités</u>	<u>+</u>	<u>Organismes à but non lucratif</u>	<u>+</u>	<u>Personnes</u>	<u>+</u>	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u>	<u>+</u>	<u>Bénéficiaires non ventilés</u>	<u>=</u>	<u>Total 2023</u>	<u>Total 2022</u>
				120								120	70
-		-		120		-		-		-		120	70
-		-		120		-		-		-		120	70

CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Support		120	70
TOTAL DU PORTEFEUILLE	120	120	70

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Fonctionnement		63 543	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	63 543	63 543	-

ÉCONOMIE ET INNOVATION

REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	141	2 341
Revenus divers	19 744	9 691
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	<u>19 885</u>	<u>12 032</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Total	<u>19 885</u>	<u>12 032</u>

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Annuels	36 583	34 908	1 675		
Permanents	19	18		1	
Ne nécessitant pas de crédits		(20 189)			
	<u>36 602</u>	<u>14 737</u>	<u>1 675</u>	<u>1</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Développement de l'économie					
Annuels	407 878	404 085	2 790	1 003	
Permanents	3 300			3 300	
Ne nécessitant pas de crédits		10 833			
	<u>411 178</u>	<u>414 918</u>	<u>2 790</u>	<u>4 303</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Développement de la science, de la recherche et de l'innovation					
Annuels	425 715	425 641		75	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>425 715</u>	<u>425 641</u>	<u>-</u>	<u>75</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Interventions relatives au Fonds du développement économique					
Annuels	521 649	521 649			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>521 649</u>	<u>521 649</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation					
Annuels	235 059	235 059			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>235 059</u>	<u>235 059</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 630 203</u>	<u>1 612 003</u>	<u>4 465</u>	<u>4 378</u>	<u>-</u>

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
Annuels	1 626 884	1 621 342	4 465	1 077	
Permanents	3 319	18		3 301	
Ne nécessitant pas de crédits		(9 357)			
Total	1 630 203	1 612 003	4 465	4 378	-
Dépenses	1 624 738	1 612 003		3 378	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	3 790		2 790	1 000	
Immobilisations tangibles	654		654		
Immobilisations en ressources informationnelles	1 021		1 021		
Total	1 630 203	1 612 003	4 465	4 378	-

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1	Direction et administration					
1. Direction et administration	36 583		654	1 021	19 060	15 452
Permanents (1)	19					18
Amortissement des immobilisations						
2. Modification comptable – Paiements de transfert						
Variation à la baisse de la dépense						
Total	36 602	-	654	1 021	19 060	15 471

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2	Développement de l'économie					
1. Politiques économiques et affaires extérieures	32 412				6 169	3 053
Variation à la baisse de provisions						
2. Industries stratégiques et projets économiques majeurs	98 662				8 304	3 238
3. Développement économique régional	276 804	2 790			9 357	1 893
Permanents (1)	3 300					
Variation à la baisse de provisions						
Dépenses de transfert ne nécessitant pas de crédits						
Total	411 178	2 790	-	-	23 830	8 183

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Cette somme représente des prêts pardonnables accordés à des entreprises. Dans l'année financière antérieure, la comptabilisation d'une avance à cet égard avait nécessité des crédits. Son reclassement en dépenses de transfert n'a donc pas d'incidence budgétaire.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion.

	395						1	1 091
								(21 281)
-	395	-	-	-	-	1		(20 189)

Ce programme vise à soutenir le développement de l'économie du Québec dans une perspective de création d'emplois, d'augmentation de la productivité et de développement régional. Plus précisément, il favorise la croissance et la compétitivité des entreprises ainsi que le renouvellement de la base entrepreneuriale. Il a aussi pour objectifs l'accélération et l'attraction des investissements, la diversification et la consolidation de l'économie des régions, l'essor de l'entrepreneuriat collectif, de même que l'ouverture des marchés extérieurs et la conquête de ceux-ci par les entreprises québécoises. De plus, il vise à favoriser la concertation et la mobilisation des différents acteurs économiques.

	23 190							(23 234)
	87 121							
	261 761					1 002		
						3 300		
								(13 028)
								47 095 ⁽²⁾
-	372 072	-	-	-	-	4 302		10 833

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3						
Développement de la science, de la recherche et de l'innovation						
1. Soutien administratif	8 159				7 839	320
2. Soutien aux organismes et aux projets	202 668					
3. Soutien aux infrastructures de recherche	132 019					
4. Soutien à l'entrepreneuriat technologique	46 749					
5. Soutien à la relève et à la culture scientifique	32 020					
6. Soutien à la recherche industrielle	4 100					
Total	425 715	-	-	-	7 839	320
PROGRAMME 4						
Interventions relatives au Fonds du développement économique						
1. Mandats gouvernementaux et autres programmes	211 467					
2. Programme ESSOR	158 202					
3. Soutien aux projets de commercialisation	139 689					
4. Autres mesures de soutien aux entreprises	12 292					
Total	521 649	-	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à soutenir la recherche et l'innovation dans une perspective de développement scientifique. Plus précisément, ce programme vise à accroître la capacité d'innovation des entreprises et des organisations par la recherche ainsi que la valorisation de ses résultats tout en contribuant au développement d'une main-d'œuvre qualifiée et en favorisant la concertation et la mobilisation des acteurs scientifiques et des milieux socioéconomiques.

	202 668							
	132 019							
	46 674						75	
	32 020							
	4 100							
-	417 481	-	-	-	-	-	75	-

Ce programme est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par Investissement Québec dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie. Le Fonds du développement économique est institué au sein du Ministère et son administration est confiée à Investissement Québec.

81 753		129 714						
80 338		77 864						
5 976		133 713						
6 583		5 708						
174 651	-	346 998	-	-	-	-	-	-

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 5		Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation				
1. Fonds de recherche du Québec – Santé	97 538					
2. Fonds de recherche du Québec – Société et culture	67 406					
3. Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies	69 346					
4. Commission de l'éthique en science et en technologie	769				696	73
Total	235 059	-	-	-	696	73

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Annuels	1 626 884	2 790	654	1 021	51 425	24 029
Permanents	3 319					18
Amortissement des immobilisations						
Dépenses de transfert ne nécessitant pas de crédits						
Variation à la baisse de la dépense						
Variation à la baisse de provisions						
Total	1 630 203	2 790	654	1 021	51 425	24 048

- (1) Cette somme représente des prêts pardonnables accordés à des entreprises. Dans l'année financière antérieure, la comptabilisation d'une avance à cet égard avait nécessité des crédits. Son reclassement en dépenses de transfert n'a donc pas d'incidence budgétaire.
- (2) Cette somme correspond à la variation à la baisse de la dépense relative à la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	51 425		51 425
Fonctionnement	24 048	(22 143)	1 905
Créances douteuses et autres provisions	174 651	(13 028)	161 623
Transfert	1 024 238	25 814	1 050 052
Affectation à un fonds spécial	346 998		346 998
Service de la dette			
Total	1 621 360	(9 357)	1 612 003

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise principalement le financement des fonds subventionnaires dont la mission est de promouvoir et d'appuyer le financement de la recherche, la formation de chercheurs et la diffusion de la connaissance. De plus, il est constitué de l'enveloppe affectée à la Commission de l'éthique en science et en technologie.

	97 538							
	67 406							
	69 346							
-	234 290	-	-	-	-	-	-	-
174 651	1 024 238	346 998					1 077 3 301	
								1 091
								47 095 ⁽¹⁾
								(21 281) ⁽²⁾
								(36 262)
174 651	1 024 238	346 998	-	-	-	4 378		(9 357)

ÉCONOMIE ET INNOVATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et administration				
Annuels	36 588			
Permanents	19			
	36 607	-	-	
Programme 2 – Développement de l'économie				
Annuels	367 365			
Permanents	3 300			
	370 665	-	-	
Programme 3 – Développement de la science, de la recherche et de l'innovation				
Annuels	248 597			
Permanents				
	248 597	-	-	
Programme 4 – Interventions relatives au Fonds du développement économique				
Annuels	579 449			
Permanents				
	579 449	-	-	
Programme 5 – Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation				
Annuels	174 958			
Permanents				
	174 958	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Annuels	1 406 958			
Permanents	3 319			
Total	1 410 277	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(5)				36 583
								19
-	-	-		(5)		-		36 602
				40 512				407 878
								3 300
-	-	-		40 512		-		411 178
				177 118				425 715
-	-	-		177 118		-		425 715
				(57 800)				521 649
-	-	-		(57 800)		-		521 649
				60 101				235 059
-	-	-		60 101		-		235 059
				219 926				1 626 884
								3 319
-	-	-		219 926		-		1 630 203

ÉCONOMIE ET INNOVATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Direction et administration			
Autres		9	
Modification comptable – Paiements de transfert			
	395	9	-
Programme 2 – Développement de l'économie			
Accompagnement des entreprises des régions et vitalisation des milieux		281	
Appui à la relance des centres-villes			
Appui au développement de filières vertes		548	
Appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence		973	
Appui aux producteurs de boissons alcooliques artisanales		9 211	
Déploiement de mesures adaptées à certains secteurs stratégiques			
Développement des chaînes d'approvisionnement locales			
Développement économique local et régional			
Économie sociale		1 595	
Exportation		49	
Fonds d'accélération des collaborations en santé			
Offensive pour la numérisation des entreprises			
Projets mobilisateurs			
Soutien à la mise en place des premières zones d'innovation			100
Soutien à l'entrepreneuriat et aide aux initiatives régionales		10 171	
Soutien au développement économique de la Ville de Montréal		50 000	
Soutien au Plan d'action pour le secteur de la construction			
Soutien aux espaces stratégiques pour les entreprises innovantes			
Autres		76 937	
	372 072	149 765	100
Programme 3 – Développement de la science, de la recherche et de l'innovation			
Appui au développement de filières vertes			
Développement économique local et régional			
Infrastructures de recherche et d'innovation			3 204
Projet ENCQOR			
Soutien à la mise en place des premières zones d'innovation			
Soutien à la recherche industrielle			
Soutien à la relève et à la culture scientifique		5 666	450
Soutien à l'entrepreneuriat technologique		10 685	
Soutien aux organismes de recherche et d'innovation		678	1 637
	417 556	17 029	5 291
Programme 5 – Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			
Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies			
Fonds de recherche du Québec – Santé			25 523
Fonds de recherche du Québec – Société et culture			
	234 290	-	25 523
TOTAL DU PORTEFEUILLE	1 024 312	166 803	30 914

(1) Ce total comprend une somme de 21 281 milliers de dollars correspondant à la variation à la baisse de la dépense relative à la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert (programme 1) ainsi qu'une somme de 47 095 milliers de dollars relative à des prêts pardonnables accordés à des entreprises et n'ayant aucune incidence budgétaire (programme 2).

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Institutions d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	+	Bénéficiaires non ventilés	=	Total 2023	Total 2022
21		9		357								395	400
										(21 281)		(21 281)	15 750
21		9		357		-		-		(21 281)		(20 886) ⁽¹⁾	16 150
574		12 447		5 951								19 252	21 166
													50 000
				8 180								8 728	29 677
378		435		20 921								22 707	18 507
				1 001								10 212	9 345
				1 817								1 817	4 325
				6 039								6 039	28 725
		3 849		9 807								13 656	6 503
		330		5 520								7 445	16 020
		40		3 619								3 709	5 263
				15 000								15 000	13 399
2 500				18 114								20 614	59 552
				2 300								2 300	5 260
				11 547								11 647	5 439
538		937		25 607								37 253	29 319
												50 000	30 000
				5 800				600				6 400	
		40 000										40 000	30 000
				65 074				375				142 386	307 560
3 990		58 038		206 298		-		975		-		419 166 ⁽¹⁾	670 061
				1 961								1 961	5 090
11 340				9 500								20 840	5 040
84 181				22 131				1 664				111 180	112 232
													14 729
4 100				35 316				6 000				45 416	40 092
								4 100				4 100	7 235
3 946		150		21 578		229						32 020	26 244
20 231				15 759								46 674	20 864
25 126		2 050		110 714				15 086				155 291	98 759
148 924		2 200		216 959		229		26 850		-		417 481	330 284
25 845						20 307		23 195				69 346	76 822
18 960						28 440		24 615				97 538	103 500
24 978						18 843		23 586				67 406	73 514
69 782		-		-		67 589		71 395		-		234 290	253 836
222 716		60 247		423 614		67 818		99 220		(21 281)		1 050 052 ⁽¹⁾	1 270 332

ÉCONOMIE ET INNOVATION

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Rémunération		7 754	7 807
Fonctionnement		2 917	2 853
Capital		107 496	129 884
Intérêt		1 986	3 141
Support		929 899	1 126 647
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 024 312</u>	<u>1 050 052</u> ⁽¹⁾	<u>1 270 332</u>

(1) Ce total comprend une somme de 21 281 milliers de dollars correspondant à la variation à la baisse de la dépense relative à la modification d'application de la norme comptable sur les paiements de transfert ainsi qu'une somme de 47 095 milliers de dollars relative à des prêts pardonnables accordés à des entreprises et n'ayant aucune incidence budgétaire.

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Fonctionnement			
Capital		130	
Support		346 869	215 540
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>346 998</u>	<u>346 998</u>	<u>215 540</u>

ÉDUCATION

REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	1	1
Revenus divers	5 913	8 131
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	<u>5 914</u>	<u>8 131</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>215 205</u>	<u>186 464</u>
Total	<u><u>221 119</u></u>	<u><u>194 595</u></u>

ÉDUCATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Administration					
Annuels	2 678 221	2 668 692	9 528		
Permanents	6 430	6 430			
Ne nécessitant pas de crédits		3 446			
	<u>2 684 651</u>	<u>2 678 568</u>	<u>9 528</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien aux organismes					
Annuels	112 628	112 618	2	8	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		6			
	<u>112 628</u>	<u>112 624</u>	<u>2</u>	<u>8</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal					
Annuels	1 492 129	1 492 129			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 492 129</u>	<u>1 492 129</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire					
Annuels	17 209 953	17 209 953			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>17 209 953</u>	<u>17 209 953</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Développement du loisir et du sport					
Annuels	192 663	192 663			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>192 663</u>	<u>192 663</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Régimes de retraite					
Annuels					
Permanents	1 335 231	1 330 880		4 351	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 335 231</u>	<u>1 330 880</u>	<u>-</u>	<u>4 351</u>	<u>-</u>

ÉDUCATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Condition féminine					
Annuels	26 106	26 069	8	30	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		11			
	<u>26 106</u>	<u>26 079</u>	<u>8</u>	<u>30</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>23 053 361</u>	<u>23 042 897</u>	<u>9 539</u>	<u>4 388</u>	<u>-</u>
Annuels	21 711 701	21 702 125	9 539	38	
Permanents	1 341 660	1 337 310		4 351	
Ne nécessitant pas de crédits		3 463			
Total	<u>23 053 361</u>	<u>23 042 897</u>	<u>9 539</u>	<u>4 388</u>	<u>-</u>
Dépenses	23 043 812	23 042 897		4 378	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	11		8	3	
Immobilisations en ressources informationnelles	9 538		9 530	8	
Total	<u>23 053 361</u>	<u>23 042 897</u>	<u>9 539</u>	<u>4 388</u>	<u>-</u>

ÉDUCATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1	Administration					
1. Direction	13 126			6 064	6 770	
Permanents (1)	24				24	
2. Financement, infrastructures et performance	65 913	8		23 264	42 641	
Amortissement des immobilisations						
3. Transformation numérique et ressources informationnelles	93 132		9 520	13 864	69 748	
Amortissement des immobilisations						
4. Soutien aux élèves, pédagogie et services à l'enseignement	82 652			25 001	57 651	
5. Relations du travail, enseignement privé et ressources humaines	10 401			9 155	1 246	
6. Réseau éducatif anglophone, relations interculturelles et Autochtones	5 557			4 157	1 400	
7. Loisir et sport	9 398			4 066	5 192	
8. Prospective, statistiques et politiques	18 232			7 876	8 213	
9. Modification comptable – Paiements de transfert	2 379 809					
Permanents (2)	6 405					
Total	2 684 651	-	8	9 520	93 448	192 886

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère et à soutenir l'action des réseaux de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire en fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement du secteur du loisir et du sport.

292

3 165

281

139

2 143

2 355 052

24 757

6 405

-	2 357 626	31 162	-	-	-	-	3 446
---	-----------	--------	---	---	---	---	-------

ÉDUCATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 2						
	Soutien aux organismes					
1. Institut national des mines	960					
2. Soutien à des partenaires en éducation	47 596					
3. Action communautaire	42 723					
4. Instances régionales de concertation	18 048					
5. Conseil supérieur de l'éducation	3 109			2	2 712	387
Amortissement des immobilisations						
6. Commission consultative de l'enseignement privé	192				180	12
Total	112 628	-	-	2	2 892	399
PROGRAMME 3						
	Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal					
1. Insuffisance fiscale						
2. Uniformisation	1 404 375					
3. Exemption	87 755					
4. Revenus accessoires						
Total	1 492 129	-	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à réaliser des activités de coordination des différents acteurs du secteur minier, à estimer les besoins de formation et à accroître la diversification de l'offre de formation dans le secteur des mines. Il assure aussi le fonctionnement du Conseil supérieur de l'éducation et de la Commission consultative de l'enseignement privé. Enfin, ce programme vise à assurer un soutien financier aux organismes communautaires et partenaires des réseaux de l'éducation.

	960							
	47 596							
	42 723							
	18 048							
							8	
								6
-	109 327	-	-	-	-	8	6	

Ce programme vise à financer les différentes composantes de la subvention d'équilibre fiscal, soit l'insuffisance fiscale, l'uniformisation, l'exemption de base et les pertes de revenus accessoires à la taxe scolaire.

	1 404 375							
	87 755							
-	1 492 129	-	-	-	-	-	-	

ÉDUCATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4						
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire						
1. Centres de services scolaires et commissions scolaires	11 073 971					
2. Centre de services scolaire et commissions scolaires à statut particulier	553 982					
3. Service de la dette des centres de services scolaires et des commissions scolaires	1 474 811					
4. Enseignement privé	628 775					
5. Aide au transport scolaire	526 587					
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour les besoins en éducation préscolaire et en enseignement primaire et secondaire						
7. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations						
8. Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	2 951 828					
Total	17 209 953	-	-	-	-	-
PROGRAMME 5						
Développement du loisir et du sport						
1. Développement du loisir et du sport	150 963					
2. Infrastructures de loisirs et de sports	41 700					
Total	192 663	-	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves, jeunes et adultes, les services éducatifs d'éducation préscolaire et d'enseignement primaire et secondaire incluant la formation professionnelle, l'éducation des adultes, les services de garde en milieu scolaire et les services de transport scolaire en fournissant les ressources financières aux centres de services scolaires, aux commissions scolaires et aux établissements d'enseignement privés agréés aux fins de subvention.

11 073 971							
553 982							
1 474 811							
628 775							
526 587							
2 951 828							
-	17 209 953	-	-	-	-	-	-

Ce programme vise à favoriser les activités de loisir, de sport et de plein air et à promouvoir la pratique régulière d'activités physiques par un soutien aux organismes du milieu et à des groupes particuliers. Il porte également sur l'action bénévole ainsi que sur la sécurité et la protection de l'intégrité des personnes dans la pratique d'activités récréatives et sportives.

150 963							
		41 700					
-	150 963	41 700	-	-	-	-	-

ÉDUCATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 6 Régimes de retraite						
1. Régime de retraite des enseignants						
Permanents (1)	122 757					
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics						
Permanents (2)	1 080 944					
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement						
Permanents (3)	131 531					
Total	1 335 231	-	-	-	-	-
(1) Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11).						
(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).						
(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).						
PROGRAMME 7 Condition féminine						
1. Conseil du statut de la femme						
Amortissement des immobilisations	3 415			8	2 438	942
2. Secrétariat à la condition féminine						
	22 691				2 968	2 686
Total	26 106	-	-	8	5 406	3 629

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme regroupe le régime de retraite des enseignants, le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et le régime de retraite du personnel d'encadrement applicables au personnel des réseaux.

	122 757							
	1 080 944							
	127 180						4 351	
-	1 330 880	-	-	-	-	-	4 351	-

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination, en collaboration avec les ministères et les organismes concernés, des actions gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

						27		11
	17 034					3		
-	17 034	-	-	-	-	30		11

ÉDUCATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Annuels	21 711 701		8	9 530	101 746	196 890
Permanents	1 341 660					24
Amortissement des immobilisations						
Total	23 053 361	-	8	9 530	101 746	196 914
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES						
				DÉPENSES		
				Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération				101 746		101 746
Fonctionnement				196 914	3 463	200 377
Créances douteuses et autres provisions						
Transfert				22 667 912		22 667 912
Affectation à un fonds spécial				72 862		72 862
Service de la dette						
Total				23 039 434	3 463	23 042 897

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	21 337 032	66 457					38	
	1 330 880	6 405					4 351	
								3 463
-	22 667 912	72 862	-		-	-	4 388	3 463

ÉDUCATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX			+
		Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Administration					
Annuels	221 129				
Permanents	19				
	<u>221 148</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		
Programme 2 – Soutien aux organismes					
Annuels	87 132				
Permanents					
	<u>87 132</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		
Programme 3 – Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal					
Annuels	1 528 559				
Permanents					
	<u>1 528 559</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		
Programme 4 – Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire					
Annuels	13 461 278				
Permanents					
	<u>13 461 278</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		
Programme 5 – Développement du loisir et du sport					
Annuels	165 838				
Permanents					
	<u>165 838</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		
Programme 6 – Régimes de retraite					
Annuels					
Permanents	1 227 478				
	<u>1 227 478</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		
Programme 7 – Condition féminine					
Annuels	22 505				
Permanents					
	<u>22 505</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Annuels	15 486 441				
Permanents	1 227 497				
Total	<u>16 713 938</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				2 457 092				2 678 221
						6 410		6 430
-	-	-		2 457 092		6 410		2 684 651
				25 496				112 628
-	-	-		25 496		-		112 628
				(36 430)				1 492 129
-	-	-		(36 430)		-		1 492 129
		2 951 828		796 847				17 209 953
-	-	2 951 828		796 847		-		17 209 953
				26 825				192 663
-	-	-		26 825		-		192 663
						107 753		1 335 231
-	-	-		-		107 753		1 335 231
				3 602				26 106
-	-	-		3 602		-		26 106
		2 951 828		3 273 433				21 711 701
-	-					114 163		1 341 660
-	-	2 951 828		3 273 433		114 163		23 053 361

ÉDUCATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Administration			
Autres			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	<u>2 357 626</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Soutien aux organismes			
Institut national des mines			
Programme d'action communautaire			
Autres		30	
	<u>109 327</u>	<u>30</u>	<u>-</u>
Programme 3 – Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal			
Exemption			
Uniformisation			
	<u>1 492 129</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 – Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Comités patronaux de négociation			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public			
Enseignement privé			
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations			
Programme d'aide financière pour la rétention des conducteurs d'autobus scolaire			
Service de la dette des centres de services scolaires et des commissions scolaires			
Transport scolaire			
	<u>17 209 953</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 – Développement du loisir et du sport			
Équipe Québec			
Infrastructures de loisirs et de sports			
Promotion de l'activité physique		4 359	
Promotion du loisir			87
Promotion du sport			
Soutien aux organismes multidisciplinaires			
Autres			
	<u>150 963</u>	<u>4 359</u>	<u>87</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Institutions d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	+	Bénéficiaires non ventilés	=	Total 2023	Total 2022
114		11		723		1 726						2 574	2 484
										2 355 052		2 355 052	2 049 084
114		11		723		1 726		-		2 355 052		2 357 626	2 051 568
								960				960	960
				42 723								42 723	37 623
1 095				64 419				100				65 644	72 297
1 095		-		107 143		-		1 060		-		109 327	110 879
87 755												87 755	83 775
1 404 375												1 404 375	1 408 534
1 492 129		-		-		-		-		-		1 492 129	1 492 309
				14 502								14 502	
11 613 451												11 613 451	10 882 655
628 775												628 775	640 403
2 951 828												2 951 828	
						31 098						31 098	18 471
1 474 811												1 474 811	1 148 790
495 489												495 489	374 831
17 164 354		-		14 502		31 098		-		-		17 209 953	13 065 151
						4 514						4 514	4 426
													140
				2 554								6 913	8 276
464				19 009								19 559	27 573
				46 588								46 588	40 627
				66 875								66 875	50 292
				6 512								6 512	3 094
464		-		141 539		4 514		-		-		150 963	134 429

ÉDUCATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 6 – Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics			
Régime de retraite des enseignants			
Régime de retraite du personnel d'encadrement			
	1 335 231	-	-
Programme 7 – Condition féminine			
Programme de soutien financier à des initiatives en matière de violence conjugale			
Programme de soutien financier à des initiatives en matière de violences sexuelles			
Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes			
Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en milieux autochtones			
Autres			
	17 034	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	22 672 263	4 389	87

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2023</u>	<u>Total 2022</u>
1 080 944						1 080 944	907 077
122 757						122 757	107 841
127 180						127 180	121 119
<u>1 330 880</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 330 880</u>	<u>1 136 038</u>
		2 834				2 834	2 996
		1 057				1 057	2 158
	20	9 339				9 359	4 370
		3 719				3 719	4 810
		65				65	361
<u>-</u>	<u>20</u>	<u>17 014</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>17 034</u>	<u>14 696</u>
<u>19 989 035</u>	<u>31</u>	<u>280 920</u>	<u>37 338</u>	<u>1 060</u>	<u>2 355 052</u>	<u>22 667 912</u>	<u>18 005 070</u>

ÉDUCATION**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Rémunération		12 991 959	12 121 299
Fonctionnement		4 734 154	1 632 151
Capital		3 479 171	2 981 356
Intérêt		477 804	313 149
Support		984 824	957 115
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>22 672 263</u>	<u>22 667 912</u>	<u>18 005 070</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Capital		72 862	166 174
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>72 862</u>	<u>72 862</u>	<u>166 174</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	1 347	1 323
Revenus divers	10 912	4 400
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	<u>12 259</u>	<u>5 723</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Total	<u>12 259</u>	<u>5 723</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gestion des ressources naturelles					
Annuels	220 265	216 036	4 229		
Permanents	10 503	10 503			
Ne nécessitant pas de crédits		1 876			
	<u>230 768</u>	<u>228 415</u>	<u>4 229</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>230 768</u>	<u>228 415</u>	<u>4 229</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Annuels	220 265	216 036	4 229		
Permanents	10 503	10 503			
Ne nécessitant pas de crédits		1 876			
Total	<u>230 768</u>	<u>228 415</u>	<u>4 229</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	226 539	228 415			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	437		437		
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>3 792</u>		<u>3 792</u>		
Total	<u>230 768</u>	<u>228 415</u>	<u>4 229</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1	Gestion des ressources naturelles					
1. Direction et administration	8 852				5 710	1 285
Permanents (1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
2. Services partagés au ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles et au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	38 179		17	3 792	23 047	11 323
Amortissement des immobilisations						
3. Innovation et transition énergétiques	137 410				3 571	555
Permanents (2)	77					
Amortissement des immobilisations						
4. Ressources minérales	24 160		420		3 507	1 767
Amortissement des immobilisations						
5. Modification comptable – Paiements de transfert	11 664					
Permanents (3)	10 416					
Total	230 768	-	437	3 792	35 835	14 941

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(3) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
								62
								1 784
77	13 047	120 237						10
		18 465						20
	11 664							
	10 416							
77	36 984	138 702	-		-	-	-	1 876

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Annuels	220 265		437	3 792	35 835
Permanents	10 503				10
Amortissement des immobilisations					
Total	230 768	-	437	3 792	35 835
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES					
	DÉPENSES				
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total		
Rémunération	35 835		35 835		
Fonctionnement	14 941	1 876	16 817		
Créances douteuses et autres provisions	77		77		
Transfert	36 984		36 984		
Affectation à un fonds spécial	138 702		138 702		
Service de la dette					
Total	226 539	1 876	228 415		

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	26 568	138 702						
77	10 416							1 876
77	36 984	138 702	-		-	-	-	1 876

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Annuels et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 – Gestion des ressources naturelles				
Annuels	108 319			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>108 329</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Annuels	108 319			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>108 329</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				111 946				220 265
						10 493		10 503
-	-	-		111 946		10 493		230 768

				111 946				220 265
						10 493		10 503
-	-	-		111 946		10 493		230 768

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé	Établissements de santé et de services sociaux
		+	+
Programme 1 – Gestion des ressources naturelles			
Enfouissement des fils électriques			
Extension du réseau triphasé			
Logistique de transport pour le gaz naturel liquéfié			
Prolongement du réseau de distribution de gaz naturel			
Soutien au raccordement et à la production de gaz naturel renouvelable		4 271	
Transition énergétique des réseaux autonomes		4 895	
Autres		1 160	
Modification comptable – Paiements de transfert			
	36 984	10 326	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	36 984	10 326	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u>	<u>Municipalités</u>	<u>Organismes à but non lucratif</u>	<u>Personnes</u>	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u>	<u>Bénéficiaires non ventilés</u>	<u>Total 2023</u>	<u>Total 2022</u>
	1 496					1 496	1 603
							3 126
							13 959
							8 180
						4 271	10 364
						4 895	10 000
241	4	1 409		1 428		4 241	9 664
					22 080	22 080	(1 493)
<u>241</u>	<u>1 500</u>	<u>1 409</u>	<u>-</u>	<u>1 428</u>	<u>22 080</u>	<u>36 984</u>	<u>55 403</u>
<u>241</u>	<u>1 500</u>	<u>1 409</u>	<u>-</u>	<u>1 428</u>	<u>22 080</u>	<u>36 984</u>	<u>55 403</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Capital		23 707	3 162
Intérêt		294	112
Support		12 983	52 129
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>36 984</u>	<u>36 984</u>	<u>55 403</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Rémunération		10 833	5 473
Fonctionnement		1 799	11 124
Support		126 071	28 459
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>138 702</u>	<u>138 702</u>	<u>45 056</u>

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis		
Revenus divers	26 122	31 993
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	<u>26 123</u>	<u>31 993</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Total	<u>26 123</u>	<u>31 993</u>

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Administration					
Annuels	379 089	376 795	2 264	30	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		1 040			
	<u>379 099</u>	<u>377 844</u>	<u>2 264</u>	<u>30</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien aux organismes					
Annuels	77 876	77 869	8		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		7			
	<u>77 876</u>	<u>77 876</u>	<u>8</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Aide financière aux études et bourses incitatives					
Annuels	1 130 315	903 131	91 283	135 901	
Permanents	13 159	13 159			
Ne nécessitant pas de crédits		(39 152)			
	<u>1 143 473</u>	<u>877 138</u>	<u>91 283</u>	<u>135 901</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Enseignement supérieur					
Annuels	7 445 799	7 445 701		98	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>7 445 799</u>	<u>7 445 701</u>	<u>-</u>	<u>98</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Régimes de retraite					
Annuels					
Permanents	210 924	209 089		1 836	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>210 924</u>	<u>209 089</u>	<u>-</u>	<u>1 836</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>9 257 172</u>	<u>8 987 648</u>	<u>93 554</u>	<u>137 864</u>	<u>-</u>
Annuels	9 033 079	8 803 496	93 554	136 029	
Permanents	224 093	222 257		1 836	
Ne nécessitant pas de crédits		(38 105)			
Total	<u>9 257 172</u>	<u>8 987 648</u>	<u>93 554</u>	<u>137 864</u>	<u>-</u>
Dépenses	9 116 305	8 987 648		90 552	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	138 595		91 283	47 312	
Immobilisations tangibles					
Immobilisations en ressources informationnelles	2 272		2 272		
Total	<u>9 257 172</u>	<u>8 987 648</u>	<u>93 554</u>	<u>137 864</u>	<u>-</u>

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1	Administration					
1. Direction	4 472				2 530	1 694
Permanents (1)	10					10
2. Performance, financement, interventions régionales et soutien à la gestion	30 652				18 562	5 862
3. Développement et soutien des réseaux	34 033				12 071	21 962
4. Accessibilité aux études, infrastructures et ressources informationnelles Amortissement des immobilisations	25 473			2 264	20 057	3 151
5. Modification comptable – Paiements de transfert	284 460					
Total	379 099	-	-	2 264	53 220	32 678
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 2	Soutien aux organismes					
1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	36 301					
2. Soutien à des partenaires en enseignement supérieur	39 302					
3. Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études	61				60	1
4. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial Amortissement des immobilisations	2 212			8	1 987	217
Total	77 876	-	-	8	2 047	219

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère et à soutenir l'action des réseaux de l'enseignement supérieur en fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement de l'aide financière aux études.

	248							
	6 199			30				
								1 040
	284 460							
-	290 906	-	-	30	-	-		1 040

Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. De plus, il soutient le fonctionnement des organismes de consultation relevant de la ministre ainsi que le fonctionnement ou les projets des divers partenaires œuvrant en enseignement supérieur.

	36 301							
	39 302							
								7
-	75 604	-	-	-	-	-		7

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3	Aide financière aux études et bourses incitatives				
1. Bourses consécutives aux prêts	582 657				
2. Intérêts et remboursements aux banques	356 634	91 283			
Permanents (1)	13 159				
Variation à la baisse de provisions					
3. Autres bourses	23 485				
4. Bourses incitatives	167 539				
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour les besoins à l'aide financière aux études et aux bourses incitatives					
Total	1 143 473	91 283	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

PROGRAMME 4 Enseignement supérieur

1. Cégeps	2 446 810					
2. Universités	3 920 351					
3. Enseignement privé au collégial	151 835					
4. Service de la dette des cégeps	314 195					
5. Service de la dette des universités	482 180					
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour les besoins en enseignement supérieur	98					
7. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations						
8. Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	130 329					
Total	7 445 799	-	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études secondaires en formation professionnelle et aux études postsecondaires à temps plein ou à temps partiel. Il fournit un soutien financier aux personnes dont les ressources financières sont jugées insuffisantes. Ce programme offre également des bourses incitatives aux étudiantes et aux étudiants dans des domaines ciblés.

	559 051						23 606	
	203 006						62 346	
13 159								(39 152)
	15 664						7 820	
	125 410						42 129	
13 159	903 131	-	-	-	-	135 901	(39 152)	

Ce programme vise à rendre accessibles les services d'enseignement aux étudiantes et aux étudiants des collèges et des universités, en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

	2 446 810							
	3 895 351	25 000						
	151 835							
	314 195							
	482 180							
							98	
	130 329							
-	7 420 701	25 000	-	-	-	98	-	

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 5		Régimes de retraite				
1. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics						
Permanents (1)	187 237					
2. Régime de retraite du personnel d'encadrement						
Permanents (2)	23 687					
Total	210 924	-	-	-	-	-

(1) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(2) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Annuels	9 033 079	91 283		2 272	55 267	32 887
Permanents	224 093					10
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	9 257 172	91 283	-	2 272	55 267	32 897

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	55 267		55 267
Fonctionnement	32 897	1 047	33 944
Créances douteuses et autres provisions	13 159	(39 152)	(25 993)
Transfert	8 899 431		8 899 431
Affectation à un fonds spécial	25 000		25 000
Service de la dette			
Total	9 025 753	(38 105)	8 987 648

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme regroupe le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et le régime de retraite du personnel d'encadrement applicable au personnel des réseaux.

187 237								
	21 852					1 836		
-	209 089	-	-	-	-	1 836	-	
13 159								
	8 690 342	25 000		30		135 999		
	209 089					1 836		
							1 047	
							(39 152)	
13 159	8 899 431	25 000	-	30	-	137 834	(38 105)	

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Administration				
Annuels	96 159			
Permanents	10			
	96 169	-	-	
Programme 2 – Soutien aux organismes				
Annuels	45 108			
Permanents				
	45 108	-	-	
Programme 3 – Aide financière aux études et bourses incitatives				
Annuels	1 249 983			
Permanents	6 000			
	1 255 983	-	-	
Programme 4 – Enseignement supérieur				
Annuels	7 156 769			
Permanents				
	7 156 769	-	-	
Programme 5 – Régimes de retraite				
Annuels				
Permanents	210 729			
	210 729	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Annuels	8 548 020			
Permanents	216 739			
Total	8 764 759	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				282 930				379 089
								10
-	-	-		282 930		-		379 099
				32 768				77 876
-	-	-		32 768		-		77 876
				(119 669)		7 159		1 130 315
-	-	-		(119 669)		7 159		13 159
								1 143 473
		130 329		158 700				7 445 799
-	-	130 329		158 700		-		7 445 799
						195		210 924
-	-	-		-		195		210 924
		130 329		354 730		7 354		9 033 079
-	-	130 329		354 730		7 354		224 093
								9 257 172

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Administration			
Autres			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	290 936	-	-
Programme 2 – Soutien aux organismes			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		50	
Autres		50	-
	75 604		
Programme 3 – Aide financière aux études et bourses incitatives			
Bourses consécutives aux prêts			
Intérêts et remboursements aux banques			
Autres			
	991 720	-	-
Programme 4 – Enseignement supérieur			
Cégeps			
Enseignement privé au collégial			
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations			
Variation de provisions			
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations			
Service de la dette des cégeps			
Service de la dette des universités			
Universités			
	7 420 799	-	-
Programme 5 – Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics			
Régime de retraite du personnel d'encadrement			
	210 924	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	8 989 982	50	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Institutions d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	+	Bénéficiaires non ventilés	=	Total 2023	Total 2022
100				589		5 758						6 446	5 640
										284 460		284 460	184 395
100		-		589		5 758		-		284 460		290 906	190 035
								36 301				36 301	33 957
1 278				37 974								39 302	10 589
1 278		-		37 974		-		36 301		-		75 604	44 545
						559 051						559 051	566 690
						203 006						203 006	112 136
						141 074						141 074	102 568
-		-		-		903 131		-		-		903 131	781 395
2 442 150				4 660								2 446 810	2 276 771
151 835												151 835	133 849
													(17 568)
130 329												130 329	
314 195												314 195	284 885
482 180												482 180	455 422
3 895 351												3 895 351	3 567 987
7 416 041		-		4 660		-		-		-		7 420 701	6 701 346
187 237												187 237	172 773
21 852												21 852	21 084
209 089		-		-		-		-		-		209 089	193 857
7 626 508		-		43 223		908 889		36 301		284 460		8 899 431	7 911 178

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Rémunération		3 386 438	3 148 164
Fonctionnement		613 692	439 924
Capital		913 238	760 256
Intérêt		202 202	182 021
Support		3 783 859	3 380 813
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>8 989 982</u>	<u>8 899 431</u>	<u>7 911 178</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Support		25 000	25 000
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis		
Revenus divers	49 768	4 547
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	<u>49 768</u>	<u>4 547</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Total	<u>49 768</u>	<u>4 547</u>

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Protection de l'environnement					
Annuels	421 736	315 534	28 780	77 422	
Permanents	35	10		24	
Ne nécessitant pas de crédits		15 495			
	<u>421 771</u>	<u>331 040</u>	<u>28 780</u>	<u>77 446</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement					
Annuels	8 318	5 496	104	2 718	
Permanents		169			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>8 318</u>	<u>5 665</u>	<u>104</u>	<u>2 718</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>430 089</u>	<u>336 706</u>	<u>28 884</u>	<u>80 164</u>	<u>-</u>
Annuels	430 055	321 030	28 884	80 140	
Permanents	35	10		24	
Ne nécessitant pas de crédits		15 665			
Total	<u>430 089</u>	<u>336 706</u>	<u>28 884</u>	<u>80 164</u>	<u>-</u>
Dépenses	380 708	336 706		59 667	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	10		4	6	
Immobilisations tangibles	38 242		18 534	19 708	
Immobilisations en ressources informationnelles	11 130		10 346	784	
Total	<u>430 089</u>	<u>336 706</u>	<u>28 884</u>	<u>80 164</u>	<u>-</u>

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1	Protection de l'environnement					
1. Direction du Ministère	86 260			3 579	25 192	
Permanents (1)	10				10	
2. Services à la gestion	72 426		2 137	10 242	29 324	27 256
Permanents (2)	25					
Amortissement des immobilisations						
3. Évaluations et autorisations environnementales	52 346			36 962		966
4. Contrôle environnemental et sécurité des barrages	22 651		45	19 011		1 841
5. Expertise et politiques de l'eau et de l'air	55 865	1	2 878	23 567		12 513
6. Gestion des barrages	36 608	3	13 201	4 966		5 082
7. Développement durable et qualité de l'environnement	95 580		272	17 510		6 513
Total	421 771	4	18 534	10 242	134 919	79 372

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

PROGRAMME 2 Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	8 318			104	4 714	782
Amortissement des immobilisations						
Total	8 318	-	-	104	4 714	782

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention ou la réduction de la contamination de l'eau, de l'atmosphère et du sol, la restauration des sites contaminés, la protection des écosystèmes et des ressources, le développement du réseau d'aires protégées, ainsi que la réalisation d'activités de contrôle et d'analyses environnementales. Ce programme vise aussi à assurer l'exploitation sécuritaire et la pérennité des barrages publics sous l'autorité du Ministère ainsi que la gestion foncière du domaine hydrique de l'État et la sécurité des barrages du Québec.

	543			56 947				
	6						3 461	
1							24	
								15 495
	1 318	13 100						
	1 359						395	
	15 664						1 242	
							13 356	
	69 263						2 022	
1	88 153	13 100	-	56 947	-	20 499		15 495

Ce programme vise à assurer la tenue de séances de consultation et d'information de la population prévues dans le processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement et la tenue d'enquêtes et de consultations sur toute question relative à l'environnement.

				1 658		1 060	
							169
-	-	-	-	1 658	-	1 060	169

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Annuels	430 055	4	18 534	10 346	139 633	80 144
Permanents	35					10
Amortissement des immobilisations						
Total	430 089	4	18 534	10 346	139 633	80 154

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	139 633		139 633
Fonctionnement	80 154	15 665	95 819
Créances douteuses et autres provisions	1		1
Transfert	88 153		88 153
Affectation à un fonds spécial	13 100		13 100
Service de la dette			
Total	321 041	15 665	336 706

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
1	88 153	13 100			58 604		21 535 24	15 665
1	88 153	13 100	-		58 604	-	21 560	15 665

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Protection de l'environnement				
Annuels	421 300			
Permanents	35			
	421 335	-	-	
Programme 2 – Bureau d'audiences publiques sur l'environnement				
Annuels	8 318			
Permanents				
	8 318	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Annuels	429 619			
Permanents	35			
Total	429 653	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(–)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				436				421 736
								35
-	-	-		436		-		421 771
								8 318
-	-	-		-		-		8 318
				436				430 055
								35
-	-	-		436		-		430 089

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Protection de l'environnement			
Aide à la conservation du lac Saint-Pierre			
Amélioration de la protection des sources d'eau potable		33	
Améliorer la gestion des matières résiduelles		12 635	
Assainissement de l'air			
Musée de la Biosphère			
Programme ClimatSol			
Programme ClimatSol-Plus			
Programme d'aide financière à la mise aux normes de barrages municipaux			
Programme de partenariat pour les milieux naturels			
Programme de réhabilitation des terrains contaminés			
Programme d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent			
Programme pour la mise en œuvre de plans directeurs de l'eau			
Programme pour soutenir la responsabilité élargie des producteurs		12 400	
Soutien à la lutte aux plantes exotiques envahissantes			
Soutien à la mission des organismes environnementaux			
Soutien aux conseils régionaux en environnement			
Soutien aux organismes de bassin versant			
Autres			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	88 153	25 068	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	88 153	25 068	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2023</u>	<u>Total 2022</u>
750						750	2 865
	705	1 722				2 460	6 570
	9 619	1 950		2 066		26 271	38 521
	3 300					3 300	3 300
		3 000				3 000	3 000
	553					553	3 125
							2 559
	1 359					1 359	1 293
	280	22 510				22 790	24 380
	505					505	3 814
		298				298	
		781				781	1 119
						12 400	11 900
				1 950		1 950	1 250
							444
		8 750				8 750	7 100
		2 666		225		2 987	15 000
3	93						1 456
							34 034
<u>753</u>	<u>16 414</u>	<u>41 677</u>	<u>-</u>	<u>4 241</u>	<u>-</u>	<u>88 153</u>	<u>161 729</u>
<u>753</u>	<u>16 414</u>	<u>41 677</u>	<u>-</u>	<u>4 241</u>	<u>-</u>	<u>88 153</u>	<u>161 729</u>

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Capital		466	39 479
Intérêt		607	1 128
Support		87 080	121 122
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>88 153</u>	<u>88 153</u>	<u>161 729</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Rémunération		264	
Fonctionnement		39	
Support		12 797	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>70 047</u>	<u>13 100</u>	<u>-</u>

FAMILLE**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	23 348	22 130
Revenus divers	2 859	1 830
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	<u>26 207</u>	<u>23 960</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Total	<u>26 207</u>	<u>23 960</u>

FAMILLE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Planification, recherche et administration					
Annuels	196 843	193 797	3 047		
Permanents	110	109			
Ne nécessitant pas de crédits		2 906			
	<u>196 953</u>	<u>196 811</u>	<u>3 047</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide à la famille					
Annuels	150 536	139 045		11 491	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(119)			
	<u>150 536</u>	<u>138 926</u>	<u>-</u>	<u>11 491</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Services de garde					
Annuels	3 186 653	3 069 194		117 459	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>3 186 653</u>	<u>3 069 194</u>	<u>-</u>	<u>117 459</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Curateur public					
Annuels	78 608	70 962	7 646		
Permanents	22 475	22 404		71	
Ne nécessitant pas de crédits		7 678			
	<u>101 083</u>	<u>101 045</u>	<u>7 646</u>	<u>71</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>3 635 225</u>	<u>3 505 976</u>	<u>10 692</u>	<u>129 022</u>	<u>-</u>
Annuels	3 612 640	3 472 997	10 692	128 950	
Permanents	22 585	22 513		71	
Ne nécessitant pas de crédits		10 465			
Total	<u>3 635 225</u>	<u>3 505 976</u>	<u>10 692</u>	<u>129 022</u>	<u>-</u>
Dépenses	3 624 532	3 505 976		129 022	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	959		959		
Immobilisations en ressources informationnelles	9 733		9 733		
Total	<u>3 635 225</u>	<u>3 505 976</u>	<u>10 692</u>	<u>129 022</u>	<u>-</u>

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Planification, recherche et administration						
1. Direction et administration	32 691		867	2 180	13 291	16 203
Permanents (1)	10					9
Permanents (2)	100					
Amortissement des immobilisations						
2. Planification, politique et recherche	39 164				37 303	1 861
3. Modification comptable – Paiements de transfert	124 988					
Total	196 953	-	867	2 180	50 594	18 074
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).						
PROGRAMME 2						
Mesures d'aide à la famille						
1. Soutien financier lié aux services à la famille	59 948					6 204
Variation à la baisse de provisions						
2. Administration de l'Allocation famille	41 148					39 760
3. Soutien financier aux organismes communautaires	49 440					
Total	150 536	-	-	-	-	45 964

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la réalisation de recherches ainsi que l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement et au mieux-être des familles et des enfants, en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, à diriger et à coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes du Ministère.

	150							
100								2 906
		124 988						
100	150	124 988	-	-	-	-	-	2 906

Ce programme a pour but d'accorder à des organismes communautaires œuvrant auprès des familles le financement en lien avec leur mission. Aussi, il soutient financièrement des organismes communautaires offrant des activités de haltes-garderies. Il assure le soutien aux municipalités et aux municipalités régionales de comté qui désirent mettre en place des politiques familiales municipales. Il concerne également la coordination de la mise en œuvre et du suivi des engagements pris relativement à la lutte contre l'intimidation ainsi que ceux pris pour renforcer les services à la petite enfance. Enfin, le programme finance l'administration de l'Allocation famille, le Programme de soutien financier aux services de surveillance d'élèves handicapés âgés de 12 à 21 ans ainsi que le développement du réseau de centres de pédiatrie sociale en communauté.

	43 641					10 103		(119)
						1 388		
	49 440							
-	93 081	-	-	-	-	11 491	(119)	

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3	Services de garde					
1. Entente avec le Gouvernement de la nation crie	22 688					
2. Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	44 032					
3. Régime de retraite à l'intention d'employés œuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	102 809					
4. Régime d'assurance collective	53 235					
5. Soutien financier aux centres de la petite enfance	1 537 422					
6. Soutien financier aux garderies	712 756					
7. Soutien financier aux bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial et aux personnes responsables d'un service de garde en milieu familial	613 819					
8. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour le financement des services de garde	99 892					
Total	3 186 653	-	-	-	-	-

PROGRAMME 4 Curateur public						
1. Direction et administration du Curateur public	19 689		92		13 512	6 084
Permanents (1)	100					
Permanents (2)	6 510				2 837	3 673
Amortissement des immobilisations						
2. Mesures de protection	58 919			7 553	37 436	13 929
Permanents (2)	15 865				15 578	287
Total	101 083	-	92	7 553	69 364	23 974

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur le Curateur public (RLRQ, chapitre C-81).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour but de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) de qualité. Il procure les ressources nécessaires au financement des dépenses de fonctionnement des centres de la petite enfance (CPE), des garderies subventionnées et des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (BC), ainsi que les subventions aux personnes responsables d'un service de garde en milieu familial. Il finance aussi les infrastructures des CPE et les régimes de retraite et d'assurance collective à l'intention du personnel des CPE, des BC et des garderies subventionnées. Ce programme englobe également le transfert budgétaire au Gouvernement de la nation crie, en vertu de l'entente de délégation de l'exercice de certains pouvoirs en matière de SGEE et autres sujets connexes.

		22 074					615	
		42 696					1 337	
		102 750					59	
		51 478					1 757	
		1 534 851					2 571	
		710 806					1 950	
		604 539					9 280	
							99 892	
-	-	3 069 194	-	-	-	117 459	-	

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes.

29						71		7 678
29	-	-	-	-	-	71	7 678	

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Annuels	3 612 640	959	9 733	101 542	84 042
Permanents	22 585			18 415	3 969
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
Total	3 635 225	-	959	119 957	88 011

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	119 957		119 957
Fonctionnement	88 011	10 584	98 595
Créances douteuses et autres provisions	129	(119)	10
Transfert	93 231		93 231
Affectation à un fonds spécial	3 194 182		3 194 182
Service de la dette			
Total	3 495 511	10 465	3 505 976

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
129	93 231	3 194 182					128 950 71	10 584 (119)
129	93 231	3 194 182	-		-	-	129 022	10 465

FAMILLE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Planification, recherche et administration				
Annuels	75 817			
Permanents	110			
	75 927	-	-	
Programme 2 – Mesures d'aide à la famille				
Annuels	139 287			
Permanents				
	139 287	-	-	
Programme 3 – Services de garde				
Annuels	2 985 355		227 600	
Permanents				
	2 985 355	-	227 600	
Programme 4 – Curateur public				
Annuels	68 867			
Permanents	100			
	68 967	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Annuels	3 269 325		227 600	
Permanents	210			
Total	3 269 535	-	227 600	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				121 026				196 843
								110
-	-	-		121 026		-		196 953
				11 249				150 536
-	-	-		11 249		-		150 536
				(26 302)				3 186 653
-	-	-		(26 302)		-		3 186 653
		22 375		9 741				78 608
-	-	22 375		9 741		-		22 475
								101 083
				115 715				3 612 640
		22 375						22 585
-	-	22 375		115 715		-		3 635 225

FAMILLE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Planification, recherche et administration			
Autres		1	
	150	1	-
Programme 2 – Mesures d'aide à la famille			
Amélioration des services de garde			
Aménagement de locaux temporaires par les municipalités			
Conciliation famille-travail-études		1 183	
Démarrage d'un service de garde en milieu familial		5 424	
Haltes-garderies		31	
Intimidation			
Mesures pour les employés syndiqués des centres de la petite enfance			
Mesures pour les responsables d'un service de garde en milieu familial		2 094	
Organismes communautaires – famille			
Pédiatrie sociale			
Services de garde non subventionnés		411	
Soutien financier à l'action communautaire en milieu autochtone			
Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes			
Surveillance d'élèves handicapés de 12-21 ans			
Travailleurs de proximité auprès des familles			
Autres			
	100 963	9 144	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	101 113	9 145	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2023</u>	<u>Total 2022</u>
1	2	147				150	150
1	2	147	-	-	-	150	150
		473				473	27
	359					359	
80	218	1 819				3 300	2 153
						5 424	2 730
		12 342				12 373	5 932
	37	1 427				1 465	1 540
		1 663				1 663	357
		360				2 454	2 680
		49 440				49 440	38 574
		7 000				7 000	7 000
						411	
	169	339				508	
							1 019
445	12	1 494				1 951	1 646
		2 750				2 750	
189	867	2 451	3			3 510	8 654
714	1 663	81 557	3	-	-	93 081	72 311
715	1 665	81 703	3	-	-	93 231	72 461

FAMILLE**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Support		93 231	72 461
TOTAL DU PORTEFEUILLE	101 113	93 231	72 461

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Capital		159 365	480 061
Intérêt		13 184	12 271
Support		3 021 633	2 804 937
TOTAL DU PORTEFEUILLE	3 311 641	3 194 182	3 297 269

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Impôt sur le revenu et les biens	9 713 226	9 161 750
Taxes à la consommation		
Droits et permis		
Revenus divers	733 446	265 585
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>5 482 954</u>	<u>4 954 284</u>
Revenus autonomes	<u>15 929 626</u>	<u>14 381 619</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>23 248 329</u>	<u>23 699 916</u>
Total	<u><u>39 177 955</u></u>	<u><u>38 081 534</u></u>

Revenus confiés au ministre du Revenu dont les fonctions sont exercées par le ministre des Finances ⁽¹⁾

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Impôt sur le revenu et les biens	39 279 753	39 567 741
Taxes à la consommation	25 822 427	23 906 322
Droits et permis	55 476	49 982
Revenus divers	<u>899 516</u>	<u>606 435</u>
Total	<u><u>66 057 172</u></u>	<u><u>64 130 480</u></u>

(1) Revenus liés à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre du Revenu. L'administration de ces revenus est assurée par l'Agence du revenu du Québec.

FINANCES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Annuels	38 603	37 483	1 120		
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		(201)			
	<u>38 613</u>	<u>37 291</u>	<u>1 120</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière					
Annuels	66 552	66 520	31		
Permanents		39			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>66 552</u>	<u>66 559</u>	<u>31</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits					
Annuels	27 480	22 735		4 745	
Permanents	13 061	13 061			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>40 541</u>	<u>35 795</u>	<u>-</u>	<u>4 745</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Service de la dette					
Annuels					
Permanents	7 326 047	7 326 047			
Ne nécessitant pas de crédits		(59 510)			
	<u>7 326 047</u>	<u>7 266 537</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>7 471 752</u>	<u>7 406 182</u>	<u>1 151</u>	<u>4 746</u>	<u>-</u>
Annuels	132 635	126 738	1 151	4 746	
Permanents	7 339 117	7 339 117			
Ne nécessitant pas de crédits		(59 672)			
Total	<u>7 471 752</u>	<u>7 406 182</u>	<u>1 151</u>	<u>4 746</u>	<u>-</u>
Dépenses	7 470 601	7 406 182		4 746	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	20		19		
Immobilisations en ressources informationnelles	1 132		1 132		
Total	<u>7 471 752</u>	<u>7 406 182</u>	<u>1 151</u>	<u>4 746</u>	<u>-</u>

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Direction et administration						
1. Direction et administration	38 603		19	1 101	18 412	18 771
Permanents (1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	38 613	-	19	1 101	18 412	18 781
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 2						
Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière						
1. Politiques budgétaires, fiscales, économiques et encadrement du secteur financier	20 556				19 830	726
2. Financement, gestion de la dette et opérations financières	6 255			31	6 217	6
3. Soutien aux affaires fiscales, financières et économiques et à la recherche	26 722					7 040
4. Contrôleur des finances	13 018				12 942	76
Amortissement des immobilisations						
Total	66 552	-	-	31	38 990	7 849

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion.

								899
								(1 100)
-	300	-	-	-	-	-	-	(201)

Ce programme vise à conseiller le gouvernement dans l'élaboration de ses politiques en matière économique, fiscale, budgétaire et financière, et à assurer le financement, la gestion de la dette, les opérations financières ainsi que les activités comptables.

	19 082	600						39
-	19 082	600	-	-	-	-	-	39

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3	Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits					
1. Contribution à l'Institut de la statistique du Québec	22 735					
2. Frais de services bancaires						
Permanents (1)	13 061					13 061
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus et les fraudes envers l'État	4 569					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour moderniser les systèmes d'information dans le secteur de la santé	177					
Total	40 541	-	-	-	-	13 061

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
							4 569	
							177	
-	22 735	-	-		-	-	4 745	-

Ce programme vise à financer l'Institut de la statistique du Québec, les frais de services bancaires, des initiatives concernant la perception des revenus et les fraudes envers l'État ainsi que la modernisation des systèmes d'information dans le secteur de la santé.

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 4		Service de la dette				
1. Service de la dette directe						
Permanents (1)	6 836 728					
2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite						
Permanents (2)	489 319					
3. Intérêts sur le régime de rentes de survivants						
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette						
4. Intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés						
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette						
Total	7 326 047	-	-	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16), Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(3) Le service de la dette directe est constitué des dépenses d'intérêts sur la dette, ajustées des résultats nets découlant des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés, des pertes nettes et des gains nets provenant des fonds d'amortissement afférents à des emprunts ainsi que des revenus sur les équivalents de trésorerie et sur certains placements.

(4) Les dépenses d'intérêts sur le compte des régimes de retraite, sur le régime de rentes de survivants ainsi que sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés sont réduites des revenus de placement du Fonds d'amortissement des régimes de retraite, des fonds particuliers des régimes et des fonds des autres avantages sociaux.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à financer les dépenses gouvernementales relatives aux intérêts sur la dette directe, sur le compte des régimes de retraite, sur le régime de rentes de survivants et sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés.

				6 836 728 ⁽³⁾				
				489 319 ⁽⁴⁾				(757) ⁽⁴⁾
								(58 753) ⁽⁴⁾
-	-	-	7 326 047	-	-	-	(59 510)	

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –			CRÉDITS UTILISÉS		
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Annuels	132 635		19	1 132	57 401	26 620
Permanents	7 339 117					13 070
Amortissement des immobilisations						
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette						
Variation à la baisse de provisions						
Total	7 471 752	-	19	1 132	57 401	39 690

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	57 401		57 401
Fonctionnement	39 690	938	40 628
Créances douteuses et autres provisions		(1 100)	(1 100)
Transfert	42 117		42 117
Affectation à un fonds spécial	600		600
Service de la dette	7 326 047	(59 510)	7 266 537
Total	7 465 855	(59 672)	7 406 182

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	42 117	600	7 326 047				4 746	
								938 (59 510)
								(1 100)
-	42 117	600	7 326 047		-	-	4 746	(59 672)

FINANCES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et administration				
Annuels	37 852			
Permanents	10			
	37 861	-	-	
Programme 2 – Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière				
Annuels	52 240			
Permanents				
	52 240	-	-	
Programme 3 – Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits				
Annuels	61 571			
Permanents	9 493			
	71 063	-	-	
Programme 4 – Service de la dette				
Annuels				
Permanents	6 496 000			
	6 496 000	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Annuels	151 663			
Permanents	6 505 502			
Total	6 657 165	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				751				38 603
								10
-	-	-		751		-		38 613
				14 312				66 552
-	-	-		14 312		-		66 552
				(34 090)		3 568		27 480
-	-	-		(34 090)		3 568		13 061
						830 047		40 541
-	-	-		-		830 047		7 326 047
				(19 027)		833 615		7 326 047
-	-	-		(19 027)		833 615		132 635
								7 339 117
								7 471 752

FINANCES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Direction et administration			
Autres		2	
	300	2	-
Programme 2 – Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière			
Aide d'urgence pour le loyer commercial destinée aux petites entreprises			
Autres			
	19 082	-	-
Programme 3 – Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits			
Institut de la statistique du Québec			
Lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir			
Modernisation des systèmes d'information dans le secteur de la santé			
	23 049	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	42 431	2	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u>	<u>+</u>	<u>Municipalités</u>	<u>+</u>	<u>Organismes à but non lucratif</u>	<u>+</u>	<u>Personnes</u>	<u>+</u>	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u>	<u>+</u>	<u>Bénéficiaires non ventilés</u>	<u>=</u>	<u>Total 2023</u>	<u>Total 2022</u>
1				297								300	300
1		-		297		-		-		-		300	300
3 700				15 282				100				19 082	91 407
3 700		-		15 282		-		100		-		19 082	91 414
								22 735				22 735	20 523
-		-		-		-		22 735		-		22 735	20 523
3 701		-		15 579		-		22 835		-		42 117	112 237

FINANCES**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Rémunération		17 235	16 209
Fonctionnement		5 500	4 314
Support		19 382	91 714
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>42 431</u>	<u>42 117</u>	<u>112 237</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Support		600	600
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>600</u>	<u>600</u>	<u>600</u>

FORÊTS, FAUNE ET PARCS**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	263 036	161 265
Revenus divers	13 752	3 343
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	<u>276 788</u>	<u>164 608</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Total	<u>276 788</u>	<u>164 608</u>

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Annuels	42 877	40 268	2 609		
Permanents	10	6		4	
Ne nécessitant pas de crédits		469			
	<u>42 887</u>	<u>40 743</u>	<u>2 609</u>	<u>4</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Gestion des ressources forestières					
Annuels	439 019	430 246	8 773		
Permanents	26 566	26 566			
Ne nécessitant pas de crédits		8 702			
	<u>465 585</u>	<u>465 514</u>	<u>8 773</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Gestion des ressources fauniques et des parcs					
Annuels	185 339	172 182	13 157		
Permanents	75	4		71	
Ne nécessitant pas de crédits		9 526			
	<u>185 414</u>	<u>181 712</u>	<u>13 157</u>	<u>71</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>693 886</u>	<u>687 969</u>	<u>24 538</u>	<u>75</u>	<u>-</u>
Annuels	667 235	642 697	24 538		
Permanents	26 651	26 576		75	
Ne nécessitant pas de crédits		18 696			
Total	<u>693 886</u>	<u>687 969</u>	<u>24 538</u>	<u>75</u>	<u>-</u>
Dépenses	669 347	687 969		75	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	4		4		
Immobilisations tangibles	21 928		21 928		
Immobilisations en ressources informationnelles	2 607		2 607		
Total	<u>693 886</u>	<u>687 969</u>	<u>24 538</u>	<u>75</u>	<u>-</u>

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
1. Direction et administration	11 951	2	2 607	4 256	4 908
Permanents (1)	10				6
Amortissement des immobilisations					
2. Modification comptable – Paiements de transfert	30 926				
Total	42 887	2	-	4 256	4 913
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					

PROGRAMME 2 Gestion des ressources forestières					
1. Aménagement durable du territoire forestier	256 522				
Permanents (1)	20				
Variation à la baisse de provisions					
2. Suppression des feux de forêts					
Permanents (2)	26 546				26 546
3. Forestier en chef	5 987			5 103	884
Amortissement des immobilisations					
4. Opérations régionales	176 510	8 773		80 002	26 374
Amortissement des immobilisations					
Total	465 585	-	8 773	-	53 804
(1) Loi sur le crédit forestier (RLRQ, chapitre C-78).					
(2) Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (RLRQ, chapitre A-18.1).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à soutenir les autorités du Ministère dans la gestion et la coordination des activités de nature législative, gouvernementale et ministérielle.

	178						4	469
	30 926							
-	31 105	-	-	-	-	4	469	

Ce programme vise à gérer l'aménagement durable des forêts publiques, à participer au développement de l'industrie des produits forestiers et à la mise en valeur des forêts privées.

		256 522						
	20							(141)
								19
	12 646	48 716						8 824
-	12 666	305 238	-	-	-	-	8 702	

FORÊTS, FAUNE ET PARCS
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3	Gestion des ressources fauniques et des parcs					
1. Protection de la faune	54 325		2 594		35 687	15 450
Permanents (1)	4					
Amortissement des immobilisations						
2. Conservation, gestion et mise en valeur de la faune et des parcs	58 380	2	10 562		21 727	17 994
Permanents (1)	71					
Amortissement des immobilisations						
3. Société des établissements de plein air du Québec	72 634					18 800
Variation à la baisse de provisions						
Total	185 414	2	13 155	-	57 414	52 244

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Annuels	667 235	4	21 928	2 607	146 774	84 410
Permanents	26 651					26 552
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	693 886	4	21 928	2 607	146 774	110 962

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	146 774		146 774
Fonctionnement	110 962	18 880	129 842
Créances douteuses et autres provisions	4	(184)	(179)
Transfert	106 295		106 295
Affectation à un fonds spécial	305 238		305 238
Service de la dette			
Total	669 273	18 696	687 969

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour objectifs la conservation, la protection, le développement, la connaissance et la mise en valeur des ressources fauniques, ainsi que la surveillance et le contrôle de l'utilisation de la ressource faunique et de ses habitats. Il permet également de développer un réseau de parcs nationaux et d'en assurer la gestion et la protection.

	595							
4								2 890
	8 096							
							71	6 678
	53 833							
								(42)
4	62 524	-	-	-	-	71		9 526

	106 275	305 238						
4	20					75		18 880
								(184)
4	106 295	305 238	-	-	-	75		18 696

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et administration				
Annuels	12 000			
Permanents	10			
	12 010	-	-	
Programme 2 – Gestion des ressources forestières				
Annuels	384 123			
Permanents	25 020			
	409 143	-	-	
Programme 3 – Gestion des ressources fauniques et des parcs				
Annuels	171 678			
Permanents	75			
	171 753	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Annuels	567 801			
Permanents	25 105			
Total	592 906	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				30 877				42 877
								10
-	-	-		30 877		-		42 887
				54 896				439 019
						1 546		26 566
-	-	-		54 896		1 546		465 585
13 195				466				185 339
								75
13 195	-	-		466		-		185 414
13 195				86 239				667 235
						1 546		26 651
13 195	-	-		86 239		1 546		693 886

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Direction et administration			
Autres			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	31 105	-	-
Programme 2 – Gestion des ressources forestières			
Prêts forestiers			
Autres			
	12 666	-	-
Programme 3 – Gestion des ressources fauniques et des parcs			
Société des établissements de plein air du Québec		193	
Autres			
	62 524	193	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	106 295	193	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2023</u>	<u>Total 2022</u>
1	28	146		4		178	375
					30 926	30 926	53 014
1	28	146	-	4	30 926	31 105	53 389
				20		20	20
	12 312	334				12 646	12 861
-	12 312	334	-	20	-	12 666	12 881
				53 833		53 833	43 470
1 109	1 120	5 169		1 100		8 691	12 764
1 109	1 120	5 169	-	54 933	-	62 524	56 233
1 110	13 459	5 649	-	54 957	30 926	106 295	122 503

FORÊTS, FAUNE ET PARCS**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Capital		52 143	75 502
Intérêt		13 896	9 817
Support		40 255	37 184
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>106 295</u>	<u>106 295</u>	<u>122 503</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Rémunération		58 322	58 426
Fonctionnement		114 681	110 690
Capital		473	1 980
Intérêt		22	
Support		131 741	146 233
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>305 238</u>	<u>305 238</u>	<u>317 329</u>

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	62 515	44 413
Revenus divers	11 061	6 196
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	<u>73 576</u>	<u>50 609</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>793 629</u>	<u>697 049</u>
Total	<u>867 205</u>	<u>747 659</u>

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction et soutien aux activités du Ministère					
Annuels	71 852	63 971	7 875	6	
Permanents	10	4		6	
Ne nécessitant pas de crédits		6 578			
	<u>71 861</u>	<u>70 554</u>	<u>7 875</u>	<u>11</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Immigration, francisation et intégration					
Annuels	430 920	421 728		9 192	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>430 920</u>	<u>421 728</u>	<u>-</u>	<u>9 192</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>502 781</u>	<u>492 282</u>	<u>7 875</u>	<u>9 203</u>	<u>-</u>
Annuels	502 772	485 700	7 875	9 197	
Permanents	10	4		6	
Ne nécessitant pas de crédits		6 578			
Total	<u>502 781</u>	<u>492 282</u>	<u>7 875</u>	<u>9 203</u>	<u>-</u>
Dépenses	494 907	492 282		9 203	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles					
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>7 875</u>		<u>7 875</u>		
Total	<u>502 781</u>	<u>492 282</u>	<u>7 875</u>	<u>9 203</u>	<u>-</u>

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1	Direction et soutien aux activités du Ministère					
1. Direction et administration	71 852			7 875	33 307	30 422
Permanents (1)	10					4
Amortissement des immobilisations						
Total	71 861	-	-	7 875	33 307	30 426
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 2	Immigration, francisation et intégration					
1. Services de francisation	182 678				51 796	34 096
2. Intégration	158 123				22 780	10 595
3. Immigration et reconnaissance des compétences	65 312				26 584	19 456
4. Planification de l'immigration et affaires extérieures	24 808				14 231	7 473
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants						
Total	430 920	-	-	-	115 391	71 619

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion. En outre, il comprend les sommes investies en technologies de l'information et l'amortissement des systèmes informatiques.

	242						6	
							6	
								6 578
-	242	-	-	-	-		11	6 578

Ce programme vise à assurer une sélection de l'immigration en adéquation avec les besoins du Québec, tout en favorisant une société francophone et inclusive qui vise la pleine participation des personnes immigrantes et des minorités ethnoculturelles. Ce programme inclut également les montants qui seront transférés aux quatre autres ministères qui offrent des services d'intégration et de francisation aux personnes immigrantes.

	96 768						18	
	124 412			184			152	
	10 445			8 826			1	
	3 093						12	
-	234 718	-	-	9 010	-		182	-

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Annuels	502 772			7 875	148 698 102 042
Permanents	10				4
Amortissement des immobilisations					
Total	502 781	-	-	7 875	148 698 102 046

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	148 698		148 698
Fonctionnement	102 046	6 578	108 624
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	234 960		234 960
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	485 704	6 578	492 282

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	234 960				9 010		188 6	
								6 578
-	234 960	-	-		9 010	-	193	6 578

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX			+
		Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et soutien aux activités du Ministère					
Annuels	68 424				
Permanents	10				
	<u>68 433</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		
Programme 2 – Immigration, francisation et intégration					
Annuels	579 590				
Permanents					
	<u>579 590</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Annuels	648 014				
Permanents	10				
Total	<u>648 023</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				3 428				71 852
								10
-	-	-		3 428		-		71 861
23 508				(172 178)				430 920
23 508	-	-		(172 178)		-		430 920
23 508				(168 750)				502 772
								10
23 508	-	-		(168 750)		-		502 781

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Direction et soutien aux activités du Ministère			
Autres			
	248	-	-
Programme 2 – Immigration, francisation et intégration			
Programme d'accompagnement et de soutien à l'intégration		143	
Programme d'aide à la reconnaissance des compétences			
Programme d'aide financière pour la formation d'appoint en reconnaissance des compétences			
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants			
Programme d'appui aux collectivités			
Programme Interconnexion		7	
Programme Soutien à la mission			
Autres			
	234 909	150	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	235 156	150	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2023</u>	<u>Total 2022</u>
		242				242	248
-	-	242	-	-	-	242	248
		69 888	7 782			77 813	53 834
158		1 380				1 539	1 579
			7 060			7 060	573
			93 774			93 774	62 813
	9 828	12 725				22 553	18 660
		1 838				1 846	3 324
		5 925				5 925	5 646
		16 517		7 692		24 208	210
158	9 828	108 274	108 616	7 692	-	234 718	146 639
158	9 828	108 516	108 616	7 692	-	234 960	146 886

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Support		234 960	146 886
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>235 156</u>	<u>234 960</u>	<u>146 886</u>

JUSTICE**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	3 904	3 841
Revenus divers	196 528	193 762
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	<u>200 432</u>	<u>197 603</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>40 282</u>	<u>35 379</u>
Total	<u>240 714</u>	<u>232 982</u>

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Administration de la justice					
Annuels	480 059	449 255	30 804		
Permanents	18 042	18 042			
Ne nécessitant pas de crédits		16 523			
	<u>498 102</u>	<u>483 821</u>	<u>30 804</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Activité judiciaire					
Annuels	40 171	39 955	216		
Permanents	117 172	116 808		364	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>157 343</u>	<u>156 763</u>	<u>216</u>	<u>364</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Justice administrative					
Annuels	23 077	23 077			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>23 077</u>	<u>23 077</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Indemnisation et reconnaissance					
Annuels					
Permanents	296 940	296 940			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>296 940</u>	<u>296 940</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Autres organismes relevant du ministre					
Annuels	212 807	212 577	230		
Permanents		112			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>212 807</u>	<u>212 689</u>	<u>230</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Poursuites criminelles et pénales					
Annuels	195 018	190 026	4 992		
Permanents	301	44		257	
Ne nécessitant pas de crédits		2 799			
	<u>195 319</u>	<u>192 868</u>	<u>4 992</u>	<u>257</u>	<u>-</u>

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Langue française					
Annuels	54 073	53 495	579		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		430			
	<u>54 073</u>	<u>53 925</u>	<u>579</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 437 660</u>	<u>1 420 082</u>	<u>36 821</u>	<u>621</u>	<u>-</u>
Annuels	1 005 206	968 385	36 821		
Permanents	432 455	431 834		621	
Ne nécessitant pas de crédits		19 864			
Total	<u>1 437 660</u>	<u>1 420 082</u>	<u>36 821</u>	<u>621</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 400 840	1 420 082		621	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	15		15		
Immobilisations tangibles	688		688		
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>36 117</u>		<u>36 117</u>		
Total	<u>1 437 660</u>	<u>1 420 082</u>	<u>36 821</u>	<u>621</u>	<u>-</u>

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
PROGRAMME 1	Administration de la justice					
1. Direction, gouvernance et administration	63 257				48 211	11 379
Permanents (1)	11					11
Permanents (2)	7 173				7 173	
Amortissement des immobilisations						
2. Soutien technologique et Transformation organisationnelle de la justice	106 501				30 501	54 540
3. Soutien administratif à l'activité judiciaire	191 362	15	288		74 599	116 460
4. Affaires juridiques, législatives et accès à la justice	108 005				66 574	6 914
5. Bureau des infractions et amendes	10 934				9 228	1 706
Permanents (3)	10 859					
Total	498 102	15	288	30 501	227 245	191 009

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(3) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

[illegible]

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2					
	Activité judiciaire				
1. Magistrature	3 763		186	3 265	312
Permanents (1)	111 894			108 173	3 721
2. Conseil de la magistrature					
Permanents (1)	4 878			612	4 266
3. Soutien à la magistrature	36 408		30	34 442	1 935
4. Comité sur la rémunération des juges					
Permanents (1)	400			18	18
Total	157 343	-	216	146 509	10 253

(1) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

PROGRAMME 3

Justice administrative

1. Contribution du ministère de la Justice au Fonds du Tribunal administratif du Québec	22 219				
2. Conseil de la justice administrative	859			568	291
Total	23 077	-	-	568	291

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il comprend les activités reliées aux règles déontologiques applicables à la magistrature, au perfectionnement des juges et au soutien administratif nécessaire. Il comprend également le comité mandaté pour évaluer la rémunération des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales et des juges de paix magistrats ainsi que pour formuler des recommandations au gouvernement.

						364	
-	-	-	-	-	-	364	-

Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (RLRQ, chapitre J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une unité décentralisée. De plus, ce programme inclut le financement du Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.

22 219

-	-	22 219	-	-	-	-	-
---	---	--------	---	---	---	---	---

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4						
Indemnisation et reconnaissance						
1. Indemnisation des personnes victimes d'actes criminels						
Permanents (1)	295 056					28 738
2. Indemnisation et reconnaissance des actes de civisme						
Permanents (2)	1 884					201
Total	296 940	-	-	-	-	28 940
(1) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).						
(2) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).						

PROGRAMME 5

Autres organismes relevant du ministre

1. Commission des services juridiques	178 225					
2. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	21 332		23	161	17 161	3 988
Amortissement des immobilisations						
3. Office de la protection du consommateur	13 250			47	9 476	3 123
Amortissement des immobilisations						
Total	212 807	-	23	207	26 636	7 111

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux victimes d'actes criminels. Il vise également à reconnaître les personnes ayant accompli un acte de civisme.

	265 498	820					
	1 683						
-	267 181	820	-	-	-	-	-

Ce programme comprend un organisme autre que budgétaire et deux organismes budgétaires, à savoir la Commission des services juridiques qui vise à offrir des services d'aide juridique aux personnes financièrement défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux et ayant un rapport avec la justice, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse qui veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne et l'Office de la protection du consommateur qui vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (RLRQ, chapitre P 40.1).

	178 225						70
	604						42
-	178 829	-	-	-	-	-	112

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 6 Poursuites criminelles et pénales						
1. Direction, gouvernance et administration	16 073				11 851	4 222
2. Directeur des poursuites criminelles et pénales	178 945		161	4 830	145 304	28 649
Amortissement des immobilisations						
3. Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales						
Permanents (1)	301				28	15
Total	195 319	-	161	4 830	157 183	32 886
(1) Loi sur le processus de détermination de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales et sur leur régime de négociation collective (RLRQ, chapitre P-27.1).						
PROGRAMME 7 Langue française						
1. Conseil supérieur de la langue française	163				48	111
Amortissement des immobilisations						
2. Office québécois de la langue française	35 213			579	24 865	5 727
Amortissement des immobilisations						
3. Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française	18 697				4 080	989
Total	54 073	-	-	579	28 993	6 828

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet le financement des activités du Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ce dernier dirige pour l'État les poursuites criminelles et pénales au Québec. Le programme couvre également le financement du comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales dont le mandat est d'évaluer, tous les quatre ans, la rémunération et certaines conditions de travail à incidences pécuniaires des procureurs aux poursuites criminelles et pénales.

2 799

						257	
-	-	-	-	-	-	257	2 799

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect, la valorisation et la promotion du français dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique. Ce programme comprend les organismes budgétaires institués par la Charte de la langue française, soit l'Office québécois de la langue française, incluant la Commission de toponymie, et le Conseil supérieur de la langue française.

4

4 042

430

13 629

-	17 675	-	-	-	-	-	430
---	--------	---	---	---	---	---	-----

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Annuels	1 005 206	15	688	36 117	471 131	240 348
Permanents	432 455				116 004	36 971
Amortissement des immobilisations						
Total	1 437 660	15	688	36 117	587 135	277 319

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	587 135		587 135
Fonctionnement	277 319	19 864	297 183
Créances douteuses et autres provisions	10 859		10 859
Transfert	485 065		485 065
Affectation à un fonds spécial	39 841		39 841
Service de la dette			
Total	1 400 219	19 864	1 420 082

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	217 884	39 022						
10 859	267 181	820					621	19 864
10 859	485 065	39 841	-		-	-	621	19 864

JUSTICE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX			+
		Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Administration de la justice					
Annuels	451 155				
Permanents	11 238				
	<u>462 393</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		
Programme 2 – Activité judiciaire					
Annuels	38 012				
Permanents	95 334				
	<u>133 345</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		
Programme 3 – Justice administrative					
Annuels	23 041				
Permanents					
	<u>23 041</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		
Programme 4 – Indemnisation et reconnaissance					
Annuels					
Permanents	250 783				
	<u>250 783</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		
Programme 5 – Autres organismes relevant du ministre					
Annuels	206 556				
Permanents					
	<u>206 556</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		
Programme 6 – Poursuites criminelles et pénales					
Annuels	186 197				
Permanents	301				
	<u>186 498</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		
Programme 7 – Langue française					
Annuels	58 111				
Permanents					
	<u>58 111</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Annuels	963 072				
Permanents	357 655				
Total	<u>1 320 728</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
350				28 554				480 059
						6 805		18 042
<u>350</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>28 554</u>		<u>6 805</u>		<u>498 102</u>
				2 159				40 171
						21 838		117 172
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>2 159</u>		<u>21 838</u>		<u>157 343</u>
				36				23 077
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>36</u>		<u>-</u>		<u>23 077</u>
						46 157		296 940
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>-</u>		<u>46 157</u>		<u>296 940</u>
4 652				1 598				212 807
<u>4 652</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>1 598</u>		<u>-</u>		<u>212 807</u>
				8 821				195 018
								301
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>8 821</u>		<u>-</u>		<u>195 319</u>
				(4 037)				54 073
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>(4 037)</u>		<u>-</u>		<u>54 073</u>
5 002				37 131				1 005 206
						74 799		432 455
<u>5 002</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>37 131</u>		<u>74 799</u>		<u>1 437 660</u>

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Administration de la justice			
Accompagnement des victimes de violences sexuelles			406
Autres		1	
	21 381	1	406
Programme 4 – Indemnisation et reconnaissance			
Actes de civisme			
Indemnisation des victimes d'actes criminels			
	267 181	-	-
Programme 5 – Autres organismes relevant du ministre			
Aide juridique			
Autres services juridiques			
Bourse d'études			
Commission des services juridiques			
Projets et partenariats stratégiques			
Soutien aux activités d'éducation financière			
	178 829	-	-
Programme 7 – Langue française			
Promotion et diffusion de la langue française		53	1
Réussir ensemble en français		460	
Autres			
	17 675	513	1
TOTAL DU PORTEFEUILLE	485 065	514	406

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2023</u>	<u>Total 2022</u>
		3 282				3 688	968
164	1 755	13 763		2 010		17 693	14 425
164	1 755	17 045	-	2 010	-	21 381	15 393
			1 683			1 683	1 604
			265 498			265 498	197 598
-	-	-	267 181	-	-	267 181	199 202
			67 523			67 523	70 065
			2 500			2 500	2 500
4						4	4
				108 202		108 202	107 055
8		152				160	181
		440				440	400
12	-	592	70 023	108 202	-	178 829	180 205
397	1 457	7 518		4 490		13 916	11 999
507		2 788				3 754	3 762
			4			4	2
904	1 457	10 306	4	4 490	-	17 675	15 763
1 080	3 212	27 943	337 207	114 702	-	485 065	410 563

JUSTICE**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Rémunération		88 728	87 840
Fonctionnement		19 474	19 215
Capital		2 010	2 402
Support		374 853	301 105
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>485 065</u>	<u>485 065</u>	<u>410 563</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Rémunération		13 846	10 990
Fonctionnement		8 197	8 668
Capital		176	176
Support		17 623	14 721
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>39 841</u>	<u>39 841</u>	<u>34 555</u>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis		
Revenus divers	522	292
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	<u>522</u>	<u>292</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Total	<u>522</u>	<u>292</u>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Annuels	23 018	22 477	541		
Permanents	363	363			
Ne nécessitant pas de crédits		603			
	<u>23 381</u>	<u>23 442</u>	<u>541</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Affaires internationales					
Annuels	124 928	113 658	11 269	1	
Permanents		2 460			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>124 928</u>	<u>116 118</u>	<u>11 269</u>	<u>1</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>148 309</u>	<u>139 560</u>	<u>11 810</u>	<u>1</u>	<u>-</u>
 Annuels	147 946	136 134	11 810	1	
Permanents	363	363			
Ne nécessitant pas de crédits		3 063			
Total	<u>148 309</u>	<u>139 560</u>	<u>11 810</u>	<u>1</u>	<u>-</u>
 Dépenses	136 498	139 560		1	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	1 133		1 133		
Immobilisations tangibles	10 192		10 192		
Immobilisations en ressources informationnelles	485		485		
Total	<u>148 309</u>	<u>139 560</u>	<u>11 810</u>	<u>1</u>	<u>-</u>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1	Direction et administration					
1. Direction et administration	23 018		121	420	15 042	7 322
Permanents (1)	363					363
Amortissement des immobilisations						
Total	23 381	-	121	420	15 042	7 685
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 2	Affaires internationales					
1. Relations Afrique, Francophonie et affaires multilatérales	34 119				4 932	1 855
2. Représentation du Québec à l'étranger	68 927	1 132	10 071	64	44 167	13 491
Amortissement des immobilisations						
3. Relations bilatérales	10 488	1			5 096	1 501
4. Protocole et Bureau des missions	2 945				2 217	727
5. Relations économiques et interministérielles	4 940				2 459	1 381
6. Soutien aux Offices jeunesse internationaux du Québec	3 508					
Total	124 928	1 133	10 071	64	58 872	18 954

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet au Ministère d'assumer les activités administratives nécessaires à la réalisation de sa mission.

113								603
-	113	-	-	-	-	-	-	603

Ce programme vise à promouvoir les intérêts du Québec sur le plan international, en s'assurant du respect des compétences et de la cohérence de l'action gouvernementale.

24 085		3 248						
								2 460
3 890							1	
1 101								
3 508								
-	32 584	3 248	-	-	-	1		2 460

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Annuels	147 946	1 133	10 192	485	73 914	26 276
Permanents	363					363
Amortissement des immobilisations						
Total	148 309	1 133	10 192	485	73 914	26 639
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES						
				DÉPENSES		Total
				Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	
Rémunération				73 914		73 914
Fonctionnement				26 639	3 063	29 701
Créances douteuses et autres provisions						
Transfert				32 696		32 696
Affectation à un fonds spécial				3 248		3 248
Service de la dette						
Total				136 497	3 063	139 560

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	32 696	3 248					1	
								3 063
-	32 696	3 248	-		-	-	1	3 063

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Annuels et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 – Direction et administration				
Annuels	23 260			
Permanents	<u>110</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>23 369</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 – Affaires internationales				
Annuels	118 361			
Permanents	<u></u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>118 361</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Annuels	141 620			
Permanents	<u>110</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>141 730</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(–)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(242)				23 018
						253		363
-	-	-		(242)		253		23 381
				6 567				124 928
-	-	-		6 567		-		124 928
				6 326		253		147 946
-	-	-		6 326		253		148 309

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Direction et administration			
Autres			
	113	-	-
Programme 2 – Affaires internationales			
Organismes voués à la jeunesse			
Relations Afrique, Francophonie et affaires multilatérales		1 968	
Relations bilatérales		82	6
Relations économiques et interministérielles			
	32 584	2 050	6
TOTAL DU PORTEFEUILLE	32 696	2 050	6

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2023</u>	<u>Total 2022</u>
		113				113	113
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>113</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>113</u>	<u>113</u>
				3 508		3 508	3 508
865		17 712	312	3 228		24 085	25 410
1 387	89	2 135	45	147		3 890	30 120
		1 101				1 101	500
<u>2 252</u>	<u>89</u>	<u>20 947</u>	<u>358</u>	<u>6 883</u>	<u>-</u>	<u>32 584</u>	<u>59 538</u>
<u>2 252</u>	<u>89</u>	<u>21 059</u>	<u>358</u>	<u>6 883</u>	<u>-</u>	<u>32 696</u>	<u>59 651</u>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Support		32 696	59 651
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>32 696</u>	<u>32 696</u>	<u>59 651</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Rémunération		111	109
Fonctionnement		7	10
Support		3 130	3 129
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>3 248</u>	<u>3 248</u>	<u>3 248</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	2 007	2 524
Revenus divers	360 029	382 425
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	<u>362 036</u>	<u>384 949</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>720 772</u>	<u>905 668</u>
Total	<u>1 082 808</u>	<u>1 290 618</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Fonctions de coordination					
Annuels	406 537	212 240	194 298		
Permanents	4 077	4 077			
Ne nécessitant pas de crédits		2 030			
	<u>410 614</u>	<u>218 347</u>	<u>194 298</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Services dispensés à la population					
Annuels	38 936 508	37 522 880	224 325	1 189 303	
Permanents	7 342 185	7 163 474	160 117	18 594	
Ne nécessitant pas de crédits		1 110 312			
	<u>46 278 693</u>	<u>45 796 667</u>	<u>384 443</u>	<u>1 207 896</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Office des personnes handicapées du Québec					
Annuels	19 585	13 512	49	6 023	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		53			
	<u>19 585</u>	<u>13 565</u>	<u>49</u>	<u>6 023</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Régie de l'assurance maladie du Québec					
Annuels					
Permanents	11 291 089	10 670 178		620 911	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>11 291 089</u>	<u>10 670 178</u>	<u>-</u>	<u>620 911</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Condition des Aînés					
Annuels	43 410	30 480		12 930	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(1 006)			
	<u>43 410</u>	<u>29 474</u>	<u>-</u>	<u>12 930</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>58 043 391</u>	<u>56 728 231</u>	<u>578 789</u>	<u>1 847 761</u>	<u>-</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
Annuels	39 406 040	37 779 113	418 672	1 208 256	
Permanents	18 637 351	17 837 729	160 117	639 505	
Ne nécessitant pas de crédits		1 111 390			
Total	58 043 391	56 728 231	578 789	1 847 761	-
Dépenses	56 745 001	56 728 231		1 128 160	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	1 104 046		384 446	719 600	
Immobilisations tangibles	193 201		193 200	1	
Immobilisations en ressources informationnelles	1 144		1 144		
Total	58 043 391	56 728 231	578 789	1 847 761	-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1		Fonctions de coordination				
1. Direction et gestion ministérielle	379 227	3	193 181	1 114	99 513	83 384
Permanents (1)	29					29
Permanents (2)	4 038				562	3 476
Amortissement des immobilisations						
2. Organisme-conseil	3 894				2 254	1 501
Permanents (2)	10				5	5
3. Activités nationales	23 417					1 781
Variation à la baisse de provisions						
Total	410 614	3	193 181	1 114	102 334	90 176

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

Le programme vise à procurer au Ministère ainsi qu'à l'organisme-conseil du Commissaire à la Santé et au bien-être les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en œuvre et contrôler les programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, et à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation de services de santé et de services sociaux.

2 107

138

21 636

(76)

299

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
PROGRAMME 2					
Services dispensés à la population					
1. Santé publique	999 252				
Consommation de stocks					
Variation à la baisse de provisions					
2. Services généraux – Activités cliniques et d'aide	1 307 032				
Variation à la baisse de provisions					
3. Soutien à l'autonomie des personnes âgées – Soutien à domicile	2 171 203				
Variation à la baisse de provisions					
4. Soutien à l'autonomie des personnes âgées – Hébergement	5 019 602				
Variation à la baisse de provisions					
5. Déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme	1 290 031				
Variation à la baisse de provisions					
6. Jeunes en difficulté	2 119 528				
Variation à la baisse de provisions					
7. Dépendances	192 491				
Variation à la baisse de provisions					
8. Santé mentale	1 742 002				
Variation à la baisse de provisions					
9. Santé physique	7 550 500				
Permanents (1)	4 856 613				
Permanents (2)	11 417				
Permanents (3)	41				
Variation à la baisse de provisions					
10. Administration	1 764 880				
Variation à la baisse de provisions					
11. Soutien aux services	1 252 188				
Variation à la baisse de provisions					
12. Gestion des bâtiments et des équipements	1 635 093				
Variation à la baisse de provisions					
13. Organismes communautaires et autres organismes	1 029 003				
Variation à la baisse de provisions					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être qui répondent aux besoins qui touchent l'ensemble de la population ou à des problématiques particulières.

999 252								19 273 (3 955)
1 307 032								(8 567)
2 171 203								(2 059)
5 019 602								(66 788)
1 290 031								(12 941)
2 119 528								(6 638)
192 491								(1 368)
1 742 002								(26 412)
7 550 500								
4 856 613 ⁽⁷⁾								
5 959							5 457 41	(137 319)
1 764 880								(2 090)
1 252 188								(17 178)
1 635 093								(22 045)
1 029 003								(1 354)

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 2 (suite)	Services dispensés à la population					
14. Activités connexes	2 574 033					
Permanents (4)	1 332 582					
Permanents (5)	160 334					
Permanents (6)	1 578					
Variation à la baisse de provisions						
15. Service de la dette	3 978 435					
16. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations						
17. Programme d'aide financière pour les gicleurs dans les résidences privées pour aînés	16 395					
Variation à la baisse de provisions						
18. Déficience physique	796 704					
Variation à la baisse de provisions						
19. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour l'accessibilité des services en médecine spécialisée	1 189 303					
20. Financement des actions temporaires pour vaincre la crise sanitaire	263 870	224 325 ⁽⁸⁾				39 545
Permanents (6)	979 621	160 117 ⁽⁸⁾				1 540
Consommation de stocks						
Contribution d'un tiers						
Variation à la baisse de provisions						
21. Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	2 044 962					
Total	46 278 693	384 443	-	-	-	41 085

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).

(3) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).

(4) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(5) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(6) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

(7) Cette somme constitue les dépenses financées par des crédits établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée à ce programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

(8) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
2 156 371		417 661						
1 332 582								
147 239							13 096	
1 578								(64 223)
3 978 435								
16 395								(3)
796 704								(454)
							1 189 303	
817 963								829 920
								637 081
								(2 569)
2 044 962								
-	44 227 608	417 661	-		-	-	1 207 896	1 110 312

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3						
Office des personnes handicapées du Québec						
1. Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées	19 585		19	30	9 733	2 798
Amortissement des immobilisations						
Total	19 585	-	19	30	9 733	2 798
PROGRAMME 4						
Régie de l'assurance maladie du Québec						
1. Services médicaux						
Permanent (1)	7 846 487					
Permanent (2)	6 146					
Permanent (3)	97 464					
2. Services optométriques						
Permanent (1)	103 494					
Permanent (3)	5					
3. Services dentaires						
Permanent (1)	219 568					
Permanent (3)	14					
4. Services pharmaceutiques et médicaments						
Permanent (1)	2 687 844					
Permanent (3)	1 944					
5. Autres services						
Permanent (1)	182 252					
6. Administration						
Permanent (1)	145 869					
Total	11 291 089	-	-	-	-	-

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).

(3) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

(4) Cette somme inclut des dépenses de 4 856 613 milliers de dollars, financées par des crédits établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme prévu dans la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée au programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

Le programme vise à assurer la mise en œuvre de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (RLRQ, chapitre E-20.1).

Le programme vise à financer le coût des services assurés et les frais d'administration, notamment dans le cadre des régimes d'assurance maladie et d'assurance médicaments.

305

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 5		Condition des Aînés				
1. Vieillissement actif	21 723					396
Variation à la baisse de provisions						
2. Soutien aux personnes âgées en situation de vulnérabilité	21 687					1 305
Variation à la baisse de provisions						
Total	43 410	-	-	-	-	1 701

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Annuels	39 406 040	224 328	193 200	1 144	111 500	130 709
Permanents	18 637 351	160 117			567	5 050
Amortissement des immobilisations						
Consommation de stocks						
Contribution d'un tiers						
Variation à la baisse de provisions						
Total	58 043 391	384 446	193 200	1 144	112 067	135 760

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	112 067		112 067
Fonctionnement	135 760	1 469 161	1 604 921
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	54 949 322	(357 771)	54 591 550
Affectation à un fonds spécial	417 661		417 661
Service de la dette	2 032		2 032
Total	55 616 841	1 111 390	56 728 231

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme finance des mesures qui permettent de favoriser le vieillissement actif des Québécois. Par ailleurs, il assure la mise en place des mesures permettant de lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées et de soutenir de façon particulière les personnes âgées les plus vulnérables. Enfin, ce programme permet de planifier, conseiller, coordonner et soutenir des politiques ou mesures propices pour combattre les préjugés et l'âgisme, et favoriser la participation, la santé et la sécurité des personnes âgées, et ce, dans une perspective d'équité intergénérationnelle et de respect de la diversité.

	14 469					6 858	(274)
	14 311			624		5 448	(732)
-	28 780	-	-	624	-	12 306	(1 006)

	37 117 210	417 661	2 032	624		1 207 632	2 160
	17 832 111					639 505	849 193
							637 081
							(377 045)
-	54 949 322	417 661	2 032	624	-	1 847 137	1 111 390

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Fonctions de coordination				
Annuels	218 055			
Permanents	229			
	218 284	-	-	
Programme 2 – Services dispensés à la population				
Annuels	35 130 613			
Permanents	6 027 169			
	41 157 782	-	-	
Programme 3 – Office des personnes handicapées du Québec				
Annuels	19 585			
Permanents				
	19 585	-	-	
Programme 4 – Régie de l'assurance maladie du Québec				
Annuels				
Permanents	11 191 662			
	11 191 662	-	-	
Programme 5 – Condition des Aînés				
Annuels	48 200			
Permanents				
	48 200	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Annuels	35 416 454			
Permanents	17 219 059			
Total	52 635 513	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				188 482				406 537
				(200)		4 048		4 077
-	-	-		188 282		4 048		410 614
		2 044 962		1 760 933				38 936 508
				200		1 314 817		7 342 185
-	-	2 044 962		1 761 133		1 314 817		46 278 693
								19 585
-	-	-		-		-		19 585
						99 427		11 291 089
-	-	-		-		99 427		11 291 089
				(4 790)				43 410
-	-	-		(4 790)		-		43 410
		2 044 962		1 944 624				39 406 040
-	-					1 418 292		18 637 351
-	-	2 044 962		1 944 624		1 418 292		58 043 391

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Fonctions de coordination			
Autres		7	7 463
Modification comptable – Paiements de transfert			
	21 774	7	7 463
Programme 2 – Services dispensés à la population			
Accessibilité des services en médecine spécialisée			
Achat de vaccins et de produits biologiques			274 440
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux			106 419
Aide financière pour l'achat de lunettes et de lentilles			
Contribution gouvernementale aux régimes de retraite			1 479 821
Établissements privés			918 283
Établissements publics	30 627	29 813 685	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations			2 044 962
Organismes communautaires et autres organismes	1 758	774	
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	29 846		
Rémunération des résidents en médecine			288 507
Ressources de type familial			673 882
Service de la dette			3 977 684
Services hospitaliers hors Québec			31 983
Services sanitaires aériens			1 280
Soutien aux proches aidants			21 038
Système du sang			411 770
Transporteurs ambulanciers		600 151	
Autres		17 869	1 174 454
	44 715 904	680 251	41 218 981
Programme 3 – Office des personnes handicapées du Québec			
Soutien à l'intégration des personnes handicapées			50
	1 105	-	50
Programme 4 – Régie de l'assurance maladie du Québec			
Aides techniques			
Bourses d'études et de recherche			
Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie			
Services dentaires			
Services médicaux			
Services optométriques			
Services pharmaceutiques et médicaments			
	11 291 089	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Institutions d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	+	Bénéficiaires non ventilés	=	Total 2023	Total 2022
945		12		4 225		173		8 873				21 698	20 289
													3 007 274
945		12		4 225		173		8 873		-		21 698	3 027 563
												274 440	93 801
												106 419	103 419
						32 419						32 419	28 779
												1 479 821	1 319 633
				2								918 285	775 663
8 703		8 087		11 760		17 541		37 498				29 927 901	25 853 189
												2 044 962	
44		1 337		1 023 735		7		(6)				1 027 649	914 035
						89 537						119 383	118 092
												288 507	300 759
												673 882	654 255
		751										3 978 435	1 828 812
								196 204				228 187	200 564
								31 592				32 872	41 554
10		(91)		32 482				4 001				57 440	30 301
				1 815				57 296				470 880	446 104
591				219				183 571				784 531	683 266
4 593		489		63 689		59 842		103 969				1 424 906	6 617 172
13 940		10 574		1 133 701		199 346		614 124		-		43 870 919 ⁽¹⁾	40 009 401
287				642		2						982	901
287		-		642		2		-		-		982	901
												152 426	133 572
												22 463	22 274
								145 869				145 869	135 836
						6 888		212 694				219 582	170 249
								7 643 352				7 643 352	7 810 886
								100 839				100 839	93 357
						1 779 717		605 929				2 385 646	2 514 763
-		-		-		1 961 494		8 708 684		-		10 670 178	10 880 938

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 5 – Condition des Aînés			
Lutte contre la maltraitance envers les aînés			5 349
Politique Vieillir et vivre ensemble		55	185
	40 695	55	5 534
TOTAL DU PORTEFEUILLE	56 070 568	680 314	41 232 029

(1) Ces dépenses incluent une somme de 357 771 milliers de dollars liée à la consommation de stocks et à la variation à la baisse de provisions, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2023</u>	<u>Total 2022</u>
134	268	7 528		300		13 579	10 540
31	1 160	11 514		1 250		14 195	19 736
165	1 427	19 042	-	1 550	-	27 774	30 276
15 338	12 013	1 157 610	2 161 015	9 333 231	-	54 591 550 ⁽¹⁾	53 949 080

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Rémunération		32 232 677	33 479 626
Fonctionnement		12 907 310	10 534 144
Capital		3 300 195	4 133 021
Intérêt		498 400	483 536
Support		5 652 969	5 318 752
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>56 070 568</u>	<u>54 591 550</u> ⁽¹⁾	<u>53 949 080</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 357 771 milliers de dollars liée à la consommation de stocks et à la variation à la baisse de provisions, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Rémunération		39 660	22 193
Fonctionnement		190 867	238 959
Capital		1 209	1 209
Intérêt		209	239
Support		185 717	160 031
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>417 661</u>	<u>417 661</u>	<u>422 630</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	28 140	25 649
Revenus divers	19 618	12 838
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	<u>47 758</u>	<u>38 487</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Total	<u>47 758</u>	<u>38 487</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Annuels	220 577	206 926	13 650	1	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		6 297			
	<u>220 587</u>	<u>213 233</u>	<u>13 650</u>	<u>1</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Services de la Sûreté du Québec					
Annuels	849 541	836 635	12 906		
Permanents	969	969			
Ne nécessitant pas de crédits		12 479			
	<u>850 510</u>	<u>850 082</u>	<u>12 906</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Gestion du système correctionnel					
Annuels	610 457	610 455	2		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>610 457</u>	<u>610 455</u>	<u>2</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Sécurité et prévention					
Annuels	245 234	245 234			
Permanents	28 020	27 606		414	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>273 254</u>	<u>272 840</u>	<u>-</u>	<u>414</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Expertises scientifiques et médico-légales					
Annuels	32 462	32 438	23		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>32 462</u>	<u>32 438</u>	<u>23</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Encadrement et surveillance					
Annuels	55 642	54 485	1 157		
Permanents	97	94		3	
Ne nécessitant pas de crédits		930			
	<u>55 739</u>	<u>55 509</u>	<u>1 157</u>	<u>3</u>	<u>-</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Promotion et développement de la Capitale- Nationale					
Annuels	93 164	93 164			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>93 164</u>	<u>93 164</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 136 172</u>	<u>2 127 721</u>	<u>27 738</u>	<u>419</u>	<u>-</u>
Annuels	2 107 076	2 079 337	27 738	1	
Permanents	29 096	28 678		418	
Ne nécessitant pas de crédits		19 706			
Total	<u>2 136 172</u>	<u>2 127 721</u>	<u>27 738</u>	<u>419</u>	<u>-</u>
Dépenses	2 108 434	2 127 721		419	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles	11 638		11 638		
Immobilisations en ressources informationnelles	16 100		16 100		
Total	<u>2 136 172</u>	<u>2 127 721</u>	<u>27 738</u>	<u>419</u>	<u>-</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Direction et administration				
1. Direction et administration	169 115		1 941	11 709	57 473	97 823
Permanents (1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
2. Modification comptable – Paiements de transfert	51 463					
Total	220 587	-	1 941	11 709	57 473	97 833
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						

PROGRAMME 2	Services de la Sûreté du Québec				
1. Surveillance du territoire	556 392	384	771	293 786	37 622
Permanents (1)	969			969	
2. Enquêtes criminelles	293 149	9 109	2 642	73 511	88 941
Amortissement des immobilisations					
Total	850 510	-	9 494	368 265	126 563
(1) Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales (RLRQ, chapitre C-52.2).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet de planifier et de coordonner les activités nécessaires à la gestion des programmes du Ministère.

169								6 297
51 462							1	
-	51 631	-	-	-	-	1		6 297

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

223 830								
118 946								12 478
-	-	342 775	-	-	-	-		12 479

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
PROGRAMMES Éléments		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3		Gestion du système correctionnel				
1. Services correctionnels	573 995				371 273	202 183
2. Prestation des organismes communautaires	30 389					29 474
3. Commission québécoise des libérations conditionnelles	6 072		2		5 418	652
Total	610 457	-	2	-	376 691	232 309
PROGRAMME 4		Sécurité et prévention				
1. Organisation et pratiques policières	12 857				3 210	165
2. Soutien aux services policiers en milieu autochtone	78 942				1 193	116
3. Sécurité et protection des personnes et des institutions	48 940				38 558	9 701
4. Prévention et lutte contre le crime	62 188				3 561	4 963
5. Prévention des sinistres et atténuation des risques	19 918				4 337	5 644
6. Interventions de sécurité civile	11 251				8 329	2 769
7. Gestion du rétablissement et adaptation Permanents (1)	2 898 28 020				2 483 5 911	40 2 848
8. Prévention des incendies	8 240				2 927	63
Total	273 254	-	-	-	70 510	26 310
(1) Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3).						

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à protéger la société en assurant aux personnes contrevenantes en détention ou suivies dans la communauté des services pour favoriser leur réinsertion sociale. Il inclut également la Commission québécoise des libérations conditionnelles, dont le mandat consiste notamment à examiner le cas des personnes détenues admissibles à une libération conditionnelle.

	540							
	916							
-	1 455	-	-	-	-	-	-	-

Ce programme assure l'inspection des services de police et prévoit le financement des services policiers autochtones. De plus, il agit dans la lutte contre le terrorisme et en prévention de la criminalité, voit au transport et à la protection des membres du Conseil exécutif et gère les services de sécurité dans les palais de justice et certains édifices gouvernementaux. Il veille également à la mise en place des mesures et des activités de prévention et d'atténuation des risques de sinistres portant atteinte à la sécurité des personnes et de leurs biens. Lorsqu'un sinistre survient, ce programme facilite un retour à la vie normale.

	9 482							
	77 632							
	681							
	53 663							
	9 937							
	153							
	375							
	18 846						414	
	5 250							
-	176 019	-	-	-	-		414	-

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5		Expertises scientifiques et médicolégales			
1. Services et expertises judiciaires	19 265			14 708	4 557
2. Bureau du coroner	13 196		23	8 900	4 274
Total	32 462	-	23	23 607	8 831

PROGRAMME 6 Encadrement et surveillance					
1. Commissaire à la déontologie policière	4 901			4 198	703
2. Comité de déontologie policière	2 241			1 678	563
3. Régie des alcools, des courses et des jeux	17 284	155	979	13 087	3 062
Permanents (1)	94				
Permanents (2)	3				
Amortissement des immobilisations					
4. Commissaire à la lutte contre la corruption	22 472	23		14 296	8 153
5. Bureau des enquêtes indépendantes	8 744			7 011	1 732
Total	55 739	-	178	40 271	14 214

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (RLRQ, chapitre L-6).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme est chargé de fournir des services divers en matière de médecine légale et d'expertise judiciaire. Il inclut également le Bureau du coroner, dont le mandat est d'investiguer ou d'enquêter sur les causes et les circonstances des décès obscurs ou violents et, s'il y a lieu, de formuler des recommandations afin d'assurer une meilleure protection de la vie humaine.

-	-	-	-	-	-	-	-
---	---	---	---	---	---	---	---

Ce programme regroupe les organisations qui exercent un rôle dans l'encadrement, la surveillance ou le contrôle des activités policières, des activités d'attribution de contrats pour le secteur public ou des secteurs économiques des boissons, des courses, des jeux et des sports de combat.

94

3

930

94	-	-	-	-	-	3	930
----	---	---	---	---	---	---	-----

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 7						
Promotion et développement de la Capitale-Nationale						
1. Secrétariat à la Capitale-Nationale	68 015				1 241	274
Amortissement des immobilisations						
2. Commission de la capitale nationale du Québec	25 149					
Total	93 164	-	-	-	1 241	274

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Annuels	2 107 076		11 638	16 100	931 177	503 476
Permanents	29 096				6 880	2 858
Amortissement des immobilisations						
Total	2 136 172	-	11 638	16 100	938 058	506 334

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	938 058		938 058
Fonctionnement	506 334	19 706	526 040
Créances douteuses et autres provisions	94		94
Transfert	295 755		295 755
Affectation à un fonds spécial	367 775		367 775
Service de la dette			
Total	2 108 015	19 706	2 127 721

Le programme a pour objet le développement et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec à titre de capitale nationale, en contribuant à l'aménagement et à la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités et en agissant en complémentarité des milieux locaux et régionaux afin de soutenir leur développement économique, social, culturel et touristique.

	276 909	367 775				1	
94	18 846					418	
							19 706
94	295 755	367 775	-	-	-	419	19 706

SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction et administration				
Annuels	100 194			
Permanents	10			
	100 204	-	-	
Programme 2 – Services de la Sûreté du Québec				
Annuels	784 419			
Permanents				
	784 419	-	-	
Programme 3 – Gestion du système correctionnel				
Annuels	575 640			
Permanents				
	575 640	-	-	
Programme 4 – Sécurité et prévention				
Annuels	222 898			
Permanents	28 020			
	250 918	-	-	
Programme 5 – Expertises scientifiques et médico-légales				
Annuels	28 442			
Permanents				
	28 442	-	-	
Programme 6 – Encadrement et surveillance				
Annuels	55 442			
Permanents	34			
	55 477	-	-	
Programme 7 – Promotion et développement de la Capitale-Nationale				
Annuels	77 098			
Permanents				
	77 098	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Annuels	1 844 134			
Permanents	28 064			
Total	1 872 198	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				120 383				220 577
								10
-	-	-		120 383		-		220 587
1 997		969		63 125				849 541
								969
1 997	-	969		63 125		-		850 510
				34 817				610 457
-	-	-		34 817		-		610 457
				22 336				245 234
-	-	-		22 336		-		28 020
								273 254
				4 020				32 462
-	-	-		4 020		-		32 462
				200		63		55 642
-	-	-						97
				200		63		55 739
				16 066				93 164
-	-	-		16 066		-		93 164
1 997		969		260 946		63		2 107 076
								29 096
1 997	-	969		260 946		63		2 136 172

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Direction et administration			
Autres			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	51 632	-	-
Programme 3 – Gestion du système correctionnel			
Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes			
Autres			
	1 455	-	-
Programme 4 – Sécurité et prévention			
Cadre pour la prévention de sinistres			
Formation des policiers et des pompiers			
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac			
Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes			408
Sécurité civile		2 204	
Services policiers en milieu autochtone			
Autres			
	176 434	2 204	408
Programme 7 – Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Aide à la Ville de Québec			
Commission de la capitale nationale du Québec			
Programme d'appui aux actions régionales			
	66 649	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	296 170	2 204	408

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Institutions d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	+	Bénéficiaires non ventilés	=	Total 2023	Total 2022
7		34		128								169	170
										51 462		51 462	(9 662)
7		34		128		-		-		51 462		51 631	(9 492)
				916								916	555
				540								540	1 013
-		-		1 455		-		-		-		1 455	1 568
		9 921										9 921	23 918
		4 304						8 375				12 679	10 160
		918										918	7 500
81		36 350		16 273				230				53 342	30 537
		9 104		414		7 793						19 515	27 670
		57 350		18 308				1 974				77 632	67 226
		1 602		410								2 013	3 031
81		119 549		35 405		7 793		10 579		-		176 019	170 041
		14 800										14 800	14 800
								25 149				25 149	22 186
154		15 859		10 686								26 700	10 200
154		30 659		10 686		-		25 149		-		66 649	47 186
242		150 242		47 675		7 793		35 729		51 462		295 755	209 303

SÉCURITÉ PUBLIQUE**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Rémunération		5 244	4 558
Fonctionnement		14 357	14 351
Capital		61 222	(1 685)
Intérêt		1 852	1 427
Support		213 080	190 653
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>296 170</u>	<u>295 755</u>	<u>209 303</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Rémunération		270 599	274 884
Fonctionnement		64 800	61 864
Capital		7 284	8 658
Intérêt		93	104
Support		25 000	25 000
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>367 775</u>	<u>367 775</u>	<u>370 509</u>

TOURISME**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	1 794	
Revenus divers		
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	<u>1 794</u>	<u>-</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Total	<u>1 794</u>	<u>-</u>

TOURISME

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction, administration et gestion des programmes					
Annuels	14 984	14 984			
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>14 994</u>	<u>14 994</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Développement du tourisme					
Annuels	226 983	226 672		311	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>226 983</u>	<u>226 672</u>	<u>-</u>	<u>311</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Organismes relevant du ministre					
Annuels	121 908	121 908			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>121 908</u>	<u>121 908</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>363 885</u>	<u>363 574</u>	<u>-</u>	<u>311</u>	<u>-</u>
Annuels	363 875	363 564		311	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
Total	<u>363 885</u>	<u>363 574</u>	<u>-</u>	<u>311</u>	<u>-</u>
Dépenses	363 885	363 574		311	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations tangibles					
Immobilisations en ressources informationnelles					
Total	<u>363 885</u>	<u>363 574</u>	<u>-</u>	<u>311</u>	<u>-</u>

TOURISME

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
Éléments						
PROGRAMME 1		Direction, administration et gestion des programmes				
1.	Direction et administration	4 449				
	Permanents (1)	10				
2.	Gestion des programmes	10 536				
Total		14 994	-	-	-	-
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 2		Développement du tourisme				
1.	Soutien aux projets de développement du tourisme	157 450				
2.	Appui aux organisations de développement touristique régional	29 523				
3.	Soutien aux événements touristiques	40 010				
Total		226 983	-	-	-	-
PROGRAMME 3		Organismes relevant du ministre				
1.	Société du Centre des congrès de Québec	14 620				
2.	Société du Palais des congrès de Montréal	28 841				
3.	Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique	78 447				
Total		121 908	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes dédiés à l'industrie touristique du Québec, l'élaboration et la mise en œuvre des orientations et des stratégies touchant l'industrie touristique ainsi que le traitement des plaintes et les services d'accueil et d'information touristique.

		4 449						
		10						
		10 536						
-	-	14 994	-	-	-	-	-	-

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre et en assurant la promotion du Québec.

		157 139		311				
		29 523						
		40 010						
-	-	226 672	-	311	-	-	-	-

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en aménageant et en exploitant les installations publiques à caractère touristique.

	14 620							
	28 841							
	78 447							
-	121 908	-	-	-	-	-	-	-

TOURISME

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Annuels	363 875					
Permanents	10					
Total	363 885	-	-	-	-	-
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES				DÉPENSES		
				Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération						
Fonctionnement						
Créances douteuses et autres provisions						
Transfert				121 908		121 908
Affectation à un fonds spécial				241 666		241 666
Service de la dette						
Total				363 574	-	363 574

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	121 908	241 657 10			311			
-	121 908	241 666	-		311	-	-	-

TOURISME

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX			+
		Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Direction, administration et gestion des programmes					
Annuels		14 984			
Permanents		10			
		14 994	-	-	
Programme 2 – Développement du tourisme					
Annuels		107 090			
Permanents					
		107 090	-	-	
Programme 3 – Organismes relevant du ministre					
Annuels		100 861			
Permanents					
		100 861	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Annuels		222 935			
Permanents		10			
Total		222 945	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(–)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
								14 984
								10
-	-	-		-		-		14 994
				119 893				226 983
-	-	-		119 893		-		226 983
				21 047				121 908
-	-	-		21 047		-		121 908
				140 940				363 875
								10
-	-	-		140 940		-		363 885

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Direction, administration et gestion des programmes			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	-	-	-
Programme 3 – Organismes relevant du ministre			
Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique			
Société du Centre des congrès de Québec			
Société du Palais des congrès de Montréal			
	121 908	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	121 908	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u>	<u>+</u>	<u>Municipalités</u>	<u>+</u>	<u>Organismes à but non lucratif</u>	<u>+</u>	<u>Personnes</u>	<u>+</u>	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u>	<u>+</u>	<u>Bénéficiaires non ventilés</u>	<u>=</u>	<u>Total 2023</u>	<u>Total 2022</u>
													(11 499)
-		-		-		-		-		-		-	(11 499)
								78 447				78 447	58 248
								14 620				14 620	20 591
								28 841				28 841	47 945
-		-		-		-		121 908		-		121 908	126 785
-		-		-		-		121 908		-		121 908	115 286

TOURISME**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Rémunération		17 451	17 505
Fonctionnement		18 702	40 570
Capital		73 624	43 884
Intérêt		12 131	13 327
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>121 908</u>	<u>121 908</u>	<u>115 286</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Rémunération		10 070	10 051
Fonctionnement		7 874	4 517
Capital		22 346	78 278
Intérêt		1 834	1 062
Support		199 543	157 317
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>241 977</u>	<u>241 666</u>	<u>251 226</u>

TRANSPORTS**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	51 960	50 452
Revenus divers	19 681	19 969
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	<u>71 641</u>	<u>70 421</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>170</u>	<u>4 120</u>
Total	<u>71 811</u>	<u>74 541</u>

TRANSPORTS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Infrastructures et systèmes de transport					
Annuels	2 729 546	2 655 148	73 889	510	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		24 693			
	<u>2 729 546</u>	<u>2 679 841</u>	<u>73 889</u>	<u>510</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Administration et services corporatifs					
Annuels	373 948	369 288	4 660		
Permanents	30 044	30 023		21	
Ne nécessitant pas de crédits		5 409			
	<u>403 992</u>	<u>404 720</u>	<u>4 660</u>	<u>21</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>3 133 539</u>	<u>3 084 561</u>	<u>78 549</u>	<u>530</u>	<u>-</u>
Annuels	3 103 494	3 024 436	78 549	510	
Permanents	30 044	30 023		21	
Ne nécessitant pas de crédits		30 102			
Total	<u>3 133 539</u>	<u>3 084 561</u>	<u>78 549</u>	<u>530</u>	<u>-</u>
Dépenses	3 054 656	3 084 561		197	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	7 009		7 009		
Immobilisations tangibles	66 770		66 477	293	
Immobilisations en ressources informationnelles	5 104		5 063	41	
Total	<u>3 133 539</u>	<u>3 084 561</u>	<u>78 549</u>	<u>530</u>	<u>-</u>

TRANSPORTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1	Infrastructures et systèmes de transport					
1. Transport terrestre	2 396 656	7 009 ⁽¹⁾	29 765	269	56 898	495 809
Amortissement des immobilisations						
2. Transport maritime	217 190		11 817		1 290	2 398
Amortissement des immobilisations						
3. Transport aérien	103 253		24 538		9 968	14 665
Amortissement des immobilisations						
4. Commission des transports du Québec	12 447		357	134	9 006	2 440
Amortissement des immobilisations						
Total	2 729 546	7 009	66 477	403	77 163	515 312

(1) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

PROGRAMME 2	Administration et services corporatifs						
1. Direction	9 751				8 745	749	
Permanents (1)	19					15	
2. Services corporatifs	61 857			4 660	36 465	20 732	
Permanents (2)	25						
Amortissement des immobilisations							
3. Planification, recherche et développement	9 229				8 877	311	
4. Modification comptable – Paiements de transfert	105 741						
Permanents (3)	30 000						
5. Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	187 371						
Total	403 992	-	-	4 660	54 087	21 807	

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(3) Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'entretien d'hiver des infrastructures routières, de même que l'amélioration, la réfection et l'entretien des infrastructures ferroviaires, maritimes et aériennes. Il vise aussi à établir des politiques et à verser des subventions, notamment au transport adapté et à la Société des Traversiers du Québec. De plus, ce programme comprend une contribution du Ministère au Fonds des réseaux de transport terrestre pour le financement des infrastructures routières et de transport collectif.

	153 496	1 653 410						5 350
	201 685							2 276
	54 082							16 335
							510	
								732
-	409 263	1 653 410	-	-	-	510		24 693

Ce programme vise à fournir les divers services de direction, de soutien à la gestion des activités du Ministère. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

	258						4	
8							17	5 409
	40							
	57 809	47 932						
	30 000							
		187 371						
8	88 107	235 303	-	-	-	21		5 409

TRANSPORTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Annuels	3 103 494	7 009	66 477	5 063	131 249	537 104
Permanents	30 044					15
Amortissement des immobilisations						
Total	3 133 539	7 009	66 477	5 063	131 249	537 119

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	131 249		131 249
Fonctionnement	537 119	30 102	567 221
Créances douteuses et autres provisions	8		8
Transfert	497 370		497 370
Affectation à un fonds spécial	1 888 712		1 888 712
Service de la dette			
Total	3 054 459	30 102	3 084 561

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	467 370	1 888 712					510	
8	30 000						21	
								30 102
8	497 370	1 888 712	-		-	-	530	30 102

TRANSPORTS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX			+
		Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Infrastructures et systèmes de transport					
Annuels	2 018 457				
Permanents					
	2 018 457	-	-		
Programme 2 – Administration et services corporatifs					
Annuels	63 814				
Permanents	44				
	63 859	-	-		
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Annuels	2 082 271				
Permanents	44				
Total	2 082 315	-	-		

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
1 923				709 166				2 729 546
1 923	-	-		709 166		-		2 729 546
		187 371		122 763		30 000		373 948
-	-	187 371		122 763		30 000		30 044
								403 992
1 923		187 371		831 930		30 000		3 103 494
1 923	-	187 371		831 930		30 000		3 133 539

TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Infrastructures et systèmes de transport			
Aide à l'adaptation des taxis et autocars		370	
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées			
Aide aux chemins d'accès isolés			
Aide spécifique pour le transport adapté			
Société des Traversiers du Québec			
Transport aérien		41 817	
Transport ferroviaire		4 442	
Transport maritime		9 562	
Transport terrestre		60	
Autres			
	<u>409 263</u>	<u>56 251</u>	<u>-</u>
Programme 2 – Administration et services corporatifs			
Aide à la recherche et au développement en transport			
Autres			
Modification comptable – Paiements de transfert			
	<u>88 107</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>497 370</u>	<u>56 251</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2023</u>	<u>Total 2022</u>
		20	400			790	
			12 250			12 250	12 250
	129 480					129 480	199
				179 503		179 503	117 780
	3 210	3 702	5 354			54 082	207 076
	1 249	2 500				8 191	29 054
1 031	4 461	7 128				22 182	3 613
	2 100	626				2 786	19 371
							3 438
							2 403
<u>1 031</u>	<u>140 500</u>	<u>13 975</u>	<u>18 004</u>	<u>179 503</u>	<u>-</u>	<u>409 263</u>	<u>395 184</u>
		25		15		40	154
6	8	245				258	294
					87 809	87 809	53 338
<u>6</u>	<u>8</u>	<u>270</u>	<u>-</u>	<u>15</u>	<u>87 809</u>	<u>88 107</u>	<u>53 786</u>
<u>1 037</u>	<u>140 508</u>	<u>14 244</u>	<u>18 004</u>	<u>179 518</u>	<u>87 809</u>	<u>497 370</u>	<u>448 969</u>

TRANSPORTS**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Rémunération		55 670	54 992
Fonctionnement		100 346	130 586
Capital		123 729	89 931
Intérêt		12 323	7 760
Support		205 302	165 699
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>497 370</u>	<u>497 370</u>	<u>448 969</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Fonctionnement		187 371	
Capital		164 969	5 661 040
Support		1 536 373	1 999 453
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 888 712</u>	<u>1 888 712</u>	<u>7 660 493</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits et permis	35 498	36 038
Revenus divers	136 107	75 914
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Revenus autonomes	<u>171 605</u>	<u>111 952</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>766 032</u>	<u>802 245</u>
Total	<u>937 637</u>	<u>914 197</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gouvernance, administration et services à la clientèle					
Annuels	583 802	583 733	69		
Permanents	95	95			
Ne nécessitant pas de crédits		274			
	<u>583 898</u>	<u>584 103</u>	<u>69</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide financière					
Annuels	3 218 491	3 218 491			
Permanents	21 905	21 905			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>3 240 396</u>	<u>3 240 396</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Mesures d'aide à l'emploi					
Annuels	1 194 491	1 194 491			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 194 491</u>	<u>1 194 491</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>5 018 784</u>	<u>5 018 989</u>	<u>69</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Annuels	4 996 784	4 996 715	69		
Permanents	22 000	22 000			
Ne nécessitant pas de crédits		274			
Total	<u>5 018 784</u>	<u>5 018 989</u>	<u>69</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	5 018 715	5 018 989			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	4		4		
Immobilisations tangibles	61		61		
Immobilisations en ressources informationnelles	3		3		
Total	<u>5 018 784</u>	<u>5 018 989</u>	<u>69</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Gouvernance, administration et services à la clientèle				
1. Direction et administration	117 967		6		51 223	51 649
Permanents (1)	15					15
Permanents (2)	30					
Amortissement des immobilisations						
2. Solidarité sociale et analyse stratégique	115 150	4			103 819	11 327
3. Services d'aide à l'emploi	220 956				145	3
4. Services Québec	86 609					
5. Recouvrement	8 405				7 889	516
Permanents (2)	46					46
6. Relations du travail	29 185		55	3	7 541	2 328
Permanents (1)	4					4
7. Contribution financière du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale au Tribunal administratif du travail	5 531					
Total	583 898	4	61	3	170 616	65 888

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)		
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère tels que les mesures d'aide financière, les mesures d'aide à l'emploi ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Ce programme vise aussi à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à l'exercice de la mission dévolue au Ministère. Également, il permet d'assurer l'administration de la Commission des partenaires du marché du travail. De plus, ce programme vise à élaborer, mettre en œuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail et de relations du travail. Aussi, il vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielle et de services aux citoyennes et citoyens. Enfin, il permet de verser au Fonds du Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère et il contribue à financer le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.								
	570	14 519						
30							274	
	1 365	219 443						
		86 609						
	19 257							
		5 531						
30	21 192	326 102	-	-	-	-	274	

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2						
Mesures d'aide financière						
1. Aide aux personnes et aux familles	3 078 555					
Permanents (1)	21 905					
2. Action communautaire	110 456					
3. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	29 479					
Total	3 240 396	-	-	-	-	-
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).						
PROGRAMME 3						
Mesures d'aide à l'emploi						
1. Mesures d'aide à l'emploi	1 194 491					
Total	1 194 491	-	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à rendre accessibles à tous les citoyens qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide financière de dernier recours égale à la différence entre les ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus. Les programmes d'aide et d'accompagnement social permettent aux prestataires de recevoir un soutien et un accompagnement personnalisés dans le but d'une préparation adéquate pour participer à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi. Ce programme permet aussi d'allouer, à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. De plus, ce programme prévoit le financement à des organismes communautaires en lien avec leur mission globale. Enfin, il vise aussi à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales.

	3 055 528	23 027					
21 905							
	61 558	48 898					
	29 479						
21 905	3 146 566	71 925	-	-	-	-	-

Ce programme vise à pourvoir au financement des mesures d'aide à l'emploi. Il favorise également la mobilisation et l'engagement réciproque de l'ensemble des acteurs concernés par le fonctionnement du marché du travail. Le Ministère est responsable de l'offre de services publics d'emploi dont l'information sur le marché du travail, le placement et les mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Le Ministère est également responsable de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (RLRQ, chapitre D-8.3) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre (RLRQ, chapitre F-5).

	167 600	1 026 891					
-	167 600	1 026 891	-	-	-	-	-

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Annuels	4 996 784	4	61	3	170 616	65 823
Permanents	22 000					65
Amortissement des immobilisations						
Total	5 018 784	4	61	3	170 616	65 888
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES						
				DÉPENSES		
				Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération				170 616		170 616
Fonctionnement				65 888	274	66 162
Créances douteuses et autres provisions				21 935		21 935
Transfert				3 335 358		3 335 358
Affectation à un fonds spécial				1 424 918		1 424 918
Service de la dette						
Total				5 018 715	274	5 018 989

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
21 935	3 335 358	1 424 918						274
21 935	3 335 358	1 424 918	-		-	-	-	274

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 – Gouvernance, administration et services à la clientèle				
Annuels	571 529			
Permanents	10			
	571 539	-	-	
Programme 2 – Mesures d'aide financière				
Annuels	2 930 600			
Permanents	5 500			
	2 936 100	-	-	
Programme 3 – Mesures d'aide à l'emploi				
Annuels	1 062 985			
Permanents				
	1 062 985	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Annuels	4 565 113			
Permanents	5 510			
Total	4 570 623	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
7 250				5 023				583 802
						85		95
<u>7 250</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>5 023</u>		<u>85</u>		<u>583 898</u>
				287 891				3 218 491
						16 405		21 905
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>287 891</u>		<u>16 405</u>		<u>3 240 396</u>
				131 506				1 194 491
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>131 506</u>		<u>-</u>		<u>1 194 491</u>
7 250				424 421				4 996 784
						16 490		22 000
<u>7 250</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>424 421</u>		<u>16 490</u>		<u>5 018 784</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 – Gouvernance, administration et services à la clientèle			
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail			
Autres			
	21 192	-	-
Programme 2 – Mesures d'aide financière			
Aide aux personnes et aux familles			
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piègeurs cris			
Programme de soutien aux carrefours jeunesse-emploi			
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires			
Programme de soutien financier aux corporations de développement communautaire			
Programme spécifique d'aide pour les Ukrainiens			
	3 146 566	-	32
Programme 3 – Mesures d'aide à l'emploi			
Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre		167 600	
	167 600	167 600	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	3 335 358	167 600	32

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

<u>Institutions d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> +	<u>Bénéficiaires non ventilés</u> =	<u>Total 2023</u>	<u>Total 2022</u>
				14 843		14 843	18 400
		570		5 779		6 349	5 852
-	-	570	-	20 622	-	21 192	24 252
		3 306	3 035 376			3 038 682	2 751 602
			27 272	2 207		29 479	29 509
		40 486				40 486	30 237
		72				72	112
		11 373				11 373	6 208
			16 846			16 846	
480	220	64 133	3 079 494	2 207	-	3 146 566	2 817 668
						167 600	12 500
-	-	-	-	-	-	167 600	12 500
480	220	64 702	3 079 494	22 829	-	3 335 358	2 854 419

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Rémunération		2 207	2 112
Fonctionnement			220
Capital		88	86
Support		3 333 063	2 852 002
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>3 335 358</u>	<u>3 335 358</u>	<u>2 854 419</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Rémunération		203 543	207 519
Fonctionnement		117 170	104 454
Capital		5 081	10 758
Intérêt		309	
Support		1 098 816	946 866
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 424 918</u>	<u>1 424 918</u>	<u>1 269 597</u>

4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS +
ASSEMBLÉE NATIONALE	
1 Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	2 059
Total du portefeuille	2 059
AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION	
2 Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes	
3 Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées	
4 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	
5 Projets d'infrastructures 2008	
6 Projets d'infrastructures 2015	
Total du portefeuille	-
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION	
7 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
8 Financement des programmes de gestion des risques agricoles	
9 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	145
Total du portefeuille	145
CONSEIL EXÉCUTIF	
10 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2
Total du portefeuille	2
CULTURE ET COMMUNICATIONS	
11 Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	1 962
12 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
13 Financement des unités autonomes de service	1 487
14 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	
Total du portefeuille	3 449
ÉCONOMIE ET INNOVATION	
15 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	
16 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	222
17 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	
Total du portefeuille	222
ÉDUCATION	
18 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	
19 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
20 Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	
21 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	22
22 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	
Total du portefeuille	22

TRANSFERTS FÉDÉRAUX	+	TRANSFERTS PROVENANT D'ENTITÉS AUTRES QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2023	TOTAL 2022	
				2 059	2 758	1
-		-		2 059	2 758	
45 376				45 376	12 029	2
1 971				1 971	383	3
65 570				65 570	108 401	4
6 584				6 584	5 708	5
10 557				10 557	23 166	6
130 057		-		130 057	149 687	
		1 868		1 868		7
115 616				115 616	103 706	8
				145	1 317	9
115 616		1 868		117 629	105 024	
				2		10
-		-		2	-	
				1 962	1 607	11
		852		852	1 970	12
				1 487	1 438	13
85				85		14
85		852		4 386	5 016	
					3 618	15
				222	17	16
21 457				21 457	16 923	17
21 457		-		21 679	20 557	
14 783				14 783	20 271	18
		266		266	1 413	19
151 457				151 457	106 281	20
17 796				17 818	24 558	21
39 569				39 569	95 485	22
223 604		266		223 891	248 008	

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS +
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES	
23 Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	33
24 Financement d'infrastructures 2018	
25 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	763
26 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	
Total du portefeuille	796
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	
27 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	
28 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
29 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	
30 Formation dans les pénitenciers fédéraux	
31 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	245
32 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	
Total du portefeuille	245
ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	
33 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	290
Total du portefeuille	290
FINANCES	
34 Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence	
Total du portefeuille	-
FORÊTS, FAUNE ET PARCS	
35 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
36 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	268
Total du portefeuille	268
IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION	
37 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2
Total du portefeuille	2
JUSTICE	
38 Accord relatif à la Loi sur les contraventions	
39 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3
Total du portefeuille	3
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	
40 Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	122 413
41 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	
42 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
43 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	
Total du portefeuille	122 413

TRANSFERTS FÉDÉRAUX	+	TRANSFERTS PROVENANT D'ENTITÉS AUTRES QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2023	TOTAL 2022	
				33	25	23
					34 789	24
				763	93	25
33 259				33 259	454	26
33 259		-		34 055	35 362	
7 581				7 581	6 448	27
		1 400		1 400	1 000	28
123				123		29
186				186	267	30
				245	149	31
60 359				60 359	52 426	32
68 249		1 400		69 894	60 290	
				290	493	33
-		-		290	493	
518 305				518 305	1 014 076	34
518 305		-		518 305	1 014 076	
		3 349		3 349	1 850	35
		60		327	2 474	36
-		3 409		3 676	4 324	
				2		37
-		-		2	-	
577				577	489	38
1 375				1 378	1 000	39
1 952		-		1 955	1 489	
				122 413	118 310	40
48 314				48 314	15 008	41
40 313				40 313	69 095	42
					49 645	43
88 627		-		211 040	252 058	

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS +
SÉCURITÉ PUBLIQUE	
44 Administration de la Loi sur les armes à feu	
45 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
46 Financement des unités autonomes de service	
47 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	
48 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	22 058
49 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	
Total du portefeuille	22 058
TRANSPORTS	
50 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	
51 Financement du Bureau d'évaluation médicale	
52 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	182
Total du portefeuille	182
TOTAL	152 155

TRANSFERTS FÉDÉRAUX	+	TRANSFERTS PROVENANT D'ENTITÉS AUTRES QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2023	TOTAL 2022	
5 471				5 471	5 428	44
		660		660	300	45
					3 705	46
					2 698	47
28 086		2 323		52 467	20 107	48
3 633				3 633		49
37 190		2 983		62 231	32 238	
15 356				15 356	25 181	50
15 356		-		15 356	25 181	
		5 328		5 328	4 612	51
				182	153	52
-		5 328		5 510	4 765	
1 253 759		16 105		1 422 019	1 961 324	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT	+
ASSEMBLÉE NATIONALE		
1 Revenus autonomes de l'Assemblée nationale		
Total du portefeuille		-
AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION		
2 Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes	45 376	
3 Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées	1 777	
4 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	64 946	
5 Projets d'infrastructures 2008	6 419	
6 Projets d'infrastructures 2015	10 557	
Total du portefeuille		129 075
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION		
7 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	1 868	
8 Financement des programmes de gestion des risques agricoles	115 050	
9 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille		116 918
CONSEIL EXÉCUTIF		
10 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille		-
CULTURE ET COMMUNICATIONS		
11 Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics		
12 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	852	
13 Financement des unités autonomes de service		
14 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada		
Total du portefeuille		852
ÉCONOMIE ET INNOVATION		
15 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires		
16 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
17 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	21 333	
Total du portefeuille		21 333
ÉDUCATION		
18 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	6 375	
19 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	240	
20 Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	151 457	
21 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	17 627	
22 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	39 569	
Total du portefeuille		215 268

RÉMUNÉRATION + FONCTIONNEMENT =		TOTAL 2023	TOTAL 2022	
	2 059	2 059	2 758	1
-	2 059	2 059	2 758	
		45 376	12 029	2
134	60	1 971	383	3
516	109	65 570	108 401	4
112	53	6 584	5 708	5
		10 557	23 166	6
762	221	130 057	149 687	
		1 868		7
441	125	115 616	103 706	8
	145	145	1 317	9
441	270	117 629	105 024	
	2	2		10
-	2	2	-	
316	1 645	1 962	1 607	11
		852	1 970	12
719	768	1 487	1 438	13
85		85		14
1 121	2 414	4 386	5 016	
	222	222	3 618	15
124		21 457	17	16
124	222	21 679	16 923	17
			20 557	
206	8 202	14 783	20 271	18
	25	266	1 413	19
		151 457	106 281	20
169	22	17 818	24 558	21
		39 569	95 485	22
374	8 249	223 891	248 008	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT +
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES	
23 Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	
24 Financement d'infrastructures 2018	
25 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	8
26 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	33 259
Total du portefeuille	33 267
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	
27 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	5 583
28 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	1 400
29 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	123
30 Formation dans les pénitenciers fédéraux	186
31 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	152
32 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	60 359
Total du portefeuille	67 803
ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	
33 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
FINANCES	
34 Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence	518 305 ⁽¹⁾
Total du portefeuille	518 305
FORÊTS, FAUNE ET PARCS	
35 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
36 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION	
37 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
JUSTICE	
38 Accord relatif à la Loi sur les contraventions	
39 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	
40 Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	122 413
41 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	
42 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	48 218
43 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	40 313
Total du portefeuille	210 944

(1) Ce montant a été transféré à la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) pour financer des projets d'infrastructures auprès de municipalités. Au 31 mars 2023, les contributions reportées de la SOFIL s'élevaient à 1 135 885 milliers de dollars.

RÉMUNÉRATION +		FONCTIONNEMENT =	TOTAL 2023	TOTAL 2022	
24	8	33	25	23	
			34 789	24	
138	617	763	93	25	
		33 259	454	26	
162	626	34 055	35 362		
	1 998	7 581	6 448	27	
		1 400	1 000	28	
		123		29	
		186	267	30	
	93	245	149	31	
		60 359	52 426	32	
-	2 091	69 894	60 290		
9	281	290	493	33	
9	281	290	493		
		518 305	1 014 076	34	
-	-	518 305	1 014 076		
	3 349	3 349	1 850	35	
21	306	327	2 474	36	
21	3 655	3 676	4 324		
	2	2		37	
-	2	2	-		
	577	577	489	38	
1 204	174	1 378	1 000	39	
1 204	751	1 955	1 489		
		122 413	118 310	40	
	96	48 314	15 008	41	
		40 313	69 095	42	
			49 645	43	
-	96	211 040	252 058		

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT +
SÉCURITÉ PUBLIQUE	
44 Administration de la Loi sur les armes à feu	
45 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	660
46 Financement des unités autonomes de service	
47 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	
48 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	12 093
49 Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	3 633
Total du portefeuille	16 386
TRANSPORTS	
50 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	
51 Financement du Bureau d'évaluation médicale	
52 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
TOTAL	1 330 150

RÉMUNÉRATION +		FONCTIONNEMENT =	TOTAL 2023	TOTAL 2022	
4 808		663	5 471	5 428	44
			660	300	45
				3 705	46
				2 698	47
25 102		15 273	52 467	20 107	48
			3 633		49
29 910		15 936	62 231	32 238	
299		15 057	15 356	25 181	50
299		15 057	15 356	25 181	
2 862		2 466	5 328	4 612	51
118		64	182	153	52
2 980		2 530	5 510	4 765	
37 407		54 462	1 422 019	1 961 324	

FONDS SPÉCIAUX

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées

Année financière terminée le 31 mars 2023

Le Parlement autorise le ministre ou l'organisme responsable d'un fonds spécial, par l'approbation des prévisions annuelles de dépenses et d'investissements du fonds spécial conformément à l'article 48 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), à effectuer des dépenses et des investissements à même les sommes portées au crédit du fonds spécial. Cette approbation se fait dans le cadre de l'adoption de lois sur les crédits ou de lois particulières, notamment lors de la constitution d'un fonds spécial. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, un mandat spécial, émis en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01), peut autoriser que des dépenses et des investissements soient portés au débit des fonds spéciaux. Ces autorisations ne valent que pour l'année financière sur laquelle portent les prévisions.

À la fin de l'année financière, pour chacun des fonds spéciaux, les dépenses et les investissements effectués sont comparés aux sommes approuvées par le Parlement pour cette année financière. Chacun des excédents constatés doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière. Tout solde inutilisé d'une somme approuvée de dépenses ou d'investissements est périmé. Toute somme excédentaire de dépenses ou d'investissements d'un fonds spécial sur les prévisions approuvées à cet égard est soumise à l'approbation du Parlement.

Pour l'année financière terminée le 31 mars 2023, des excédents de dépenses et d'investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées ont été constatés.

Excédents des dépenses et des investissements sur les sommes approuvées

(en milliers de dollars)

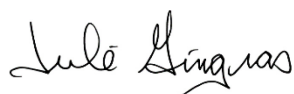
Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux	Excédents des dépenses	Excédents des investissements
Affaires municipales et Habitation		
Fonds régions et ruralité	75 944	
Culture et Communications		
Fonds Avenir Mécénat Culture	5	
Économie et Innovation		
Capital ressources naturelles et énergie	8 708	
Fonds du développement économique	5 398	
Fonds pour la croissance des entreprises québécoises	1 137	
Énergie et Ressources naturelles		
Fonds des ressources naturelles	63 928	309

Excédents des dépenses et des investissements sur les sommes approuvées (suite)
(en milliers de dollars)

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux	Excédents des dépenses	Excédents des investissements
Environnement et Lutte contre les changements climatiques		
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	28 288 ⁽¹⁾	2 195
Finances		
Fonds relatif à l'administration fiscale	9 284	
Justice		
Fonds du Tribunal administratif du Québec		316
Santé et Services sociaux		
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	82 533	
Transports		
Fonds aérien	980	
Fonds de gestion de l'équipement roulant	12 413	
Travail, Emploi et Solidarité sociale		
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	5 239	
Fonds de développement du marché du travail	119 699	
Fonds des biens et des services	28 011	
Fonds du Tribunal administratif du travail		4 570
Fonds québécois d'initiatives sociales	4 315	
	445 882	7 390

(1) Il s'agit d'excédents respectifs de 3 175 milliers de dollars et de 25 113 milliers de dollars pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021.

La sous-ministre des Finances,



Julie Gingras

La contrôlease des finances,



Lucie Pageau, CPA

Québec, le 11 décembre 2023, mais le 9 février 2024 concernant les modifications apportées au présent rapport et aux renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements des fonds spéciaux¹.

¹ Pour plus de détails, consulter l'errata accompagnant la version électronique de ce volume.

2. SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

FONDS SPÉCIAUX	DÉPENSES		
	Prévisions	Réels	Excédents
AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION			
1 Fonds régions et ruralité	293 940	369 884	75 944
CULTURE ET COMMUNICATIONS			
2 Fonds Avenir Mécénat Culture	5 006	5 011	5
3 Fonds du patrimoine culturel québécois	47 364	20 556	
CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE			
4 Fonds de la cybersécurité et du numérique	544 574	540 914	
ÉCONOMIE ET INNOVATION			
5 Capital ressources naturelles et énergie	220	8 928	8 708
6 Fonds du développement économique	767 654	773 052	5 398
7 Fonds pour la croissance des entreprises québécoises	100	1 237	1 137
ÉDUCATION			
8 Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	114 127	98 071	
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES			
9 Fonds des ressources naturelles	65 285	129 213	63 928
10 Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	165 989	137 003	
11 Fonds d'information sur le territoire	163 323	134 386	
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR			
12 Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	25 000	25 000	
ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES			
13 Fonds d'électrification et de changements climatiques	1 315 039	1 221 112	
14 Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	239 282	229 155	
FAMILLE			
15 Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	3 222 605	3 194 696	
FINANCES			
16 Fonds de financement	2 829	2 604	
17 Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux	232 000	217 934	
18 Fonds de lutte contre les dépendances	193 553	166 893	
19 Fonds des générations			
20 Fonds du centre financier de Montréal	1 405	1 404	
21 Fonds du Plan Nord	158 393	98 631	
22 Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	5 464	3 478	
23 Fonds relatif à l'administration fiscale	1 122 603	1 131 887	9 284

INVESTISSEMENTS			
Prévisions	Réels	Excédents	
			1
			2
			3
107 137	85 763		4
163 450	10 250		5
1 828 209	1 654 041		6
200 000	115 273		7
127 528			8
1 171	1 480	309	9
88	36		10
56 629	5 034		11
			12
3 215	432		13
250	2 445	2 195	14
			15
			16
			17
			18
			19
			20
			21
10 634	41		22
			23

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

FONDS SPÉCIAUX		DÉPENSES		
		Prévisions	Réels	Excédents
FORÊTS, FAUNE ET PARCS				
24	Fonds des ressources naturelles	642 313	616 670	
JUSTICE				
25	Fonds Accès Justice	26 923	24 311	
26	Fonds affecté à l'aide des personnes victimes d'infractions criminelles	47 061	40 984	
27	Fonds des registres du ministère de la Justice	48 427	44 030	
28	Fonds du Tribunal administratif du Québec	56 305	47 350	
29	Fonds relatif aux contrats publics	6		
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX				
30	Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis	142 000	110 467	
31	Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	393 594	476 127	82 533
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
32	Fonds de la région de la Capitale-Nationale	25 000	25 000	
33	Fonds des services de police	731 686	728 174	
TOURISME				
34	Fonds de partenariat touristique	372 784	357 137	
TRANSPORTS				
35	Fonds aérien	85 859	86 839	980
36	Fonds de gestion de l'équipement roulant	136 698	149 111	12 413
37	Fonds de la sécurité routière	66 148	38 159	
38	Fonds des réseaux de transport terrestre	6 324 542	5 654 815	
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE				
39	Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	41 937	47 176	5 239
40	Fonds de développement du marché du travail	1 502 391	1 622 089	119 699
41	Fonds des biens et des services	123 701	151 712	28 011
42	Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	19 924	12 450	
43	Fonds du Tribunal administratif du travail	88 505	83 461	
44	Fonds québécois d'initiatives sociales	17 945	22 260	4 315
		19 579 503	18 849 371	417 593 ⁽¹⁾

(1) Ce montant ne considère pas les redressements de 28 288 milliers de dollars apportés aux années antérieures, soit 3 175 milliers de dollars pour 2019-2020 et 25 113 milliers de dollars pour 2020-2021, relatifs à l'obtention des résultats finaux du Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État. Ces redressements créent des excédents des dépenses sur les prévisions qui doivent faire l'objet d'une approbation. Après la prise en compte de ces redressements, le montant total des excédents des dépenses à approuver s'élève à 445 882 milliers de dollars.

INVESTISSEMENTS		
Prévisions	Réels	Excédents
22 818	18 123	24
		25
		26
3 457	1 026	27
1 062	1 378	28
		29
		30
73 258	66 536	31
		32
18 800	15 373	33
		34
1 169	573	35
25 829	1 393	36
76 826	44 883	37
4 876	626	38
3 126 539	2 800 360	39
		40
2 361	567	41
20 411	17 158	42
4 435	9 005	43
		44
5 880 152	4 851 795	7 389

3. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

FONDS RÉGIONS ET RURALITÉ

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	269 839	267 500	267 500
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers		2 453	624
Total des revenus	269 839	269 953	268 124
Dépenses			
Transfert	293 940	369 884	181 771
Total des dépenses excluant le service de la dette	293 940	369 884	181 771
Service de la dette			
Total des dépenses	293 940	369 884	181 771
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(24 101)	(99 931)	86 353
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	97 680	206 933	120 580
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	73 579	107 001	206 933
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	-	-	-

CULTURE ET COMMUNICATIONS

FONDS AVENIR MÉCÉNAT CULTURE

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Taxes à la consommation	5 000	5 000	5 000
Revenus divers	6	105	11
Total des revenus	5 006	5 105	5 011
Dépenses			
Rémunération	250		
Transfert	4 756	5 011	5 060
Total des dépenses excluant le service de la dette	5 006	5 011	5 060
Service de la dette			
Total des dépenses	5 006	5 011	5 060
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	-	94	(49)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	2	255	304
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	2	349	255
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	-	-	-

CULTURE ET COMMUNICATIONS

FONDS DU PATRIMOINE CULTUREL QUÉBÉCOIS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable		2 600	6 592
Taxes à la consommation	24 800	30 100	19 500
Revenus divers	150	1 179	103
Total des revenus	24 950	33 879	26 196
Dépenses			
Rémunération	724		738
Fonctionnement	20	2	2
Transfert	46 620	20 554	16 653
Total des dépenses excluant le service de la dette	47 364	20 556	17 394
Service de la dette			
Total des dépenses	47 364	20 556	17 394
Modification comptable – Paiements de transfert			2 600
Total des dépenses à approuver	47 364	20 556	19 994
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(22 414)	13 324	8 802
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	46 183	49 628	40 827
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	23 768	62 952	49 628
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	-	-	-

CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE

FONDS DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTSAnnée financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2023</u>	<u>RÉELS 2022</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	18 243	63 543	
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			685
Revenus divers	<u>493 146</u>	<u>458 599</u>	<u>195 712</u>
Total des revenus	<u>511 389</u>	<u>522 142</u>	<u>196 398</u>
Dépenses			
Rémunération	122 316	129 188	30 488
Fonctionnement	417 889	401 959	99 047
Créances douteuses et autres provisions		6	(2)
Total des dépenses excluant le service de la dette	<u>540 205</u>	<u>531 153</u>	<u>129 534</u>
Service de la dette	<u>4 369</u>	<u>9 761</u>	<u>762</u>
Total des dépenses	<u>544 574</u>	<u>540 914</u>	<u>130 296</u>
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(33 186)	(18 772)	66 102
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	<u>37 060</u>	<u>66 102</u>	<u>-</u>
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	<u>3 874</u>	<u>47 330</u>	<u>66 102</u>
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles	45 614	2 332	105
Ressources informationnelles	<u>61 523</u>	<u>83 431</u>	<u>35 002</u>
Total des immobilisations	<u>107 137</u>	<u>85 763</u>	<u>35 107</u>
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	<u>107 137</u>	<u>85 763</u>	<u>35 107</u>

ÉCONOMIE ET INNOVATION

CAPITAL RESSOURCES NATURELLES ET ÉNERGIE

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Revenus divers	183	8 992	4 375
Total des revenus	183	8 992	4 375
Dépenses			
Fonctionnement		1 487	331
Créances douteuses et autres provisions	220	7 441	52 549
Dépenses liées aux quotes-parts des participations		64	63
Total des dépenses excluant le service de la dette	220	8 992	52 943
Service de la dette			
Total des dépenses	220	8 992	52 943
Dépenses liées aux quotes-parts des participations		(64)	(63)
Total des dépenses à approuver	220	8 928	52 880
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(37)	-	(48 568)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	(44 800)	(207 412)	(158 843)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	(44 838)	(207 412)	(207 412)
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s		252 789	295 826
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(44 838)	45 378	88 414
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	163 450	10 250	33 303
Total des investissements à approuver	163 450	10 250	33 303

ÉCONOMIE ET INNOVATION

FONDS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	592 949	521 468	194 337
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	3	18 608	22 552
Revenus divers	174 702	254 566	231 520
Total des revenus	767 654	794 642	448 410
Dépenses			
Fonctionnement	131 330	158 027	136 991
Transfert	157 571	281 732	239 802
Créances douteuses et autres provisions	379 751	204 013	(19 767)
Dépenses liées aux quotes-parts des participations		21 590	12 703
Total des dépenses excluant le service de la dette	668 651	665 362	369 729
Service de la dette	99 003	129 280	78 680
Total des dépenses	767 654	794 642	448 410
Dépenses liées aux quotes-parts des participations		(21 590)	(12 703)
Total des dépenses à approuver	767 654	773 052	435 707
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	82 845	82 984	82 984
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	82 845	82 984	82 984
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s		(21 458)	(8 476)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	82 845	61 526	74 508
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	1 828 209	1 654 041	1 362 971
Total des investissements à approuver	1 828 209	1 654 041	1 362 971

ÉCONOMIE ET INNOVATION

FONDS POUR LA CROISSANCE DES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Revenus divers	1 002	568	613
Total des revenus	1 002	568	613
Dépenses			
Fonctionnement		1 237	613
Créances douteuses et autres provisions	100		
Total des dépenses excluant le service de la dette	100	1 237	613
Service de la dette			
Total des dépenses	100	1 237	613
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	902	(669)	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	655	(21)	(21)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	1 557	(690)	(21)
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s		(18 465)	(6 374)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 557	(19 156)	(6 395)
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	200 000	115 273	207 929
Total des investissements à approuver	200 000	115 273	207 929

ÉDUCATION

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT ET DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	45 000	31 542	166 174
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Taxes à la consommation	90 000	90 000	90 000
Revenus divers	2 028	5 700	1 459
Total des revenus	137 028	127 243	257 633
Dépenses			
Rémunération	836	862	816
Fonctionnement	182	32	28
Transfert	113 110	97 177	69 168
Total des dépenses excluant le service de la dette	114 127	98 071	70 011
Service de la dette			
Total des dépenses	114 127	98 071	70 011
Modification comptable – Paiements de transfert			6 405
Total des dépenses à approuver	114 127	98 071	76 416
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	22 901	29 172	187 623
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	202 807	226 481	38 859
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	225 708	255 653	226 481
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	127 528		32 334
Total des investissements à approuver	127 528	-	32 334

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	12 597	95 647	21 597
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Droits et permis	43 209	41 593	42 909
Revenus divers	1 567	6 212	232
Total des revenus	57 373	143 452	64 737
Dépenses			
Rémunération	18 588	16 513	16 305
Fonctionnement	21 087	13 954	12 566
Transfert	25 609	98 687	11 126
Créances douteuses et autres provisions	1	58	
Total des dépenses excluant le service de la dette	65 285	129 213	39 997
Service de la dette			
Total des dépenses	65 285	129 213	39 997
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(7 912)	14 239	24 740
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	68 895	79 126	54 386
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	60 983	93 366	79 126
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles	550	785	544
Ressources informationnelles	621	695	152
Total des immobilisations	1 171	1 480	696
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	1 171	1 480	696

Note :

Le Fonds des ressources naturelles, institué en vertu de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets. Les informations financières du volet Aménagement durable du territoire forestier sont présentées, depuis 2014-2015, dans le portefeuille Forêts, Faune et Parcs. Celles du volet Conservation et mise en valeur de la faune, en vigueur depuis le 11 juin 2021, font partie du portefeuille Forêts, Faune et Parcs. Les informations financières de tous les autres volets sont cumulées et présentées dans le portefeuille Énergie et Ressources naturelles.

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS DE TRANSITION, D'INNOVATION ET D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUES RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	51 557	23 428	5 262
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec		9	
Droits et permis	85 541	83 099	85 075
Revenus divers	60	646	593
Transferts du gouvernement fédéral	19 154	77 050	4 161
Total des revenus	156 313	184 232	95 091
Dépenses			
Rémunération	13 910	8 155	4 856
Fonctionnement	46 260	45 732	33 284
Transfert	105 819	81 386	44 043
Créances douteuses et autres provisions		1 704	1 817
Total des dépenses excluant le service de la dette	165 989	136 977	84 000
Service de la dette		26	28
Total des dépenses	165 989	137 003	84 028
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(9 677)	47 229	11 063
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	15 919	11 135	72
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	6 243	58 364	11 135
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles	4		
Ressources informationnelles	84	36	403
Total des immobilisations	88	36	403
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	88	36	403

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Droits et permis		190	48
Revenus divers	190 560	198 393	200 563
Total des revenus	190 560	198 583	200 612
Dépenses			
Rémunération	56 620	49 623	47 761
Fonctionnement	102 703	83 411	81 712
Transfert	4 000	1 276	
Créances douteuses et autres provisions		76	186
Total des dépenses excluant le service de la dette	163 323	134 386	129 659
Service de la dette			
Total des dépenses	163 323	134 386	129 659
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	27 237	64 197	70 953
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	737 178	761 150	690 197
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	764 415	825 347	761 150
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles	1 596	900	2 610
Ressources informationnelles	1 314	4 134	1 520
Total des immobilisations	2 910	5 034	4 130
Prêts, placements, avances et autres coûts	53 719		73 347
Total des investissements à approuver	56 629	5 034	77 477

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

FONDS POUR L'EXCELLENCE ET LA PERFORMANCE UNIVERSITAIRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTSAnnée financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2023</u>	<u>RÉELS 2022</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	25 000	25 000	25 000
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Total des revenus	25 000	25 000	25 000
Dépenses			
Transfert	25 000	25 000	25 000
Total des dépenses excluant le service de la dette	25 000	25 000	25 000
Service de la dette			
Total des dépenses	25 000	25 000	25 000
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	-	-	-
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	-	-	-

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
**FONDS D'ÉLECTRIFICATION ET DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2023</u>	<u>RÉELS ⁽¹⁾ 2022</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	95 000		
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Droits et permis	1 077 357	1 267 035	1 299 088
Revenus divers	8 172	64 557	4 384
Transferts du gouvernement fédéral	<u>34 645</u>	<u>24 893</u>	<u>70 730</u>
Total des revenus	<u>1 215 174</u>	<u>1 356 485</u>	<u>1 374 202</u>
Dépenses			
Rémunération	28 363	22 358	24 797
Fonctionnement	37 236	22 317	26 180
Transfert	1 249 440	1 175 214	1 126 797
Créances douteuses et autres provisions		<u>1 223</u>	<u>638</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	<u>1 315 039</u>	<u>1 221 112</u>	<u>1 178 412</u>
Service de la dette			
Total des dépenses	<u>1 315 039</u>	<u>1 221 112</u>	<u>1 178 412</u>
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(99 866)	135 373	195 790
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	<u>1 467 130</u>	<u>1 586 100</u>	<u>1 390 310</u>
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	<u>1 367 264</u>	<u>1 721 473</u>	<u>1 586 100</u>
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles	3 215	432	721
Ressources informationnelles			<u>23</u>
Total des immobilisations	<u>3 215</u>	<u>432</u>	<u>745</u>
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	<u>3 215</u>	<u>432</u>	<u>745</u>

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS D'ÉLECTRIFICATION ET DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2023</u>	<u>RÉELS ⁽¹⁾ 2022</u>
Dépenses par portefeuille ministériel			
Affaires municipales et Habitation	6 335	2 673	5 560
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	4 124	6 306	411
Économie et Innovation	10 623	39 758	29 821
Éducation	30 589	13 897	18 987
Énergie et Ressources naturelles	645 627	423 372	448 839
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	169 004	192 864	229 117
Forêts, Faune et Parcs	22 171	13 939	15 135
Relations internationales et Francophonie	250	16 945	9 822
Santé et Services sociaux	9 322	1 833	4 522
Sécurité publique	8 350	53 350	843
Tourisme			4 223
Transports	<u>408 645</u>	<u>456 174</u>	<u>411 132</u>
Total des dépenses	<u>1 315 039</u>	<u>1 221 112</u>	<u>1 178 412</u>

(1) Les informations préliminaires publiées en 2021-2022 ont été modifiées pour tenir compte des résultats finaux du fonds pour l'année financière 2021-2022. Ces modifications ne créent pas, dans l'année à laquelle elles se rapportent, d'excédent sur les sommes approuvées.

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DOMAINE HYDRIQUE DE L'ÉTAT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS ⁽¹⁾ 2022
Revenus			
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec		587	409
Droits et permis	170 985	198 262	191 595
Revenus divers	15 935	34 420	12 151
Transferts du gouvernement fédéral	23 214	16 169	31 914
Total des revenus	210 135	249 437	236 068
Dépenses			
Rémunération	33 823	38 654	34 147
Fonctionnement	20 306	18 151	13 731
Transfert	184 871	171 575	168 605
Créances douteuses et autres provisions	282	774	(26)
Total des dépenses excluant le service de la dette	239 282	229 155	216 457
Service de la dette			
Total des dépenses	239 282	229 155	216 457
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(29 147)	20 283	19 611
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	453 822	512 699	516 847 ⁽²⁾
Redressements des années antérieures			
Revenus		(3 445)	(12 407)
Dépenses		(12 749)	(27 546) ⁽³⁾
Total des redressements des années antérieures	-	(16 194)	(39 953)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	453 822	496 505	476 894
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	424 675	516 788	496 505

ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DOMAINE HYDRIQUE DE L'ÉTAT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS ⁽¹⁾ 2022
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles	250	13	32
Ressources informationnelles			12
Total des immobilisations	250	13	43
Prêts, placements, avances et autres coûts		2 432 ⁽⁴⁾	
Total des investissements à approuver	250	2 445	43

(1) Les informations préliminaires publiées en 2021-2022 ont été modifiées pour refléter les informations finales du fonds. Ces modifications ne créent pas, pour l'année financière 2021-2022, d'excédent sur les sommes approuvées.

(2) Ce montant inclut un redressement apporté aux années antérieures relatif à l'obtention des résultats finaux du fonds pour l'année financière 2019-2020. Ce redressement crée un excédent des dépenses sur les prévisions de 3 175 milliers de dollars, ce qui correspond à des dépenses de 29 803 milliers de dollars par rapport à des prévisions approuvées de 26 628 milliers de dollars.

(3) Ce montant inclut une somme de 25 113 milliers de dollars liée au redressement apporté aux années antérieures relatif à l'obtention des résultats finaux du fonds pour l'année financière 2020-2021. L'excédent des dépenses sur les prévisions s'établit dorénavant à 70 192 milliers de dollars, ce qui correspond à des dépenses de 106 852 milliers de dollars par rapport à des prévisions approuvées de 36 660 milliers de dollars. Il s'agit d'une augmentation de 25 113 milliers de dollars par rapport à l'excédent de 45 079 milliers de dollars constaté en 2020-2021.

(4) Ce montant découle de la modification comptable constatée dans l'année financière 2020-2021.

FAMILLE

FONDS DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTSAnnée financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	3 222 605	3 194 182	3 297 269
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers		514	145
Total des revenus	3 222 605	3 194 696	3 297 414
Dépenses			
Transfert	3 222 555	3 194 697	2 880 629
Créances douteuses et autres provisions	50	(1)	(7)
Total des dépenses excluant le service de la dette	3 222 605	3 194 696	2 880 622
Service de la dette			
Total des dépenses	3 222 605	3 194 696	2 880 622
Modification comptable – Paiements de transfert			(18 004)
Total des dépenses à approuver	3 222 605	3 194 696	2 862 618
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	-	-	416 792
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	-	-	(416 792)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	-	-	-
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	-	-	-

FINANCES

FONDS DE FINANCEMENT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Revenus divers	2 108 547	2 461 499	1 848 418
Total des revenus	2 108 547	2 461 499	1 848 418
Dépenses			
Rémunération	1 610	1 580	1 559
Fonctionnement	1 219	1 023	1 039
Total des dépenses excluant le service de la dette	2 829	2 604	2 598
Service de la dette	2 072 153	2 408 093	1 803 008
Total des dépenses	2 074 982	2 410 697	1 805 606
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	33 565	50 803	42 811
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	753 944	678 576	721 446
Redressements des années antérieures			
Revenus			
Dépenses			(85 682)
Total des redressements des années antérieures	-	-	(85 682)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	753 944	678 576	635 764
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début redressé	753 944	678 576	635 764
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	787 509	729 379	678 576
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s		(16 474)	
Surplus (déficit) cumulé à la fin	787 509	712 904	678 576
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	14 850 815	12 762 505	12 652 377
Total des investissements	14 850 815	12 762 505	12 652 377

FINANCES

FONDS DE L'AIDE FINANCIÈRE À L'INVESTISSEMENT ET DES CONTRATS SPÉCIAUX RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2023</u>	<u>RÉELS 2022</u>
Revenus			
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>232 000</u>	<u>217 934</u>	<u>222 438</u>
Total des revenus	<u>232 000</u>	<u>217 934</u>	<u>222 438</u>
Dépenses			
Transfert	<u>232 000</u>	<u>217 934</u>	<u>222 438</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	<u>232 000</u>	<u>217 934</u>	<u>222 438</u>
Service de la dette	<u></u>	<u></u>	<u></u>
Total des dépenses	<u>232 000</u>	<u>217 934</u>	<u>222 438</u>
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles	<u></u>	<u></u>	<u></u>
Total des immobilisations	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u></u>	<u></u>	<u></u>
Total des investissements à approuver	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

FINANCES

FONDS DE LUTTE CONTRE LES DÉPENDANCES RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Taxes à la consommation	89 179	76 806	82 221
Revenus divers	200	2 661	97
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	104 292	126 942	75 709
Total des revenus	193 671	206 409	158 027
Dépenses			
Fonctionnement	14 562	16 651	10 987
Transfert	178 991	150 241	100 782
Total des dépenses excluant le service de la dette	193 553	166 893	111 770
Service de la dette			
Total des dépenses	193 553	166 893	111 770
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	118	39 517	46 257
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	60 775	106 914	60 657
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	60 893	146 431	106 914
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	-	-	-

FINANCES

FONDS DES GÉNÉRATIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Taxes à la consommation	500 000	500 000	500 000
Droits et permis	1 354 000	1 465 872	1 899 391
Revenus divers	841 000	356 507	514 632
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	750 000	759 000	703 000
Total des revenus	3 445 000	3 081 380	3 617 023
Dépenses			
Dépenses			
Total des dépenses excluant le service de la dette	-	-	-
Service de la dette			
Total des dépenses	-	-	-
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	3 445 000	3 081 380	3 617 023
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	15 669 369	15 829 392	12 212 369
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	19 114 369	18 910 771	15 829 392
Investissements			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	3 445 000 ⁽¹⁾	3 084 886 ⁽¹⁾	3 609 265 ⁽¹⁾
Total des investissements	3 445 000	3 084 886	3 609 265

(1) Ce montant correspond aux sommes investies auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec et en vertu de l'article 8 de la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations (RLRQ, chapitre R-2.2.0.1), les prévisions d'investissements du Fonds des générations n'ont pas à être approuvées par le Parlement.

FINANCES

FONDS DU CENTRE FINANCIER DE MONTRÉAL RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2023</u>	<u>RÉELS 2022</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	600	600	600
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Droits et permis	1 147	1 417	1 223
Total des revenus	1 747	2 017	1 823
Dépenses			
Transfert	1 405	1 404	1 391
Total des dépenses excluant le service de la dette	1 405	1 404	1 391
Service de la dette			
Total des dépenses	1 405	1 404	1 391
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	342	613	432
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	1 814	1 833	1 400
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	2 156	2 445	1 833
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	-	-	-

FINANCES

FONDS DU PLAN NORD RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	15 000	15 000	15 000
Impôt sur le revenu et les biens	86 000	90 200	86 000
Revenus divers	812	4 869	226
Total des revenus	101 812	110 069	101 226
Dépenses			
Fonctionnement	98	105	112
Transfert	158 295	98 525	69 283
Total des dépenses excluant le service de la dette	158 393	98 631	69 395
Service de la dette			
Total des dépenses	158 393	98 631	69 395
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(56 581)	11 438	31 832
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	81 217	93 537	61 705
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	24 635	104 975	93 537
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	-	-	-

FINANCES

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	462	30	22
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	3 677	3 677	3 347
Droits et permis	3	3	3
Revenus divers	1 322	198	14
Total des revenus	5 464	3 908	3 386
Dépenses			
Rémunération	2 985	2 646	2 347
Fonctionnement	2 479	832	602
Total des dépenses excluant le service de la dette	5 464	3 478	2 949
Service de la dette			
Total des dépenses	5 464	3 478	2 949
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	-	430	437
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	4 592	4 728	4 291
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	4 592	5 158	4 728
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles	6	2	4
Ressources informationnelles	85	39	67
Total des immobilisations	91	41	71
Prêts, placements, avances et autres coûts	10 543		
Total des investissements à approuver	10 634	41	71

FINANCES

FONDS RELATIF À L'ADMINISTRATION FISCALE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Impôt sur le revenu et les biens	1 122 603	1 131 861	1 034 431
Revenus divers		26	44 566
Total des revenus	1 122 603	1 131 887	1 078 997
Dépenses			
Fonctionnement	1 122 603	1 131 887	1 079 078
Total des dépenses excluant le service de la dette	1 122 603	1 131 887	1 079 078
Service de la dette			
Total des dépenses	1 122 603	1 131 887	1 079 078
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	-	-	(81)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	-	-	81
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	-	-	-
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	-	-	-

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	289 958	307 978	302 236
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec		1 185	
Droits et permis	278 100	278 918	304 827
Revenus divers	41 000	12 898	5 376
Transferts du gouvernement fédéral	13 957	4 258	38 523
Total des revenus	623 015	605 237	650 962
Dépenses			
Rémunération	71 190	71 948	69 990
Fonctionnement	403 347	363 574	344 672
Transfert	167 776	181 436	188 701
Créances douteuses et autres provisions		(288)	
Total des dépenses excluant le service de la dette	642 313	616 670	603 364
Service de la dette			
Total des dépenses	642 313	616 670	603 364
Modification comptable – Paiements de transfert			1 948
Total des dépenses à approuver	642 313	616 670	605 312
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(19 299)	(11 433)	47 598
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	66 024	102 215	54 616
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	46 726	90 782	102 215

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles	21 606	16 912	11 281
Ressources informationnelles	1 213	1 210	455
Total des immobilisations	22 818	18 123	11 736
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	22 818	18 123	11 736

Note :

Le Fonds des ressources naturelles, institué en vertu de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets. Les informations financières du volet Aménagement durable du territoire forestier sont présentées, depuis 2014-2015, dans le portefeuille Forêts, Faune et Parcs. Celles du volet Conservation et mise en valeur de la faune, en vigueur depuis le 11 juin 2021, font partie du portefeuille Forêts, Faune et Parcs. Les informations financières de tous les autres volets sont cumulées et présentées dans le portefeuille Énergie et Ressources naturelles.

JUSTICE

FONDS ACCÈS JUSTICE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	6 755	8 801	7 179
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	14 523	15 761	15 156
Transferts du gouvernement fédéral	2 605	2 714	2 553
Total des revenus	23 883	27 275	24 888
Dépenses			
Rémunération	1 954	1 882	1 403
Fonctionnement	17 397	13 004	12 903
Transfert	7 473	9 312	7 553
Créances douteuses et autres provisions	100	113	90
Total des dépenses excluant le service de la dette	26 923	24 311	21 949
Service de la dette			
Total des dépenses	26 923	24 311	21 949
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(3 040)	2 964	2 939
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	5 812	14 188	11 249
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	2 772	17 152	14 188
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	-	-	-

JUSTICE

FONDS AFFECTÉ À L'AIDE DES PERSONNES VICTIMES D'INFRACTIONS CRIMINELLES RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	6 597	11 708	12 241
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	21 906	16 459	22 780
Transferts du gouvernement fédéral	1 019	774	700
Total des revenus	29 522	28 940	35 721
Dépenses			
Rémunération	2 142	2 616	1 831
Fonctionnement	900	628	695
Transfert	43 018	41 518	43 594
Créances douteuses et autres provisions	1 000	(3 778)	(1 334)
Total des dépenses excluant le service de la dette	47 061	40 984	44 786
Service de la dette			
Total des dépenses	47 061	40 984	44 786
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(17 539)	(12 044)	(9 065)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	23 538	30 838	39 904
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	5 999	18 795	30 838
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	-	-	-

JUSTICE

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Revenus divers	40 215	42 431	43 199
Total des revenus	40 215	42 431	43 199
Dépenses			
Rémunération	30 043	27 089	28 111
Fonctionnement	18 383	16 941	14 858
Total des dépenses excluant le service de la dette	48 427	44 030	42 969
Service de la dette			
Total des dépenses	48 427	44 030	42 969
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(8 212)	(1 600)	230
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	118 145	124 310	124 079
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	109 934	122 710	124 310
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles	3 457	1 026	528
Total des immobilisations	3 457	1 026	528
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	3 457	1 026	528

JUSTICE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	22 219	22 219	19 834
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	10 741	10 741	10 634
Revenus divers	22 952	24 378	21 999
Total des revenus	55 911	57 338	52 467
Dépenses			
Rémunération	40 465	36 960	36 119
Fonctionnement	15 830	10 385	10 012
Total des dépenses excluant le service de la dette	56 295	47 345	46 131
Service de la dette	10	5	9
Total des dépenses	56 305	47 350	46 140
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(393)	9 988	6 327
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	20 266	23 591	17 264
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	19 873	33 579	23 591
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles	620	109	65
Ressources informationnelles	442	1 270	628
Total des immobilisations	1 062	1 378	693
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	1 062	1 378	693

JUSTICE

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Revenus divers	45	167	19
Total des revenus	45	167	19
Dépenses			
Fonctionnement	6		
Total des dépenses excluant le service de la dette	6	-	-
Service de la dette			
Total des dépenses	6	-	-
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	38	167	18
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	8 723	8 702	8 684
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	8 761	8 869	8 702
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	-	-	-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DE PRÉVENTION ET DE RECHERCHE EN MATIÈRE DE CANNABIS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	91 836	88 650	82 279
Revenus divers	114	3 215	203
Total des revenus	91 950	91 866	82 483
Dépenses			
Rémunération	3 120	1 399	1 428
Fonctionnement	4 000	101	145
Transfert	134 880	108 966	70 107
Total des dépenses excluant le service de la dette	142 000	110 467	71 680
Service de la dette			
Total des dépenses	142 000	110 467	71 680
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(50 050)	(18 601)	10 803
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	71 076	83 862	73 059
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	21 025	65 261	83 862
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	-	-	-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	342 485	472 099	371 490
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	50 501	65 952	57 132
Transferts du gouvernement fédéral		5 345	2 650
Total des revenus	392 985	543 395	431 272
Dépenses			
Rémunération	32 818	37 241	30 097
Fonctionnement	254 137	240 314	239 000
Transfert	106 402	196 803	150 372
Total des dépenses excluant le service de la dette	393 356	474 358	419 469
Service de la dette	238	1 769	248
Total des dépenses	393 594	476 127	419 717
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(609)	67 268	11 555
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	4 821	16 931	5 376
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	4 212	84 199	16 931
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles	73 258	66 536	38 332
Total des immobilisations	73 258	66 536	38 332
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	73 258	66 536	38 332

SÉCURITÉ PUBLIQUE

FONDS DE LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	25 000	25 000	25 000
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Total des revenus	25 000	25 000	25 000
Dépenses			
Transfert	25 000	25 000	25 000
Total des dépenses excluant le service de la dette	25 000	25 000	25 000
Service de la dette			
Total des dépenses	25 000	25 000	25 000
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	-	-	-
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	-	-	-

SÉCURITÉ PUBLIQUE

FONDS DES SERVICES DE POLICE

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2023</u>	<u>RÉELS 2022</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	346 950	342 775	345 509
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	<u>384 736</u>	<u>385 399</u>	<u>367 344</u>
Total des revenus	<u>731 686</u>	<u>728 174</u>	<u>712 854</u>
Dépenses			
Rémunération	565 782	574 846	567 139
Fonctionnement	165 704	153 132	145 500
Créances douteuses et autres provisions			<u>152</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	<u>731 486</u>	<u>727 977</u>	<u>712 791</u>
Service de la dette	<u>200</u>	<u>197</u>	<u>63</u>
Total des dépenses	<u>731 686</u>	<u>728 174</u>	<u>712 854</u>
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles	16 800	11 843	11 568
Ressources informationnelles	<u>2 000</u>	<u>3 530</u>	<u>1 834</u>
Total des immobilisations	<u>18 800</u>	<u>15 373</u>	<u>13 402</u>
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	<u>18 800</u>	<u>15 373</u>	<u>13 402</u>

TOURISME

FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	251 720	194 813	227 811
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec		7 500	
Taxes à la consommation	119 939	148 539	91 184
Revenus divers	1 220	8 587	632
Total des revenus	372 879	359 439	319 626
Dépenses			
Rémunération	22 281	20 089	17 835
Fonctionnement	9 680	11 286	8 067
Transfert	340 793	325 115	246 746
Créances douteuses et autres provisions	30	647	
Total des dépenses excluant le service de la dette	372 784	357 137	272 647
Service de la dette			
Total des dépenses	372 784	357 137	272 647
Modification comptable – Paiements de transfert			(14 723)
Total des dépenses à approuver	372 784	357 137	257 925
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	95	2 302	46 979
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	9 797	9 098	(37 881)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	9 892	11 400	9 098
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles	5		
Ressources informationnelles	75	73	93
Total des immobilisations	80	73	93
Prêts, placements, avances et autres coûts	1 089	500	750
Total des investissements à approuver	1 169	573	843

TRANSPORTS

FONDS AÉRIEN

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2023</u>	<u>RÉELS 2022</u>
Revenus			
Revenus divers	<u>86 276</u>	<u>88 836</u>	<u>92 467</u>
Total des revenus	<u>86 276</u>	<u>88 836</u>	<u>92 467</u>
Dépenses			
Rémunération	28 107	26 728	26 906
Fonctionnement	<u>56 848</u>	<u>59 300</u>	<u>64 084</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	84 955	86 027	90 990
Service de la dette	<u>904</u>	<u>811</u>	<u>847</u>
Total des dépenses	<u>85 859</u>	<u>86 839</u>	<u>91 837</u>
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	417	1 997	630
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	<u>62 798</u>	<u>63 011</u>	<u>62 381</u>
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	<u>63 216</u>	<u>65 008</u>	<u>63 011</u>
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles	25 102	919	933
Ressources informationnelles	<u>727</u>	<u>473</u>	<u>6</u>
Total des immobilisations	25 829	1 393	939
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u></u>	<u></u>	<u>500</u>
Total des investissements à approuver	<u>25 829</u>	<u>1 393</u>	<u>1 439</u>

TRANSPORTS

FONDS DE GESTION DE L'ÉQUIPEMENT ROULANT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	688	995	787
Revenus divers	137 361	149 548	138 310
Total des revenus	138 049	150 543	139 096
Dépenses			
Rémunération	34 118	34 284	30 695
Fonctionnement	98 150	109 049	97 266
Total des dépenses excluant le service de la dette	132 267	143 333	127 962
Service de la dette	4 431	5 778	4 453
Total des dépenses	136 698	149 111	132 415
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	1 351	1 433	6 681
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	23 977	27 367	20 686
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	25 328	28 799	27 367
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles	75 373	44 455	38 526
Ressources informationnelles	1 453	428	236
Total des immobilisations	76 826	44 883	38 761
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	76 826	44 883	38 761

TRANSPORTS

FONDS DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2023</u>	<u>RÉELS 2022</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	3 000		
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	<u>68 433</u>	<u>56 860</u>	<u>52 387</u>
Total des revenus	<u>71 433</u>	<u>56 860</u>	<u>52 387</u>
Dépenses			
Rémunération	14 969	1 495	1 479
Fonctionnement	20 804	28 462	25 618
Transfert	26 953	8 202	7 087
Créances douteuses et autres provisions	<u>3 422</u>		
Total des dépenses excluant le service de la dette	66 148	38 159	34 184
Service de la dette			
Total des dépenses	<u>66 148</u>	<u>38 159</u>	<u>34 184</u>
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	5 285	18 702	18 203
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	<u>75 703</u>	<u>77 442</u>	<u>59 238</u>
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	<u>80 988</u>	<u>96 143</u>	<u>77 442</u>
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles	4 876	495	76
Ressources informationnelles		<u>131</u>	
Total des immobilisations	4 876	626	76
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	<u>4 876</u>	<u>626</u>	<u>76</u>

TRANSPORTS

FONDS DES RÉSEAUX DE TRANSPORT TERRESTRE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS ⁽¹⁾ 2022
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	1 914 201	1 904 312	7 660 493
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	364 120	490 902	384 963
Taxes à la consommation	2 127 000	2 141 638	2 075 136
Droits et permis	1 274 732	1 313 619	1 283 721
Revenus divers	181 491	200 022	222 207
Transferts du gouvernement fédéral	473 684	102 772	146 356
Total des revenus	6 335 228	6 153 265	11 772 876
Dépenses			
Rémunération	292 746	319 525	304 704
Fonctionnement	1 933 676	2 087 462	2 011 063
Transfert	3 391 896	2 543 810	3 388 237
Créances douteuses et autres provisions	10 368	8 836	7 787
Total des dépenses excluant le service de la dette	5 628 687	4 959 633	5 711 791
Service de la dette	787 435	782 445	741 022
Total des dépenses	6 416 122	5 742 078	6 452 813
Contribution des automobilistes au transport en commun	(91 581)	(87 263)	(90 036)
Modification comptable – Paiements de transfert			(399 559)
Total des dépenses à approuver	6 324 542	5 654 815	5 963 218
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(80 895)	411 187	5 320 063
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	1 235 725	1 304 951	(4 015 112)
Redressements des années antérieures			
Revenus			
Dépenses		(187 371) ⁽¹⁾	(187 371)
Total des redressements des années antérieures	-	(187 371)	(187 371)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	1 235 725	1 117 581	(4 202 483)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	1 154 830	1 528 768	1 117 581

TRANSPORTS

FONDS DES RÉSEAUX DE TRANSPORT TERRESTRE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS ⁽¹⁾ 2022
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles	3 104 395	2 700 481	2 673 477
Ressources informationnelles	<u>22 144</u>	<u>19 877</u>	<u>20 751</u>
Total des immobilisations	3 126 539	2 720 358	2 694 228
Prêts, placements, avances et autres coûts		<u>267 372</u> ⁽²⁾	
Total des investissements	<u>3 126 539</u>	<u>2 987 730</u>	<u>2 694 229</u>
Modification comptable – Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations		<u>(187 371)</u>	
Total des investissements à approuver	<u><u>3 126 539</u></u>	<u><u>2 800 360</u></u>	<u><u>2 694 229</u></u>

(1) Un redressement est effectué en 2022-2023 à la suite de l'application de la norme comptable sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les données de l'année financière 2021-2022 ont été retraitées pour tenir compte de ce redressement.

(2) Ce montant inclut une somme de 187 371 milliers de dollars liée au redressement des années antérieures à l'égard de l'application de la norme comptable sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	36 935	48 898	38 187
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	3 248	3 538	3 503
Revenus divers		8	
Total des revenus	40 183	52 444	41 690
Dépenses			
Rémunération	1 678	2 249	1 353
Fonctionnement	1 239	706	256
Transfert	39 020	44 221	39 762
Total des dépenses excluant le service de la dette	41 937	47 176	41 370
Service de la dette			
Total des dépenses	41 937	47 176	41 370
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(1 754)	5 268	320
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	4 196	5 370	5 050
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	2 442	10 637	5 370
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	-	-	-

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	1 192 428	1 246 334	1 116 909
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	34 200	3 345	1 265
Droits et permis	1 500	2 032	1 947
Revenus divers	25 609	12 723	10 259
Transferts du gouvernement fédéral	189 253	187 752	275 917
Total des revenus	1 442 990	1 452 185	1 406 297
Dépenses			
Rémunération	185 798	191 179	180 264
Fonctionnement	61 825	61 617	59 905
Transfert	1 253 668	1 367 116	1 134 836
Créances douteuses et autres provisions	1 100	2 177	1 861
Total des dépenses excluant le service de la dette	1 502 391	1 622 089	1 376 866
Service de la dette			
Total des dépenses	1 502 391	1 622 089	1 376 866
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(59 401)	(169 904)	29 431
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	304 082	312 606	283 175
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	244 681	142 702	312 606
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	-	-	-

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES BIENS ET DES SERVICES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	78 352	83 158	77 268
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	40 349	62 538	48 955
Total des revenus	118 701	145 696	126 223
Dépenses			
Rémunération	75 320	91 829	75 621
Fonctionnement	48 292	59 613	44 392
Créances douteuses et autres provisions	73	254	17
Total des dépenses excluant le service de la dette	123 686	151 696	120 030
Service de la dette	15	15	18
Total des dépenses	123 701	151 712	120 049
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(5 000)	(6 015)	6 174
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	79 819	86 282	80 107
Redressements des années antérieures			
Revenus			
Dépenses			
Total des redressements des années antérieures	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	79 819	86 282	80 107
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	74 819	80 266	86 282
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles	2 361	567	238
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	2 361	567	238
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	2 361	567	238

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTSAnnée financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2023</u>	<u>RÉELS 2022</u>
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	16 697	6 618	10 028
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	<u>3 228</u>	<u>5 832</u>	<u>4 585</u>
Total des revenus	<u>19 924</u>	<u>12 450</u>	<u>14 614</u>
Dépenses			
Fonctionnement	<u>19 174</u>	<u>11 905</u>	<u>13 921</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	19 174	11 905	13 921
Service de la dette	<u>750</u>	<u>545</u>	<u>693</u>
Total des dépenses	<u>19 924</u>	<u>12 450</u>	<u>14 614</u>
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	<u><u>-</u></u>	<u><u>-</u></u>	<u><u>-</u></u>
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles	<u>20 411</u>	<u>17 158</u>	<u>15 303</u>
Total des immobilisations	20 411	17 158	15 303
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	<u><u>20 411</u></u>	<u><u>17 158</u></u>	<u><u>15 303</u></u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	5 531	5 531	5 403
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	34	34	34
Revenus divers	82 941	77 897	73 495
Total des revenus	88 505	83 461	78 932
Dépenses			
Rémunération	68 494	66 071	61 876
Fonctionnement	19 766	17 122	16 994
Créances douteuses et autres provisions		2	2
Total des dépenses excluant le service de la dette	88 259	83 195	78 873
Service de la dette	246	267	59
Total des dépenses	88 505	83 461	78 932
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	11 488	11 488	11 488
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	11 488	11 488	11 488
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles	3 235	8 334	807
Ressources informationnelles	1 200	671	448
Total des immobilisations	4 435	9 005	1 255
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	4 435	9 005	1 255

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2023

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2023	RÉELS 2022
Revenus			
Transferts provenant du ministère responsable	17 027	23 027	33 002
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	70	938	377
Total des revenus	17 097	23 965	33 380
Dépenses			
Rémunération	361	387	311
Fonctionnement	167	276	116
Transfert	17 418	21 600	32 184
Créances douteuses et autres provisions		(3)	(19)
Total des dépenses excluant le service de la dette	17 945	22 260	32 592
Service de la dette			
Total des dépenses	17 945	22 260	32 592
Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités	(848)	1 706	787
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	1 087	1 487	700
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	239	3 193	1 487
Investissements à approuver			
Immobilisations :			
Tangibles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
Total des investissements à approuver	-	-	-

4. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

FONDS SPÉCIAUX	Revenus	Dépenses	=
AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION			
1 Fonds régions et ruralité	269 953	369 884	
CULTURE ET COMMUNICATIONS			
2 Fonds Avenir Mécénat Culture	5 105	5 011	
3 Fonds du patrimoine culturel québécois	33 879	20 556	
CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE			
4 Fonds de la cybersécurité et du numérique	522 142	540 914	
ÉCONOMIE ET INNOVATION			
5 Capital ressources naturelles et énergie	8 992	8 992	
6 Fonds du développement économique	794 642	794 642	
7 Fonds pour la croissance des entreprises québécoises	568	1 237	
ÉDUCATION			
8 Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	127 243	98 071	
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES			
9 Fonds des ressources naturelles	143 452	129 213	
10 Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	184 232	137 003	
11 Fonds d'information sur le territoire	198 583	134 386	
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR			
12 Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	25 000	25 000	
ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES			
13 Fonds d'électrification et de changements climatiques	1 356 485	1 221 112	
14 Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	249 437	229 155	
FAMILLE			
15 Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	3 194 696	3 194 696	
FINANCES			
16 Fonds de financement	2 461 499	2 410 697	
17 Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux	217 934	217 934	
18 Fonds de lutte contre les dépendances	206 409	166 893	
19 Fonds des générations	3 081 380		
20 Fonds du centre financier de Montréal	2 017	1 404	
21 Fonds du Plan Nord	110 069	98 631	
22 Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	3 908	3 478	
23 Fonds relatif à l'administration fiscale	1 131 887	1 131 887	
FORÊTS, FAUNE ET PARCS			
24 Fonds des ressources naturelles	605 237	616 670	

(1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs ayant eu lieu lors de la constitution du fonds spécial. Ces avances ne font pas partie des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2022-2023.

	ACTIFS		PASSIFS		Solde du fonds	
	Surplus (déficit) de l'exercice	Avances au fonds général +	Autres actifs -	Emprunts au Fonds de financement et avances du fonds général -	Autres passifs =	
(99 931)		233 902			126 900	107 001 1
94		4 374			4 025	349 2
13 324		60 392	9 310		6 750	62 952 3
(18 772)		31 567	577 601	410 568	151 270	47 330 4
		701 880	345 386	1 000 000	1 888	45 378 5
			6 857 359	6 164 132	631 701	61 526 6
(669)		175 318	305 526	500 000		(19 156) 7
29 172		211 766	283 778		239 891	255 653 8
14 239		106 977	81 014	102 ⁽¹⁾	94 523	93 366 9
47 229		93 681	88 763		124 079	58 364 10
64 197		520	850 856	448 ⁽¹⁾	25 581	825 347 11
		25 000			25 000	
135 373		927 352	1 106 925		312 804	1 721 473 13
20 283		424 791	358 674		266 678	516 788 14
		9 812	627 091		636 904	
50 803		578	85 501 301	83 803 333	985 641	712 904 16
		217 934			217 934	
39 517		97 439	87 758		38 766	146 431 18
3 081 380			18 910 771			18 910 771 19
613		2 409	37			2 445 20
11 438		137 700	438		33 162	104 975 21
430		346	7 095		2 283	5 158 22
			6 694	6 694		
(11 433)		238 334	98 017	18 114 ⁽¹⁾	227 455	90 782 24

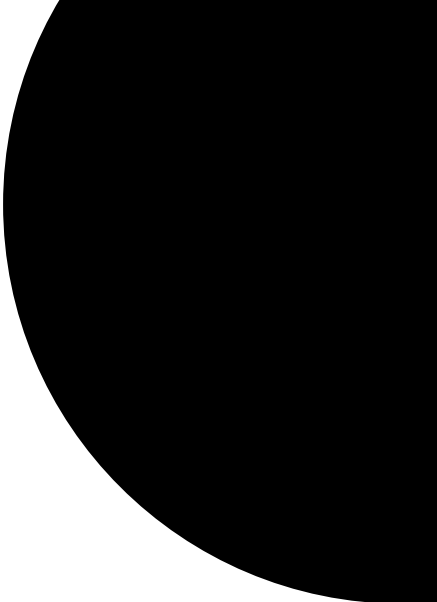
SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2023
(en milliers de dollars)

FONDS SPÉCIAUX	Revenus	Dépenses	=
JUSTICE			
25 Fonds Accès Justice	27 275	24 311	
26 Fonds affecté à l'aide des personnes victimes d'infractions criminelles	28 940	40 984	
27 Fonds des registres du ministère de la Justice	42 431	44 030	
28 Fonds du Tribunal administratif du Québec	57 338	47 350	
29 Fonds relatif aux contrats publics	167		
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
30 Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis	91 866	110 467	
31 Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	543 395	476 127	
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
32 Fonds de la région de la Capitale-Nationale	25 000	25 000	
33 Fonds des services de police	728 174	728 174	
TOURISME			
34 Fonds de partenariat touristique	359 439	357 137	
TRANSPORTS			
35 Fonds aérien	88 836	86 839	
36 Fonds de gestion de l'équipement roulant	150 543	149 111	
37 Fonds de la sécurité routière	56 860	38 159	
38 Fonds des réseaux de transport terrestre	6 153 265	5 742 078	
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE			
39 Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	52 444	47 176	
40 Fonds de développement du marché du travail	1 452 185	1 622 089	
41 Fonds des biens et des services	145 696	151 712	
42 Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	12 450	12 450	
43 Fonds du Tribunal administratif du travail	83 461	83 461	
44 Fonds québécois d'initiatives sociales	23 965	22 260	
Total des fonds spéciaux	25 058 484	21 366 381	

(1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs ayant eu lieu lors de la constitution du fonds spécial. Ces avances ne font pas partie des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2022-2023.

	ACTIFS		PASSIFS		Solde du fonds	
	Avances au fonds général +	Autres actifs -	Emprunts au Fonds de financement et avances du fonds général -	Autres passifs =		
Surplus (déficit) de l'exercice						
2 964	20 584	5 366		8 798	17 152	25
(12 044)	5 250	13 757		212	18 795	26
(1 600)	150 489	4 320		32 100	122 710	27
9 988		45 041		11 462	33 579	28
167	8 880			10	8 869	29
(18 601)	97 964	975		33 678	65 261	30
67 268	106 940	516 728	119 171	420 298	84 199	31
						32
	1 309	146 859	79 382 ⁽¹⁾	68 785		33
2 302	159 519	105 444	2 750	250 812	11 400	34
1 997	40 366	125 449	75 805 ⁽¹⁾	25 003	65 008	35
1 433	1 598	277 165	225 285	24 679	28 799	36
18 702	78 443	21 525		3 825	96 143	37
411 187	1 530 397	37 604 593	25 103 748	12 502 474	1 528 768	38
5 268	11 825	290		1 478	10 637	39
(169 904)	246 590	13 516		117 403	142 702	40
(6 015)	11 960	90 383		22 077	80 266	41
	6 913	56 771	47 323	16 362		42
	13 628	44 038		46 179	11 488	43
1 706	10 241	321		7 369	3 193	44
3 692 103	6 204 967	155 176 936	117 556 856	17 746 239	26 078 807	



GLOSSAIRE

Glossaire

Les termes suivants sont utilisés dans les différentes sections contenues dans ce volume.

Catégories

Les supercatégories « Affectation à un fonds spécial » et « Transfert » se subdivisent selon les catégories de dépenses suivantes :

- **Affectation à un fonds spécial – Rémunération**
Comprend les affectations pour la rémunération du personnel imputées sur un fonds spécial.
- **Affectation à un fonds spécial – Fonctionnement**
Comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial. Le fonctionnement inclut notamment l'amortissement des immobilisations et les autres coûts découlant des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.
- **Affectation à un fonds spécial – Capital**
Comprend les affectations pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations du fonds spécial. Cette catégorie comprend également les affectations destinées à subventionner l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations qui appartiennent à des tiers.
- **Affectation à un fonds spécial – Intérêt**
Comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial. Cette catégorie comprend également les affectations pour subventionner les intérêts sur des emprunts contractés pour des immobilisations qui appartiennent à des tiers.
- **Affectation à un fonds spécial – Support**
Comprend les affectations destinées à fournir, aux bénéficiaires d'un programme géré par un fonds spécial, un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Affectation à un fonds spécial – Rémunération », « Affectation à un fonds spécial – Fonctionnement », « Affectation à un fonds spécial – Capital » et « Affectation à un fonds spécial – Intérêt ».
- **Transfert – Rémunération**
Comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes contrôlés par le gouvernement, soit ceux inclus à son périmètre comptable. Cette catégorie comprend également les honoraires des professionnels de la santé.
- **Transfert – Fonctionnement**
Comprend les transferts pour le fonctionnement, autre que pour la rémunération, d'organismes contrôlés par le gouvernement, soit ceux inclus à son périmètre comptable. Le fonctionnement inclut notamment les coûts découlant des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

Glossaire (suite)

- **Transfert – Capital**

Comprend les transferts pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations subventionnées. Cette catégorie comprend également les transferts effectués à des organismes contrôlés par le gouvernement, soit ceux inclus à son périmètre comptable, et destinés à subventionner l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations qui appartiennent à des tiers.

- **Transfert – Intérêt**

Comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur des emprunts contractés pour une immobilisation subventionnée lorsque la dépense d'intérêts est assumée en tout ou en partie par le gouvernement. Cette catégorie comprend également les transferts effectués à des organismes contrôlés par le gouvernement, soit ceux inclus à son périmètre comptable, et destinés à subventionner les intérêts sur des emprunts contractés pour des immobilisations qui appartiennent à des tiers.

- **Transfert – Support**

Comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Transfert – Rémunération », « Transfert – Fonctionnement », « Transfert – Capital » et « Transfert – Intérêt ».

Compte à fin déterminée

- Un compte à fin déterminée est un mécanisme de gestion financière créé par décret du gouvernement en vertu de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Il permet à un ministère ou à un organisme budgétaire de comptabiliser de façon distincte des sommes versées au fonds général du fonds consolidé du revenu par un tiers en vertu d'un contrat ou d'une entente qui en prévoit l'affectation à une fin particulière. Cette comptabilisation permet à l'entité responsable d'engager des dépenses jusqu'à concurrence de la somme reçue, sans avoir à obtenir ou à utiliser des crédits.

Crédits

- **Crédits initiaux**

Les crédits initiaux représentent les crédits apparaissant dans le budget de dépenses de l'exercice, soit les crédits annuels, y compris ceux pour une période de plus d'un an déjà votés dans un exercice antérieur, les crédits permanents prévus et, s'il y a lieu, les crédits reportés permis en vertu de l'article 45 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).

- **Crédits autorisés**

Les crédits autorisés regroupent les crédits annuels et les crédits permanents. Ils permettent aux ministères et organismes budgétaires d'effectuer, à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements et des avances, ainsi que d'assumer d'autres coûts.

Glossaire (suite)

- Crédits permanents

Contrairement aux crédits annuels, les crédits permanents sont autorisés par des lois particulières et n'ont pas à être votés chaque année. De façon générale, chacune des lois particulières précise que les sommes nécessaires pour les activités visées par ces lois sont payées à même le fonds général du fonds consolidé du revenu.

Pour ces crédits, les montants présentés à titre de « crédits autorisés » correspondent à ceux prévus dans le budget de dépenses de l'année, majorés, s'il y a lieu, pour couvrir les dépenses et les autres coûts excédentaires. Cette majoration est présentée dans les crédits permanents additionnels.

Les crédits associés à des produits d'aliénation et certains crédits alloués par décisions font également partie des crédits permanents.

- Crédits annuels

Les crédits annuels représentent les crédits adoptés par le Parlement en vertu de lois annuelles sur les crédits ou de lois particulières autorisant des crédits pour un exercice financier précis. S'il y a lieu, les autorisations obtenues en vertu d'un mandat spécial s'y ajoutent. Les crédits au net et certains crédits alloués par décisions font également partie de ces crédits.

- Crédits complémentaires

Les crédits complémentaires sont constitués des crédits associés à des crédits au net, des crédits associés à des produits d'aliénation et des crédits alloués par décisions.

- Crédits associés à des crédits au net

Les crédits associés à des crédits au net présentés dans les crédits complémentaires représentent l'augmentation d'un crédit annuel en fonction de certains revenus. Cet assouplissement est permis en vertu de l'article 50 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01). S'il y a lieu, les conditions concernant le crédit au net sont prévues dans le budget de dépenses.

- Crédits associés à des produits d'aliénation

Les crédits associés à des produits d'aliénation présentés dans les crédits complémentaires représentent les crédits obtenus en lien avec le produit d'aliénation d'un bien. Cet assouplissement est permis en vertu de l'article 49 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).

- Crédits alloués par décisions

Les crédits alloués par décisions présentés dans les crédits complémentaires représentent des crédits autorisés en vertu :

- d'une loi sur les crédits portant sur un budget de dépenses supplémentaires;
- d'une décision prise par le Bureau de l'Assemblée nationale ou par le gouvernement;
- d'une disposition d'une loi particulière à l'égard de l'utilisation de certains revenus perçus;

Glossaire (suite)

- d'une nouvelle loi autorisant le gouvernement à prendre les sommes requises sur le fonds consolidé du revenu;
- d'un mandat spécial lorsque les crédits autorisés ne font pas partie des crédits du budget de dépenses.

- Dépenses ne nécessitant pas de crédits

Les dépenses ne nécessitant pas de crédits sont notamment celles liées à l'amortissement des immobilisations et des avantages incitatifs, à la consommation de stocks et de frais payés d'avance comptabilisés lors d'exercices financiers antérieurs, ainsi qu'aux opérations de restructuration. Certaines dépenses de transfert ne nécessitent pas non plus de crédits. Il s'agit de celles découlant de prêts pardonnables accordés à des entreprises dans un exercice précédent et pour lesquels des crédits de type « prêts, placements, avances et autres coûts » ont déjà été accordés.

Certaines dépenses négatives sont également présentées à titre de « dépenses ne nécessitant pas de crédits » afin que les crédits non autorisés ne soient pas rendus disponibles. C'est notamment le cas lorsque des revenus imputés à l'encontre du service de la dette sont supérieurs à la dépense et quand des variations à la baisse de provisions ou d'autres dépenses se produisent.

- Virements et transferts de juridiction

Les virements et les transferts de juridiction comprennent les crédits qui ont été virés d'un programme à un autre, que ce soit au sein d'un même portefeuille ou de portefeuilles différents.

Fonds spécial

- Un fonds spécial est un fonds institué par une loi afin de pourvoir à certains engagements financiers d'un ministre, d'un organisme budgétaire ou d'un organisme autre que budgétaire exerçant une fonction juridictionnelle.

Fonds spécial – Investissements

Les investissements d'un fonds spécial sont constitués des :

- Immobilisations : comprennent les sommes pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles en ressources informationnelles. Elles comprennent également les coûts découlant des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations qui sont capitalisables;
- Prêts, placements, avances et autres coûts : comprennent les prêts; les fonds locaux, les avances autres que celles effectuées au fonds général du fonds consolidé du revenu; les placements à long terme d'une durée supérieure à 12 mois consentis à des tiers sous forme d'actions et de mises de fonds; les dépôts à participation; les obligations; les billets. Sont également incluses les incidences des modifications comptables sur les années antérieures concernant des dépenses et des investissements nécessitant l'approbation du Parlement ainsi que les engagements financiers découlant d'une opération de restructuration.

Supercatégories

- Rémunération

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, aux employés à temps partiel et aux occasionnels, y compris les étudiants et les saisonniers. Elle comprend également les traitements et les indemnités encourus envers les membres de l'Assemblée nationale, toute personne nommée ou désignée par cette dernière pour exercer une charge publique et le personnel qu'elle dirige, les juges ainsi que les membres de la Sûreté du Québec. Finalement, elle comprend tous les avantages sociaux fournis aux employés ainsi que les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

- Fonctionnement

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires, à l'exclusion des dépenses de rémunération, de transfert, d'affectation à un fonds spécial, des créances douteuses et autres provisions ainsi que du service de la dette. Elle inclut notamment le coût lié à la réévaluation et aux obligations du gouvernement relatives à la réhabilitation de sites contaminés, l'amortissement des immobilisations, les dépenses de désactualisation, de même que les dépenses découlant d'une opération de restructuration. Elle comprend également les sommes pouvant être virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire en application d'une disposition législative à cet effet jusqu'à concurrence des sommes portées au débit du fonds pour des biens ou des services fournis à ce ministère ou à cet organisme.

- Affectation à un fonds spécial

Cette supercatégorie comprend les sommes virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire en application d'une disposition législative à cet effet. Ces sommes peuvent, notamment, pourvoir aux dépenses de rémunération et de fonctionnement d'un fonds spécial. Ne font pas partie de cette supercatégorie, les sommes allouées pouvant être virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire pour des biens ou des services fournis à ce ministère ou à cet organisme que le fonds a servi à financer.

- Transfert

Cette supercatégorie comprend les dépenses dont le versement est effectué dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes. Pour le gouvernement, ces dépenses ne constituent ni des acquisitions directes de biens ou de services, ni des sommes accordées en vue d'obtenir un rendement, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un placement, ni des sommes pour lesquelles il s'attend à obtenir un remboursement ultérieurement comme dans le cas des prêts.

Glossaire (suite)

- Créances douteuses et autres provisions

Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant des variations de la provision pour créances douteuses, de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement et de la provision pour moins-value sur les prêts, les placements et les avances.

- Service de la dette

Cette supercatégorie comprend les intérêts sur les dettes, les gains et les pertes de change réalisés ainsi que l'amortissement des primes, des escomptes et des frais liés à l'émission d'emprunt et à la gestion des dettes. Elle comprend également les intérêts sur les obligations relatives aux régimes de retraite et aux autres avantages sociaux futurs. Enfin, elle comporte les intérêts relatifs aux ententes de partenariat public-privé signées par les ministères et les organismes budgétaires.

- Immobilisations en ressources informationnelles

Cette supercatégorie est incluse dans le budget d'investissements. Elle comprend les investissements encourus pour les immobilisations qui sont des développements informatiques ainsi que des équipements informatiques et bureautiques, soit pour leur acquisition, pour leur réalisation, laquelle comprend la conception jusqu'à l'implantation, de même que pour leur amélioration. Cette supercatégorie comprend également les coûts découlant des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations en ressources informationnelles et qui sont capitalisables.

- Immobilisations tangibles

Cette supercatégorie est incluse dans le budget d'investissements. Elle comprend les investissements encourus pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles relatives aux ententes de partenariat public-privé, à l'exclusion des immobilisations en ressources informationnelles. Cette supercatégorie comprend également les coûts découlant des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations tangibles et qui sont capitalisables.

- Prêts, placements, avances et autres coûts

Cette supercatégorie est incluse dans le budget d'investissements. Elle comprend les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et aux entreprises du gouvernement, l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Sont également incluses dans cette supercatégorie les avances pour l'établissement ou le fonctionnement des fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement.

Elle comprend l'inscription de stocks et des frais payés d'avance, les taxes de vente payées ou à payer (TVQ, TPS/TVH) et comptabilisées lors de l'acquisition de biens et de services et les engagements financiers concernant des années antérieures qui sont portés à la dette nette ainsi que ceux découlant d'une opération de restructuration.

